

SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU FELLAH ÉGYPTIEN

THÈSE POUR LE DOCTORAT
présentée et soutenue le lundi 20 mai 1901, à 10 heures

JOSEPH F. NAHAS

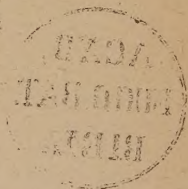
Suffragants : { MM. LESEUR,
DESCHAMPS, } *Professeurs.*

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
DU
FELLAH ÉGYPTIEN

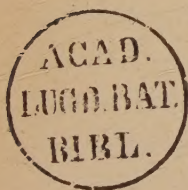
THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera présenté et soutenu le lundi 20 mai 1901, à 10 heures

PAR

JOSEPH F. NAHAS



Président : M. RENAULT, Professeur.

Suffragants : { MM. LESEUR, DESCHAMPS, } Professeurs.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

DU FELLAH ÉGYPTIEN

INTRODUCTION

C'est au Nil que l'Égypte doit la richesse et la vie ; il y a déjà vingt-quatre siècles que le Père de l'Histoire a donné à cette vérité une expression pittoresque en écrivant : « L'Égypte est un présent du Nil. » Fécondées par ce fleuve, toutes les terres se couvrent d'une végétation luxuriante ; mais que, par l'insuffisance d'une crue, ses eaux viennent à manquer, tout le pays se transforme soudain en un désert aride : c'est la sécheresse et la misère ; le pauvre fellah succombe sous le poids des dettes et l'activité économique du pays subit un brusque arrêt. Ces crises, occasionnées par des crues trop faibles, circonstance heureusement assez rare, sont d'autant plus aiguës que le pays est alors frappé dans sa source vitale : son agriculture.

L'Égypte est, en effet, un pays essentiellement agricole. L'industrie manufacturière y est peu importante

et ne produit que des objets usuels ; et, malgré l'existence de quelques industries, étroitement liées à la production locale, comme l'égrenage du coton, la fabrication du sucre avec la canne à sucre, la décortication du riz, le pressage des graines oléagineuses, l'Egypte demeure un pays essentiellement agricole, et l'on peut dire, avec raison, que sa principale industrie, c'est son agriculture.

D'où nous pouvons conclure, d'abord, que la prospérité de ce pays est à la merci du Nil et de l'administration qui, par des travaux utiles et des mesures sages, domestiquera ce grand fleuve et le fera servir au plus grand bien de tous et de chacun.

Le rôle de l'administration est ici d'une importance capitale. Le Nil appartient à l'Etat, avec toutes ses ramifications, avec tous les canaux que ses eaux alimentent. Aucun cours d'eau n'est dans le domaine privé, comme le sont, en France, les cours d'eau non navigables ni flottables. L'Etat est le souverain dispensateur des eaux ; il en règle la distribution et l'usage, interdisant tantôt certaines cultures, tantôt l'arrosage durant une période déterminée : c'est le système *des rotations*, fixées tous les ans par le Ministère des travaux publics (1). L'adminis-

(1) Ainsi, au commencement de l'année 1900, prévoyant une crue trop faible, le gouvernement a interdit d'une façon formelle la culture du maïs, jusqu'à la nouvelle inondation, et il a implicitement empêché la culture du riz, en espaçant les périodes d'arrosage, car le riz doit être abondamment arrosé tous les 8 jours, en été. Toutes ces mesures rigoureuses ont été prises pour tâcher de sauver la cul-

tration tient donc dans ses mains toutes-puissantes le sort de tous les cultivateurs ; elle peut, par une distribution arbitraire des eaux, ruiner une partie de la population au profit de l'autre partie. « Aussi, disait Napoléon I^{er}, en aucun pays, l'administration n'a autant d'influence sur la prospérité publique.

« Si l'administration est bonne, les canaux sont bien creusés, bien entretenus, les règlements pour l'irrigation sont exécutés avec justice, l'inondation est plus étendue. Si l'administration est mauvaise, vicieuse ou faible, les canaux sont obstrués de vase, les digues mal entretenues, les règlements de l'administration transgressés, les principes du système d'inondation contrariés par la sédition et les intérêts particuliers des individus ou des localités. »

De l'importance de l'agriculture en Egypte, découle nécessairement aussi l'importance du fellah qui travaille le sol et le fait produire. C'est lui qui donne à la vie économique toute son intensité et il constitue, avec le Nil, les deux états sur lesquels repose la fortune publique.

« Sans le fellah, écrit M. Mayrargues (1), il est permis de le dire, l'Egypte mourrait fatalement. Le Nil et le fellah se complètent l'un l'autre et eux deux ont fait, jusqu'à présent, la richesse du pays. »

ture du coton, la plus importante et la plus rémunératrice pour les cultivateurs.

(1) Alfred MAYRARGUES. — *Le vice-roi et le fellah*, 1869, Paris.

Il est nécessaire d'ajouter aussi, afin de se rendre compte de toute l'importance du fellah comme agent de production, que nul autre que lui ne peut venir le remplacer dans son rude labeur. « Le paysan égyptien, fellah pur ou métis, est le seul qui puisse cultiver l'Egypte : c'est lui qui, nu, sous un soleil dévorant, sait puiser l'eau du Nil en faisant grincer les chadoufs, comme ses arrière-grands-pères, les contemporains d'Abraham (1). »

Nous avons jugé intéressant d'étudier la situation économique et sociale de cet infatigable producteur de richesses, pauvre lui-même et misérable à l'excès. Et pour que cette étude soit complète, il est nécessaire de donner un aperçu rapide de la situation du fellah depuis les derniers temps de la domination des Mamelouks jusqu'à l'époque actuelle. Cette étude, outre l'intérêt qu'elle peut avoir en elle-même, servira aussi à montrer comment un long règne de la tyrannie a fait faire au fellah son apprentissage de misère, et comment sa situation actuelle, plus malheureuse à coup sûr que celle de n'importe quel paysan d'Europe, lui semble douce, quand il la compare à celle de ses aïeux. Etienne de La Boétie explique, dans son « discours sur la servitude volontaire », qu'un peuple peut accepter longtemps une situation de servitude et de misère, parce que les nouvelles générations qui naissent, n'ayant jamais connu d'autre état que celui de leurs pères, arrivent à le considérer comme

(1) Alfred MAYRARGUES. — *Loc. cit.*

l'état naturel. Et cet auteur ajoute que la tyrannie amollit les âmes et leur enlève toute volonté pour réagir contre elle.

C'est là le secret de la soumission passive du fellah à toutes les privations, aux vexations et à l'arbitraire anciens. Là aussi se trouve la raison de la paresse, de la ruse et de l'imprévoyance que certains écrivains ont crues inhérentes à sa nature, et qui ne sont, en réalité, que la conséquence nécessaire du despotisme dont il a longtemps souffert.

« Entre tous les êtres humains qui respirent en Egypte, le fellah est le plus intéressant, le plus sympathique, car il est bon, doux, intelligent. C'est un producteur et un reproducteur infatigable qui porte sur ses échine, tout en travaillant, un monde de parasites, et à qui l'idée n'est pas encore venue de secouer ce fardeau. Le fellah est l'agriculteur par excellence, le rustique complet avec ses qualités natives qui sont grandes, et ses vices qui tiennent à la situation qu'on lui fait. On le presse, on l'exploite, on le dévore ; il proteste à sa manière, en rusant quand il le peut et tant qu'il peut (1). »

Dans la première partie de ce travail, nous jetterons donc tout d'abord un coup d'œil rapide sur la situation de l'Egypte et du fellah aux derniers temps de la domination des Mamelouks, et nous verrons comment l'anar-

(1) Alfred MAYRARGUES. — *Loc. cit.*

chie qui régnait avec ces tyrans et la négligence des intérêts primordiaux, d'où dépendent la vie et la prospérité d'un peuple, avaient plongé le pays dans la désolation et la misère. Mohamed Ali, après avoir détruit les Mamelouks, prit en mains les intérêts de l'Egypte et il dut employer tout son génie à la faire renaitre à la vie économique ; nous verrons comment, grâce aux grands travaux d'utilité publique exécutés, et aux perfectionnements introduits dans l'agriculture du pays par ce grand prince, le fellah put envisager l'avenir sous des couleurs plus riantes et voir poindre l'aurore de son relèvement et de son bien-être.

Les successeurs de Mohamed Ali, à qui il avait aplani les plus grandes difficultés et ouvert les voies du progrès, n'avaient plus qu'à marcher sur les traces de leur illustre devancier pour que la prospérité de l'Egypte fût à tout jamais assurée. Parmi ces princes, Abbas I^{er} s'écarta de cette voie ; Saïd pacha s'y engagea résolument et travailla toute sa vie au bonheur de son peuple ; le règne d'Ismail pacha, commencé sous les plus heureux auspices, devint ensuite néfaste pour le pays, en le surchargeant de dettes et en y faisant ainsi intervenir les puissances étrangères. Le fellah, plus que tout autre, souffrit de l'embarras du trésor et des dilapidations du vice-roi. Le successeur d'Ismail pacha fut un prince juste et sage ; le pays commençait à jouir sous lui de la paix et du repos, quand éclatèrent les événements d'Arabi, qui amenèrent l'occupation militaire du pays

par les armées britanniques. C'est à ce moment que doit s'arrêter notre première partie, car ce moment marque, pour le fellah, le commencement de sa situation économique et sociale actuelle, qui nous occupera dans la deuxième partie de ce travail.

Dans cette deuxième partie, nous étudierons d'abord le fellah dans sa vie privée.

Possède-t-il les qualités domestiques et sociales qui sont la condition essentielle de l'avancement des nations ? Trompés par les apparences, certains n'ont pas cru trouver ces qualités dans l'âme du fellah, et partant de cette fausse donnée, ils l'ont condamné à une infériorité éternelle. C'est là, nous le démontrerons, une profonde et regrettable erreur ; le fellah a en lui toutes les aptitudes au progrès, mais il faut qu'on l'aide à sortir de cet état d'asservissement qui, depuis des siècles, a été le sien. Or, malgré les grandes étapes parcourues par l'Égypte, depuis quelque temps, dans la voie du progrès, la situation du fellah reste misérable et nous ferons ressortir cette triste et choquante antithèse.

Ensuite, nous étudierons le fellah petit propriétaire, nous assisterons à son exploitation par les usuriers et tous les spéculateurs sans conscience ; en même temps, nous mentionnerons les efforts faits par le gouvernement pour lui venir en aide, et nous indiquerons les réformes urgentes à introduire dans ce but.

Nous examinerons ensuite la situation du fellah ouvrier agricole et les différents contrats de travail qui inter-

viennent entre lui et le patron et qui, tous, ne lui procurent qu'une situation des plus précaires, peu en rapport avec ses besoins et surtout avec le travail qu'on exige de lui.

Le fellah, dans les travaux d'utilité publique, nous arrêtera aussi quelques instants et, faisant un retour en arrière, nous dirons comment ces travaux étaient exécutés depuis la plus haute antiquité jusqu'en ces derniers temps au moyen de la corvée, qui est remplacée maintenant par le système des entreprises. Aujourd'hui, le fellah est payé par les entrepreneurs, mais, ici comme pour les travaux agricoles, le salaire qu'il reçoit est tout à fait disproportionné avec le travail qu'il fournit.

Enfin, pour compléter cette étude, nous examinerons la situation du fellah devant les tribunaux et là, nous serons heureux de constater que, le plus souvent, le législateur et le juge se sont entendus pour protéger cet être faible, ignorant et toujours exploité.

Un sujet aussi complexe exigeant de celui qui le traite une érudition que nous sommes loin de posséder, on voudra bien nous accorder quelque indulgence et ne pas trop nous tenir rigueur pour les imperfections de ce travail de début.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I

SITUATION DU FELLAH AUX DERNIERS TEMPS DE LA DOMINATION DES MAMELOUKS.

Dire que l'Egypte et ses habitants sont, au point de vue du bien-être et de la prospérité, à la merci du pouvoir qui les gouverne, c'est dire que la domination des Mamelouks fut une période de désolation et de profonde misère. « Vingt-quatre ou vingt-cinq mille Mamelouks gouvernaient alors l'Egypte. Cette cavalcade souveraine était composée d'esclaves. Quel que fût leur grade ou leur dignité, qu'ils fussent beys ou simples soldats, tous les Mamelouks sortaient du bazar. Ils formaient une société particulière, unique certainement dans l'histoire, qui différait des autres en ce qu'elle n'avait point de patrie ; que la famille n'y existait pas ;

qu'elle ne pratiquait aucun culte bien qu'elle appartint pour la forme à la religion musulmane ; qu'elle ne connaissait d'autres sciences que l'équitation et l'escrime de la lance ; qu'elle vivait sans lois, sans règles et sans traditions. Des négociants la recrutaient en Perse, en Moldavie, en Valachie, au Caucase, en Grèce, avec des enfants volés ou achetés, à bas prix, à des parents pauvres. Ces enfants, presque tous d'origine chrétienne, étaient conduits dans les entrepôts d'Alexandrie et du Caire, où des employés les lavaient, les paraient pour la vente et les rendaient mahométans. On avait soin de les choisir bien faits, jolis de figure, fortement constitués, intelligents, propres au double exercice du cheval et du pouvoir. De l'étalage du marchand, ils passaient chez les beys dont ils devenaient les pages, les soldats et quelquefois les héritiers.

« Ce singulier genre de vie faisait des Mamelouks des êtres à part. Mahométans par nécessité, ils restaient indifférents à toutes les croyances sans éprouver le besoin de les remplacer par une philosophie quelconque. Elevés loin des leurs, au milieu des soldats, il ne ressentait et ils n'inspiraient que des affections de corps de garde. Ils vivaient entre eux, ne se souciant pas de l'Egypte qu'ils se contentaient de dévaliser et de violenter.

« La révolte était leur situation ordinaire. Ce ramassis d'hommes de toutes les races, réunis par le hasard, étrangers au pays qu'ils habitaient, livrés à toutes leurs

fantaisies et avilis dès l'enfance, avait un irrésistible besoin d'indépendance et d'anarchie... Leur vie était une lutte perpétuelle. Ils s'entr'égorgeaient et s'assassinaient, tantôt pour s'arracher le pouvoir, tantôt pour s'enlever de jeunes esclaves. Les batailles succédaient presque sans trêve aux batailles, les charges de cavalerie aux charges de cavalerie, et, vu de loin, le gouvernement de l'Egypte avait l'aspect d'un carrousel (1). »

Et voici le portrait qu'en donne Volney, qui a visité l'Egypte en 1785 : « Nés la plupart dans le rite grec, et circoncis au moment qu'on les achète, ils ne sont, aux yeux des Turks mêmes, que des renégats, sans foi ni religion. Etrangers entre eux, ils ne sont point liés entre eux par ces sentiments naturels qui unissent les autres hommes. Sans parents, sans enfants, le passé n'a rien fait pour eux, ils ne font rien pour l'avenir. Ignorants et superstitieux par éducation, ils deviennent farouches par les meurtres, séditieux par les tumultes, perfides par les cabales, lâches par la dissimulation et corrompus par toute espèce de débauches ; telle est l'espèce d'hommes qui fait en ce moment le sort de l'Egypte (2). »

Préoccupés avant tout de leur enrichissement personnel et fort peu soucieux de la prospérité publique, ils n'auraient jamais songé à faire exécuter des travaux utiles.

(1) V. *Ahmed Le Boucher*, par Ed. LOCKROY, p. 4 et 5.

(2) Cité par le duc d'HARCOURT, dans son livre : *L'Egypte et les Egyptiens*.

Ce qui se cultivait sur les rives du Nil suffisait amplement à remplir leurs greniers et leurs poches ; ils trouvaient inutile de répandre la fertilité dans les autres provinces, éloignées du cours du fleuve. « On ne connaît aucun fait qui puisse prouver qu'avant Méhémet Ali, on ait creusé des canaux pour procurer, pendant l'étiage, de l'eau aux terrains éloignés du cours du fleuve et pour faire comme aujourd'hui des cultures d'été (1). »

D'ailleurs, la désorganisation et l'anarchie administrative étaient un obstacle puissant qui empêchait l'exécution de tout travail d'utilité publique. Chaque province était sous l'entière dépendance d'un chef Mamelouk, et, à la tête de chaque village, il y avait un Caïmacan. Ce dernier faisait exécuter les travaux de canalisation et d'endiguement pour l'avantage des terres dont il devait s'attribuer le rendement.

Jamais il ne s'inquiétait de savoir si ces travaux allaient profiter ou nuire aux villages voisins. D'où, souvent des rixes suivies de batailles à main armée, dans le but, soit d'irriguer les terres d'un village, soit d'en écouler les eaux (2).

Voilà comment les Mamelouks se comportaient à l'égard des travaux d'utilité publique. Voyons maintenant comment ils traitaient le fellah.

(1) LINANT DE BELLEFONDS pacha. — Mémoires sur les principaux travaux d'utilité publique exécutés en Egypte depuis la plus haute antiquité jusqu'à nos jours, 1872-1873.

(2) V. Mémoires LINANT pacha. *Loc. cit.*

L'Égypte ressemblait, à cette époque, à un vaste domaine féodal qu'exploitaient les plus tyranniques des seigneurs et les fellahs qui y étaient attachés, étaient plus malheureux que les serfs du moyen âge, plus malheureux même que les esclaves de l'antiquité.

Nous savons, en effet, que, dans la *familia* antique, l'esclave était ménagé, quelquefois par humanité, le plus souvent par calcul ou par crainte. Le maître avait d'abord intérêt à le ménager, car c'était un bien de consommation industrielle, un capital sur lequel il fallait veiller pour qu'il ne se détériorât pas et pour qu'on en pût retirer le plus d'avantages possible. L'assimilation de l'esclave à un instrument de production se trouve nettement exprimée dans la *Politique* d'Aristote. Pour lui, l'art domestique, comme tout art, doit avoir ses instruments ; les uns sont inanimés, les autres vivants. Les instruments vivants sont les animaux et les *esclaves* ; et Aristote observe qu'en tant qu'instrument, l'esclave est le meilleur de tous, parce qu'il est intelligent et toujours perfectible (1). Que ce soit pour cette raison d'intérêt

(1) ARISTOTE. — *Politique*, liv. I. Chap. II, parag. 4. : « Si les différents arts ont besoin d'instruments spéciaux pour accomplir leur œuvre, la science de l'économie domestique doit aussi avoir les siens. Parmi les instruments, les uns sont inanimés, les autres animés ; par exemple pour le pilote, le gouvernail est un instrument sans vie, et le matelot qui veille à la proue est un instrument vivant, l'ouvrier, dans les arts, étant considéré comme un instrument. De même la propriété est un instrument essentiel à la vie, la richesse une multiplicité d'instruments, et l'esclave une propriété vivante ; seulement, comme instrument, un ouvrier quelconque est le premier de tous. » Traduction de Thurot.

ou simplement par humanité, tous les philosophes de l'antiquité recommandaient la justice, la bonté, la générosité envers les esclaves et une équitable répartition entre eux du produit de leur travail, pour stimuler leur zèle à la production. Seul, l'espoir de cette juste répartition, dit Xénophon, peut exciter l'esclave au travail ; la contrainte, ajoute-t-il, est vaine et dangereuse, les cieux maudissent les maîtres qui l'emploient. Et Sénèque, dans une lettre admirable, recommande aux maîtres l'humanité et la justice envers les esclaves (1).

Les maîtres comprenaient généralement cette obligation de bien traiter leurs esclaves, et ils y étaient portés autant par crainte que par intérêt ; car, s'il était impossible aux esclaves de manifester leurs revendications législativement, ils savaient bien les faire triompher par la force brutale, et l'histoire de la Grèce et de Rome est remplie de leurs sanglantes insurrections.

Le fellah sous les Mamelouks n'eut pas recours aux moyens violents pour obtenir un adoucissement à son malheureux sort, et encore moins put-il réclamer cet adoucissement par les voies de droit. Son caractère pacifique, son inépuisable patience et son endurance merveilleuse lui faisaient supporter les plus mauvais traitements, et il n'est pas contestable qu'il aurait pu envier, à plus d'un titre, lui, homme libre, le sort des esclaves de l'antiquité. La liberté n'est-elle pas une sinistre plai-

(1) SÉNÈQUE. — Epist. 47.

santerie quand elle ne donne droit qu'aux souffrances et à la misère ?

Quoique, en droit, il ne pût rien posséder en propre, étant lui-même une *chose* dans le patrimoine du maître, « toutefois l'usage s'introduisit de bonne heure de laisser à l'esclave un *pécule*, c'est-à-dire la jouissance et l'administration de certains biens, avec lesquels il pouvait se livrer à un commerce, et qu'il était libre d'augmenter de ses économies. Quelquefois même il avait dans son pécule d'autres esclaves appelés *vicarii*. En droit, le maître reste seul propriétaire du pécule et peut le reprendre à son gré ; mais en fait, c'est chose très rare, et en cas d'affranchissement entre vifs, le maître était censé faire don du pécule à l'esclave, s'il ne le lui retirait expressément (1). » Le fellah ayant le droit de posséder biens et esclaves, était battu jusqu'à ce qu'il eût donné son dernier denier à ses insatiables maîtres !

De plus, dans l'antiquité, le législateur s'entremettait entre les maîtres et les esclaves, dans le but de réprimer la cruauté et les abus de pouvoir. Ainsi, à Rome, dès l'époque classique, des mesures de ce genre furent prises par les empereurs Claude, Hadrien et Antonin le pieux : celui qui tuait son esclave était traité comme un meurtrier, et le magistrat pouvait forcer le maître à affranchir ses esclaves, s'il se montrait trop cruel pour eux (2).

(1) Eugène PETIT. — *Traité élémentaire de droit romain*, 1892, p. 64.

(2) V. Eugène PETIT. — *Traité élémentaire de droit romain*, Paris, 1892, page 64.

Est-il besoin de dire que les Mamelouks, abusant à l'excès du pauvre fellah, ne pouvaient pas se punir eux-mêmes, en édictant des lois pareilles ?

N'oublions pas enfin que ces chefs turbulents gouvernaient l'Égypte à une époque où les idées d'indépendance s'étaient répandues partout, et où la liberté était devenue, pour tous les peuples civilisés, un droit imprescriptible et sacré ; tandis que l'esclavage servait de base à l'organisation de la société antique où on le considérait comme un état naturel et où les philosophes eux-mêmes s'ingéniaient à le justifier.

Comparons maintenant la situation du fellah, sous les Mamelouks, à celle du paysan du moyen âge. Cette comparaison est facilitée d'ailleurs par la grande similitude qui existe entre les institutions féodales et celles de l'Égypte à l'époque que nous étudions.

Le régime féodal, qui semble être, comme le dit M. Esmein, (1) « un des types généraux d'après lesquels les sociétés humaines tendent à se constituer spontanément dans des milieux déterminés », a existé en Égypte sous la domination des Mamelouks. Ce régime a pu librement se développer grâce au principe, d'origine fort ancienne en ce pays, d'après lequel la propriété des terres appartient au chef de l'État.

Barthélemy Saint-Hilaire nous dit que ce principe remonte à Joseph, fils de Jacob, c'est-à-dire à plus de

(1) A. ESMEIN. — *Cours élémentaire d'histoire du Droit Français*, p. 175.

deux mille ans avant l'ère chrétienne. Il subsista à travers les siècles, jusqu'à la domination des musulmans qui, le trouvant en conformité avec la loi du Coran, le maintinrent. Les Mamelouks n'eurent garde de l'abolir. La propriété territoriale fut conservée au chef suprême, au sultan, comme elle appartenait au moyen âge, au souverain *seigneur* du royaume, et, à ce titre, le sultan prélevait l'impôt territorial appelé *miri* (1).

Après lui venait, dans cette hiérarchie féodale, le *pacha*, représentant de son autorité et gouverneur de la province d'Égypte. Puis nous trouvons les *moultezims*, seigneurs tenanciers des terres, qui les acquéraient par le moyen suivant.

Le pacha mettait les communes aux enchères publiques et les concédait au plus offrant et dernier enchérisseur.

Le concessionnaire (Moultezim) recevait du gouvernement un titre (Taxit) constatant la concession et intimant aux chefs et aux habitants de la commune l'ordre d'obéir au concessionnaire et de lui payer les impôts. Par ce contrat, le Moultezim était donc mis aux lieux et place du gouvernement et il exerçait sur les habitants, devenus ses serfs, tous les droits de haute seigneurie.

Il avait, d'abord, tout comme les seigneurs du moyen âge, la propriété exclusive d'une terre appelée *Oussyeh* qu'il cultivait pour son propre compte, en y employant des

(1) V. MERRUAU. *L'Égypte contemporaine* (1840-1857). Le *miri* a été créé par le sultan Sélim.

fellahs en corvée. A côté des terres *Oussyeh*, il y avait celles dont le Moultezim concédait l'usufruit au fellah et celui-ci pouvait donner ou vendre cet usufruit. Le Moultezim restait effectivement le maître de ces terres, puisqu'il pouvait augmenter ou diminuer les impositions qu'elles lui payaient, puisqu'il pouvait les donner ou les vendre à d'autres Moultezims et qu'elles devenaient, après lui, le bien de ses enfants, et enfin, puisqu'il les réunissait à son bien propre, si le fellah possesseur venait à mourir sans héritiers, circonstance qui n'avait pas lieu pour les autres parties de la propriété du fellah, sa maison, ses meubles et ses troupeaux sur lesquels le droit de déshérence appartenait au fî c et non au Moultezim (1).

Le retrait des terres ainsi concédées au fellah pouvait avoir lieu également si ce dernier n'avait pas les moyens de les cultiver, ce qui faisait présumer qu'il ne pourrait pas payer les charges qui les grevaient. Mais il était libre d'y faire les cultures qui lui convenaient, pourvu qu'il acquittât les impôts réclamés.

Ajoutons, pour bien marquer le caractère de cette organisation féodale, que les enfants du Moultezim ne pouvaient à sa mort, hériter de ses biens, qu'après avoir obtenu l'agrément du pacha ; car la concession était toujours viagère. Cet agrément s'obtenait en lui payant une taxe déterminée, regardée par les Turcs comme une

(1) V. Michel-Ange LANCRET. Mémoire sur le système d'imposition territoriale et sur l'administration des provinces de l'Egypte, dans les dernières années du gouvernement des Mamelouks.

espèce de rachat de la terre qui, sans cela, retournerait au fisc (1). C'est le pendant de la mainmorte du moyen âge.

Cependant quelques Moultezims obtenaient, de leur vivant, des ordres supérieurs leur permettant de constituer leur concession en Wakf, au profit de leurs descendants ou d'établissements pieux, et cela moyennant une somme équivalente à l'impôt d'un certain nombre d'années (2).

Ce tableau esquissé, comparons la situation du serf avec celle du fellah sous le gouvernement des Mamelouks.

Le serf devait au seigneur les impôts suivants : le *chevage*, capitation très minime de 2 à 4 deniers au plus ; la *taille*, à l'origine arbitrairement déterminée par le seigneur, mais fixée de bonne heure soit par la coutume, soit par un contrat intervenu entre le seigneur et ses serfs ; et enfin, la *corvée*, également arbitraire à l'origine, mais ensuite limitée, soit par la coutume, soit par des abonnements (3).

On peut dire du fellah qu'il doit, en impôts de tout genre, tout ce qu'il peut avoir et même au delà.

(1) V. Mémoire de Michel-Ange LANCRET. *Loc. cit.*

(2) V. dans le Répertoire Ph. GÉLAT, le rapport de S. E. Boutros pacha Ghali, membre de la commission d'enquête de l'impôt foncier, présenté le 18 février 1880. Ce rapport contient des renseignements très complets et très précis sur la situation de la terre du temps des Mamelouks, sur les charges multiples qui la grevaient, etc. C'est à lui que nous empruntons certains détails qu'on va lire.

(3) V. M. ESMEIN. *Cours Élémentaire d'Histoire du Droit français*, passim.

Il doit d'abord une contribution inhérente à la terre qu'il possède : C'est le *mâl-el-hour* (le droit libre). Ce droit est arbitrairement fixé par le Moultezim. Il en fait deux parts : la plus minime sert à acquitter l'impôt du Sultan, le *Miri*, créé par le Sultan Sélim ; l'autre, la plus grosse, il se l'attribue sous le nom de *Fayez*, en compensation de la somme qu'il a payée comme prix de la concession. En outre, il lui est alloué, dans le contrat de concession même, une certaine somme à titre d'indemnité, pour le couvrir des risques de la perception, car il est obligé d'avancer au gouvernement tous les impôts de la commune et de les percevoir ensuite à ses risques et périls (1).

Sa situation ressemble, à cet égard, à celle des *fermiers-généraux*, qui se faisaient adjuger la perception des revenus et des impôts mis à ferme par le roi (2).

Le cultivateur doit aussi : 1° le *Moudaf* (surajouté), 2° le *Barani*, qui était, à l'origine, un cadeau bénévole et qui s'est transformé, par la suite, en imposition obligatoire (3). Ces impôts qui engloutissaient presque tous les produits de la terre, n'étaient pas les seuls que payât le fellah.

(1) V. Rapport BOUTROS pacha. *Loc. cit.*

(2) V. M. ESMEIN. *Loc. cit.*

(3) Nous retrouvons l'offre de dons gratuits par les sujets dans les coutumes germaniques, et cette habitude se conserva sous la monarchie franque ; elle devint même, sous les Carolingiens, une obligation véritable pour les grands du royaume et pour les monastères. V. M. ESMEIN, *ouvr., loc. cit.*, page 83.

Nous ne trouvons pas utile d'en faire l'énumération complète. M. A. Lancret en a compté dix-sept (1).

Signalons seulement les abus sans nombre des commandants des provinces, qui réquisitionnaient tout ce qu'ils trouvaient, pour la nourriture des troupes, et qui exigeaient des fellahs des cadeaux et toutes sortes de droits fantaisistes que leur imagination n'était pas en peine d'inventer (2).

Mais la plus terrible de toutes les contributions était celle que les fellahs devaient aux Bédouins du désert. Profitant de toute occasion propice, ces redoutables bandits franchissaient à cheval la lisière du désert et s'abattaient sur les villages comme des nuées de sauterelles. Ils mettaient tout à sac, emportaient les bestiaux et les moissons, prélevaient des impôts et vendaient leur protection à qui voulait l'acheter (3).

Jamais le gouvernement des Mamelouks ne s'occupa sérieusement de mettre les habitants à l'abri de ce redoutable fléau. Et nous nous demandons à quel titre un gouvernement, incapable de garantir jusqu'à la sécurité du peuple, peut exiger et faire payer à ce peuple les plus

(1) V. Mémoire de M. A. LANCRET, *loc. cit.*, et Rapport de S. E. BOUTROS pacha Ghali, *loc. cit.*

(2) V. HAMONT. *L'Egypte sous Méhémét-Ali*, 1845.

(3) HAMONT. — *L'Egypte sous Méhémét-Ali*. Paris 1845. « Elle (l'Egypte) était peuplée, comme elle l'est aujourd'hui, de Coptes, d'Arabes, de Turcs, de Juifs, d'Arméniens et de Bédouins du désert, autres cavaliers indépendants qui pillaient les villages isolés et campaient sur les frontières. » Ahmed Le Boucher, par Ed. Lockroy, p. 6.

lourds des impôts. En effet, de quelque façon que l'on envisage l'impôt: qu'on veuille y voir une prime d'assurance payée à l'Etat, ou, comme l'Assemblée Constituante, « une espèce de dédommagement et le prix des avantages que la société procure, une avance pour obtenir la protection de l'ordre social », ou bien, qu'on le définisse, comme Say, Smith, Ricardo, la quote-part de chacun pour la dépense des services publics, il est clair jusqu'à l'évidence que le fellah n'aurait dû payer aucun impôt.

Quant à la corvée, elle existait dans sa forme la plus haïssable, et le fellah était alors, comme au temps de la construction des Pyramides, l'être corvéable à merci, dans toute l'acception de ces mots. Outre les travaux de défense contre les inondations et ceux de curage et d'irrigation, qui furent toujours son lot, il devait aussi cultiver les champs appartenant en propre au Moultezim, (les terres Oussyeh) et servir cet exigeant seigneur à toute heure du jour et de la nuit.

Voilà le tableau rapide et nécessairement incomplet de la situation du fellah sous la domination des Mamelouks. Les résultats de ce despotisme stérile ne se firent pas longtemps attendre. La misère s'abattit sur les villages avec son cortège de maladies, et la population fut rapidement décimée. D'autre part, la tyrannie des maîtres avait avili l'âme du fellah et tué en elle jusqu'au sentiment de la dignité humaine.

La désolation et la misère partout, une effrayante

dépopulation, un peuple arrivé au dernier degré de la dégradation et à l'ignorance la plus abjecte, l'anarchie dans l'administration, dans la justice, dans les finances, partout, voilà le bilan de la domination des Mamelouks. C'est l'état dans lequel Mohamed Ali reçut le pays de leurs mains (1).

Voyons comment ce prince et ses successeurs ont travaillé au relèvement de l'Egypte et à l'amélioration du sort du fellah.

(1) Nous ne jugeons pas utile d'appuyer ces conclusions de l'opinion de quelques auteurs, tous les historiens qui ont parlé de cette époque s'étant accordés à la considérer comme la plus malheureuse de l'histoire moderne de l'Egypte.

CHAPITRE II

SITUATION DU FELLAH SOUS MOHAMED ALI PACHA.

Ismail pacha s'adressant, en 1867, aux élus du pays disait, en parlant de Mohamed Ali : « Mon aïeul fit cesser le désordre en Egypte, ramena la sécurité et fonda des institutions assurant un avenir prospère. »

On sait assez quels furent les persévérants efforts de ce prince, qui, nouveau Pierre le Grand, consacra tous ses efforts à relever de sa décadence la nation qu'il gouvernait et à régénérer le pays qu'il fit sien, en le dotant d'une organisation sage et progressiste. Nous ne pouvons, sans dépasser le cadre de ce travail, le suivre dans les multiples travaux qu'il entreprit dans ce but, avec l'énergie d'un réformateur zélé. Il avait pensé, avec raison, que c'est avant tout par le perfectionnement de l'agriculture qu'il parviendrait à enrichir son peuple et à le civiliser et c'est à l'agriculture qu'il consacra ses premiers soins et toute l'activité dont il était capable. Il commença

par prohiber la concession des communes, si préjudiciable aux progrès agricoles, il démolit en même temps tout le système d'exploitation du sol, auquel les concessions donnaient lieu sous les Mamelouks et abolit l'autorité des Moultezims. A ceux de la Basse-Egypte et de Ghizeh, il laissa les terres *Oussyeh* à titre viager, en les exemptant d'impôt, et il leur alloua une rente viagère, pour les dédommager des taxes que leur payaient les cultivateurs. Quant aux Moultezims de la Haute-Egypte, qui étaient en révolte ouverte et portaient les armes contre lui, leurs terres *Oussyeh* leur furent enlevées et ils n'eurent droit à aucune indemnité (1).

C'est à Mohamed Ali que revient l'honneur d'avoir rouvert en Egypte l'ère des grands travaux, depuis si longtemps close par la tyrannie stérile et l'égoïste cupidité des Mamelouks. S'entourant d'une élite d'ingénieurs et de savants européens, recrutés surtout en France, il se mit résolument à l'œuvre. Voici comment s'exprime un des ouvriers qui ont travaillé avec le plus de zèle et d'intelligence à la gloire de ce règne, M. Linant de Bellefonds pacha, au début de ses « Mémoires ». « Lorsqu'au commencement de ce siècle Mohamed Ali, devenu vice-roi d'Egypte, voulut se livrer aux améliorations de la province qu'il gouvernait, il reconnut les énormes avantages que pourraient lui procurer des travaux faits avec ordre et méthode, dans le but d'augmenter et de régula-

(1) V. Rapport BOUTROS pacha Ghali. *Loc. cit.*

riser l'irrigation du sol de l'Égypte ; il commença d'abord par faire creuser beaucoup de canaux et il fit élever un grand nombre de digues et de chaussées dans tout le pays, principalement dans la Haute-Égypte où son fils aîné, Ibrahim pacha, fit lui-même promptement exécuter les principales, après avoir préalablement délivré cette partie de l'Égypte des malfaiteurs qui y empêchaient toute sécurité.

« Ce fut sous Mohamed Ali, vers 1816, que l'on commença à creuser de grands canaux ; on encaissa le fleuve, en élevant sur ses bords de fortes chaussées et digues ; travaux qui, par le système des corvées, si faciles alors et qui devenaient obligatoires, puisque tous en profitaient, s'exécutaient comme par enchantement.

« Ces travaux dits d'utilité publique, ont atteint en une seule année jusqu'à cinquante millions de mètres cubes de terrassements, sans parler de ceux qui sont particuliers à chaque village, à chaque propriétaire. »

Pour bien apprécier l'importance des travaux faits sous Mohamed Ali, il faut se rappeler que l'Égypte avait été irriguée jusque là par le système pharaonique des *bassins* qu'on fait remonter au roi Mena, système primitif qui ne permettait d'irriguer que les seules terres voisines du Nil, et laissait le reste de l'Égypte en friche. La vallée du Nil, dans la Haute-Égypte, était divisée en carrés d'inégale grandeur, au moyen de berges construites parallèlement au fleuve et donnant des plans d'eau n'ayant pas plus d'un mètre de différence ; ces carrés

constituaient les *bassins d'inondation*. Ces bassins communiquaient entre eux et se remplissaient en commençant par le sud, au moyen d'un canal, dit d'amenée, et, à la fin de chaque série de bassins, il y en avait un plus grand que les autres, qui s'ouvrait sur le Nil et servait à l'écoulement des eaux. Les eaux ainsi amenées séjournaient dans les bassins pendant deux mois et demi environ, des premiers jours d'août aux derniers jours d'octobre, apportant aux terres les matières fertilisantes que les cultures de l'année leur avait enlevées. Ce système fort simple, qui est encore en usage dans la Haute-Égypte, ne peut se pratiquer que pendant la période des hautes eaux, c'est-à-dire en plein été, et ne permet que les cultures d'hiver, qui ne sont pas les plus rémunératrices pour l'Égypte. Encore faut-il que la crue soit normale. Aussi avant les réformes apportées par Mohamed Ali au système d'irrigation de l'Égypte, un tiers des terres restait en friche dans une année de mauvaise crue (1).

C'est à Mohamed Ali et aux ingénieurs éminents dont il s'entoura, comme les Linant et les Mougel, qu'est dû le plan général de l'irrigation du Delta, c'est leur œuvre

(1) V. pour plus de détails, un article très complet publié sur cette question dans les *Débats hebdomadaires* du 21 avril 1900, ainsi qu'une étude : « Irrigation et agriculture en Égypte », faite par le colonel J. C. Ross et publiée dans la *Scottish geographical magazine*, en avril 1893 ; enfin, une note sur les réservoirs d'eau dans la Haute-Égypte par M. Prompt, ingénieur français administrateur délégué aux chemins de fer égyptiens, communiquée à l'Institut Égyptien le 26 décembre 1891.

qui assura la fertilité de l'Égypte et le bien-être du fellah. Nous n'énumérerons pas tous les travaux qu'on fit dans ce but : citons la reconstruction de la digue d'Aboukir, détruite en 1799 par l'armée anglo-turque, celle de Kocheïcha, de Tamiah, du Bahr-Bélama, la création du grand barrage du Bahr-chibin et celui du Nil, œuvre colossale ayant pour but de maîtriser le fleuve à son embouchure afin d'élever ou d'abaisser à volonté le niveau de ses eaux. De 1834 à 1840, nous dit M. Chélu Bey, les travaux de canalisation ont atteint 104,356,667 mètres cubes et les ouvrages de maçonnerie 2,814,140 m. cubes.

On peut donc dire que Mohamed Ali fut le père du progrès agricole, par les travaux qu'il a faits pour répandre la fertilité dans les provinces les plus éloignées du cours du fleuve, et aussi par ceux qu'il a étudiés et qui furent exécutés après lui (1). C'était l'avenir assuré au fellah.

Il nous faut examiner maintenant si, sous le règne que nous étudions, la situation du fellah fut meilleure qu'elle n'était sous les Mamelouks.

La grande majorité des historiens et des biographes ont rendu, à cet égard, à Mohamed Ali toute la justice

(1) On dit que la question des réservoirs du Nil, œuvre grandiose que l'on est en train d'exécuter en ce moment, avait été étudiée par Mohamed Ali, et que le manque d'argent l'a empêché de les construire. La même idée serait venue aussi, d'après certains historiens, bien des siècles avant cette époque, à l'un des rois Pharaons, mais la mort l'aurait empêché de la mettre à exécution. On a attribué également à un Pharaon l'idée de faire communiquer la mer Rouge et la Méditerranée.

qui lui est due, et leur témoignage, joint à celui des hommes politiques de divers pays, a consacré la mémoire de ce grand prince.

Cependant, soit par parti pris, soit à cause d'un examen superficiel de la question, certains écrivains ont été dans leur jugement d'une sévérité injustifiée. M. Hamont, entre autres, laisse entendre que le fellah fut aussi malheureux sous le règne de Mohamed Ali que du temps de la domination des Mamelouks, qu'aucune amélioration n'a été apportée à sa situation misérable, et qu'il fut employé sans merci aux corvées les plus pénibles et aux guerres meurtrières dont le règne de ce prince fut rempli (1). M. le duc d'Harcourt, qui a lu le livre de M. Hamont, partage son opinion et dit « qu'au rebours de ce qui se disait à Paris, en des discours plus ou moins retentissants, il (Mohamed Ali) se préoccupa toujours aussi peu de la liberté de son peuple que de son bien-être » (2).

Que la situation du fellah n'ait pas été subitement améliorée à l'avènement de Mohamed Ali, nous le reconnaissons volontiers, car il est humainement impossible de changer, d'un jour à l'autre, les destinées d'un peuple qu'un long règne de la barbarie a réduit à la dégradation la plus vile. Mais ce qui n'est pas contestable, c'est que Mohamed Ali a été dominé, toute sa vie, par le désir ardent de rendre l'Égypte prospère et par conséquent, de

(1) HAMONT. — *L'Égypte sous Mohamed Ali*, Paris, 1845.

(2) *L'Égypte et les Égyptiens*, p. 76.

procurer le bien-être et le bonheur à son peuple. Son amour du progrès rapide, immédiat, était tel qu'il lui faisait imposer au fellah des charges lourdes et de pénibles corvées ; il apportait parfois des entraves à sa liberté en l'obligeant à ne faire que certaines cultures qu'il croyait les plus utiles au pays et les plus propres à alimenter son commerce. Son excuse se trouve dans la hâte qu'il avait de le civiliser et de l'enrichir ; il voulait que les travaux indispensables à un pays essentiellement agricole et depuis si longtemps négligés, fussent exécutés de suite. Or les deux éléments, dont le concours est indispensable à la réussite de semblables projets : la collaboration intelligente du peuple et un Trésor solide, lui faisaient complètement défaut. Le peuple était trop ignorant pour seconder les projets du prince ; il dut le faire marcher de force dans les voies de la civilisation qu'il ne comprenait pas et l'obliger à travailler à sa prospérité, comme un maître sévère force son élève à s'instruire. La sévérité était ici de rigueur pour faire travailler en corvée ces légions d'ouvriers qu'on ne pouvait pas payer ; où trouver les fonds nécessaires, dans un pays épuisé et sans Trésor ?

Pour triompher dans cette guerre livrée à la misère et à la ruine qui désolaient le pays, Mohamed Ali dut réquisitionner les habitants, sauf à les indemniser ensuite par un bien-être général, qui profiterait à tous et paierait amplement les peines et les privations souffertes.

Rien ne pouvait l'arrêter dans sa marche en avant, il

ne reculait devant aucun sacrifice pour arriver, de suite, à bout de l'œuvre régénératrice qu'il avait entreprise et sa précipitation même lui faisait quelquefois commettre des fautes. N'eut-il pas un jour l'idée de faire démolir les pyramides de Ghizeh, pour en employer les pierres à la construction des barrages ? Cet acte de vandalisme, que son désir de construire économiquement les barrages allait lui faire commettre, et qui aurait terni la gloire de son règne, fut empêché par M. Linant de Bellefonds qui dressa le plan de démolition et démontra que les dépenses que cette démolition occasionnerait, seraient bien plus grandes que celles qu'il faudrait faire pour l'exploitation des carrières (1).

Nous reconnaissons aussi que les agents du pouvoir se rendaient coupables, sous Mohamed Ali, d'abus nombreux ; mais c'était à l'insu du prince et malgré lui. Dans un pays sans représentation et sans organes publics, où le pouvoir du chef de l'Etat est absolu, cet autocrate est fatalement condamné à ignorer bien des abus qui se commettent en son nom. Parfois aussi il arrive à les connaître, mais il ne peut rien faire pour les empêcher, malgré son pouvoir souverain et sans limites. Et c'est incontestablement le bienfait le plus appréciable du régime représentatif que ces rapports constants qu'il établit entre les gouvernés et les gouvernements, en permettant à ces

(1) Cette anecdote est racontée par M. Linant dans ses Mémoires, *loc. cit.*

derniers de toujours connaître les maux dont souffre le peuple et d'y porter remède.

Deux systèmes donnaient surtout lieu aux abus les plus fréquents : c'était la perception de l'impôt en nature et le monopole que Mohamed Ali croyait le plus propre à accroître les revenus du pays. Le monopole se liait à un système spécial de culture. Selon les besoins du commerce qu'il savait prévoir, le gouvernement décidait quelle culture serait spécialement développée chaque année ; tantôt c'était le coton, tantôt l'indigo ou le riz. Quand la récolte était faite, elle était portée dans les magasins du gouvernement appelés *chona*. Une partie servait à acquitter les impôts. L'autre était souvent achetée par le gouvernement qui se chargeait du commerce extérieur. C'était du pur socialisme d'Etat, critiquable à plus d'un titre, et surtout à cause des abus monstrueux auxquels se livraient, sans vergogne, les intermédiaires entre le vice-roi et le fellah ; ils dépréciaient la marchandise, ils avaient deux sortes de poids, l'un à l'entrée, l'autre à la sortie, etc. Le gouvernement, souvent à court d'argent, payait ses créanciers en bons donnant droit à une certaine quantité de marchandises, qu'on allait recevoir dans les magasins de l'Etat, ce qui permettait d'écouler ces marchandises à un prix élevé.

Certains écrivains ont vu dans le monopole un mal nécessaire, un régime d'exception qui s'imposait à

Mohamed Ali, en raison de l'état social du pays. Voici comment M. Ronchetti (1) défend ce système.

Parlant des dispositions prises par Mohamed Ali pour rendre à l'Egypte sa prospérité commerciale, il dit : « Il
« fallait peu compter sur le peuple égyptien. Asservi
« pendant de longues années, inapte à l'agriculture et
« complètement ignorant des premières notions com-
« merciales, son initiative devait être considérée comme
« nulle et impossible. Une seule voie de salut s'offrait et
« ce fut celle qu'adopta Mohamed Ali, en se faisant
« lui-même la cheville ouvrière de l'agriculture et du
« négoce.

« Il inaugura, avec le régime du monopole souverain,
« une sorte de dictature agricole et commerciale que les
« besoins du pays rendaient indispensable.

« La protection directe du chef de l'Etat assurait, en
« effet, d'un côté la bonne culture du sol et les soins né-
« cessaires à sa production et garantissait, d'autre part,
« aux récoltes un écoulement facile et exempt de la
« pression spéculative qui pèse toujours sur un peuple
« inexpérimenté. »

M. Ronchetti prouve, par des chiffres, les bons résultats commerciaux obtenus par ce régime d'exception qui, « sagement exercé par un prince soucieux des in-
« térêts de son peuple, s'est dépouillé dans ses mains, du

(1) Alexandre RONCHETTI. — *L'Egypte et ses Progrès sous Ismaïl pacha*, Marseille, 1867.

« caractère anti-progressiste qu'il présente toujours
« lorsqu'il est engendré par l'arbitraire et par le despo-
« tisme. »

En ce qui concerne la réglementation des exploitations agricoles, qui est la base du système du monopole, il faut reconnaître qu'elle n'a pas été une création de Mohamed Ali et qu'elle semble être même une phase nécessaire de l'évolution sociale, par laquelle tous les pays ont passé.

Avant d'arriver à la liberté, l'agriculture a commencé, comme toutes les autres industries, par la réglementation. Quand la propriété était collective, on pouvait considérer le système des cultures obligatoires comme une nécessité ; mais lorsque la propriété devint individuelle, toutes les entraves qui auraient dû disparaître avec la disparition de l'exploitation en commun, se maintinrent pendant longtemps encore et beaucoup d'entre elles existent de nos jours (1).

Quoi qu'il en soit d'ailleurs et quelle que soit la valeur que l'on accordera à ces raisons, il n'en est pas moins vrai que le monopole a engendré des abus nombreux dont le fellah a souffert, sans grand profit pour le commerce général du pays, qui se serait beaucoup plus développé sous un régime de libre concurrence. D'ailleurs, l'extension des attributions de l'Etat n'est jamais un bien, et

(1) V. M. CAUWÈS. *Cours d'Economie Politique*, tome I, page 483-84.

lorsque, dépassant la limite des fonctions naturelles, il veut devenir commerçant ou industriel, il ne fait, croyons-nous, qu'entraver l'initiative privée, sans en retirer de grands avantages pour lui-même. L'école libérale a fait son procès à la doctrine du socialisme d'Etat et a donné de très bonnes raisons qui s'opposent à l'extension des attributions de l'Etat ; elle a démontré que « *l'Etat propulsif* » n'est pas à désirer. M. Paul Leroy-Beaulieu combat aussi victorieusement cette doctrine, en démontrant que l'Etat est, comme toute collectivité hiérarchique, dépourvu de l'esprit d'invention ; qu'il est un organe critique, un organe de coordination, de généralisation, de vulgarisation et pas plus (1).

Il faut ajouter à cela que l'Etat manque d'initiative et d'activité, parce qu'il n'est pas soumis à l'aiguillon de l'intérêt personnel et de la concurrence, qu'il ne présente aucune supériorité sur les individus au point de vue de la capacité, de l'impartialité et de l'esprit de suite, et enfin, et surtout, que l'Etat moderne est organisé presque partout en vue de ses fonctions économiques (2).

Si nous avons jugé utile de rappeler cette discussion théorique, c'est pour montrer que, malgré le génie de Mohamed Ali et sa ferme volonté de réussir, qui accomplit des miracles, ses essais de socialisme d'Etat ne pouvaient donner de bons résultats et l'insuccès qu'ils eu-

(1) *L'Etat moderne et ses fonctions.*

(2) Charles GIDE. — *Principes d'Economie politique.*

rent fournit un argument de plus à la thèse de ceux qui combattent cette doctrine. D'abord, le régime du monopole ne produisit rien de bon, et les abus nombreux auxquels il donna lieu et dont nous avons signalé quelques-uns plus haut, le firent abandonner par Saïd pacha.

D'autre part, Mohamed Ali, épris de la civilisation européenne et désireux de faire bénéficier son pays de tous les bienfaits de cette civilisation, avait essayé d'acclimater la grande industrie en Egypte. C'était une nouvelle application du socialisme d'Etat.

C'était aussi un projet bien audacieux et dont un autre n'aurait jamais osé tenté l'exécution.

L'Egypte sortait à peine du chaos où l'avait plongée la domination tyrannique des Mamelouks ; vouloir que ce pays sans ressort et sans vie se transformât, comme par enchantement, en pays industriel ; que le fellah, arrivé au dernier degré de l'abjection, presque de l'abrutissement, devînt tout de suite un ouvrier intelligent, expert, capable de travailler comme l'ouvrier européen, c'était vouloir l'impossible. Mais on a dit que, pour les grands esprits et les volontés fortes, le mot impossible n'existe pas. Mohamed Ali n'eut qu'à vouloir, à prononcer le *fiat* créateur, et l'on vit s'élever, dans tous les chefs-lieux des provinces, sous la direction de M. Jumel, de belles filatures de coton. « Dans les premiers temps et sous les yeux du directeur, elles donnaient de fort beaux résultats comme travail, jamais pécuniairement ;

les cotons étaient filés au plus fin numéro et même on en vendait sur les marchés des Indes... (1) »

Cette industrie occupait plus de 20,000 ouvriers. Bientôt usines et filatures durent être fermées.

Mohamed Ali avait créé également des fabriques de tarbouches (fez), des nitrières, des indigotières, etc. Mais tous ces établissements industriels montés à tant de frais, n'eurent qu'un succès éphémère et furent bientôt fermés(2).

(1) LINANT DE BELLEFONDS pacha. — Mémoires, *loc. cit.*

(2) La grande industrie peut-elle réussir en Egypte comme en Europe ? La question est discutée. M. Linant semble dire que non, et la principale raison qu'il donne c'est l'impossibilité de conserver des machines aussi délicates que celles des filatures, l'été, pendant les fortes chaleurs de mai et de juin, « où l'atmosphère est comme « une fournaise, où la poussière est partout en suspension dans l'air, « poussière qui pénètre partout et détériore tout. » A cette raison, on ajoute celle, très importante, du défaut de combustible. Le bois manquant aussi bien que la houille, les produits de l'industrie égyptienne ne pourraient, dit-on, soutenir, sur le marché, la concurrence avec les produits d'Europe. Il ne faut pas oublier, non plus, que l'ouvrier égyptien ne peut être considéré que comme un apprenti très inférieur, quand on le compare à son concurrent, l'ouvrier européen, qui a acquis, par son long stage dans les usines, une habileté merveilleuse.

Ces raisons suffisent-elles à condamner à l'insuccès toute tentative pour acclimater l'industrie cotonnière en Egypte ? Nous ne le pensons pas.

Et d'abord, nous ne croyons pas que la poussière rende impossible la conservation des machines à filer, lorsque nous voyons, dans les laboratoires de chimie, des instruments bien plus délicats se conserver très bien. Rien de plus facile, en effet, que d'empêcher la poussière d'arriver jusqu'à ces machines, à l'époque des grandes chaleurs.

Inutile d'insister.

Quant à l'inexpérience des ouvriers égyptiens, elle ne peut faire obstacle que dans les premiers temps.

L'esprit d'assimilation qui existe chez l'Egyptien à un degré mer-

C'est une nouvelle et éloquente condamnation de la théorie du socialisme d'Etat. En effet, si ces usines étaient fatalement condamnées d'avance, le gouvernement a fait preuve d'une grande imprévoyance en les montant, et il est certain que les particuliers, laissés à leur propre initiative, n'auraient jamais risqué leurs capitaux dans une affaire aussi mauvaise.

Si, au contraire, le gouvernement vice-royal n'a pas eu l'aptitude nécessaire pour diriger ces établissements industriels avec la même habileté que les particuliers, et s'il faut chercher dans cette inaptitude la cause de la chute de ces industries, rien ne prouve que les autres gouvernements seront mieux doués à cet égard ; et comme l'expérience qu'il faudrait faire pour le savoir serait très coûteuse, il est peut-être sage de s'en abstenir.

Cette part faite à la critique, nous devons rendre à

veilleux, joint à ses qualités d'endurance et de force si souvent vantées, fait supposer qu'il ne tardera pas à devenir un concurrent sérieux pour l'ouvrier d'Europe. D'ailleurs, le travail qu'il fournit dans les quelques industries existant à l'heure actuelle chez nous, démontre surabondamment l'exactitude de notre affirmation.

Quant au manque de combustible, il est contrebalancé, ou à peu près, par le bon marché de la main-d'œuvre en Egypte, et par l'existence de la très grande partie du coton à filer dans le pays même. Le succès de l'industrie cotonnière dépend donc d'une initiative éclairée que le gouvernement ne contrarierait pas, par la perception de droits exorbitants ou autrement. Jusqu'à présent, il faut le dire, la véritable pierre d'achoppement a été l'opposition de l'Angleterre qui a usé de tous les moyens, afin de décourager toute tentative de ce genre chez nous, dans l'intérêt de ses manufactures. Quoi qu'il en soit, il vient de se former dernièrement, une société anonyme anglaise, dans le but de monter au Caire une filature de coton. L'avenir se chargera de nous apprendre si elle réussira.

Mohamed Ali cette justice qu'il a tout fait pour améliorer le sort du fellah.

« Sa sollicitude pour les intérêts de son peuple n'eut
« d'égal que son dévouement à la chose publique ; et
« son règne entier ne fut qu'une longue suite de sages
« réformes qui toutes tendirent à la régénération d'un
» peuple si longtemps opprimé par des principes injustes
« et barbares (1). »

« Dans son immense activité, dit un biographe, il a
« trouvé du temps et des forces pour veiller aux plus
« minces détails de l'œuvre immense qu'il entreprenait,
« il lui a fallu raviver, ressusciter un peuple malgré lui,
« lutter sans cesse au dedans et au dehors, toujours
« veiller, se tenir constamment en garde, tout détruire
« d'une main et de l'autre tout refaire à neuf. » Nous
sommes heureux de pouvoir invoquer également, à l'appui de ce que nous avons écrit de Mohamed Ali, le témoignage d'un homme compétent autant qu'impartial, mort récemment : M. Benedetti, Consul de France au Caire au moment où régnait Mohamed Ali. Il rend un hommage éclatant à l'œuvre civilisatrice accomplie par ce prince, et relate tous les progrès économiques et politiques dus à son intelligence et à son activité. Cela se trouve dans les Mémoires de M. Benedetti, publiés après sa mort, et ce témoignage que rend au grand prince

(1) Alexandre RONCHETTI. — *L'Égypte et ses progrès sous Ismaïl pacha.*

un diplomate, écrivant dans toute la sérénité de sa conscience, a une haute valeur d'équité.

Les Barrages (que l'on qualifie en langue arabe de bienfaisants) commencés par Mohamed Ali, ainsi que les innombrables travaux d'utilité publique, exécutés sous son règne, la sécurité rétablie par son fils Ibrahim Pacha qui délivra le pays des redoutables Bédouins, Alexandrie (1) redevenue une ville de commerce importante et reliée à l'intérieur de l'Egypte par le canal Mahmoudieh ; voilà quelques-unes des réformes accomplies par Mohamed Ali. Les germes d'une civilisation réelle étaient donc semés. Aux héritiers de ce prince devait incomber le devoir de parfaire son œuvre.

(1) La découverte du Cap de Bonne-Espérance, en changeant la route des Indes, porta un coup mortel à la ville d'Alexandrie et fit décroître rapidement son commerce ; ce commerce arriva à l'anéantissement le plus complet sous la domination barbare des Mamelouks. A l'avènement de Mohamed Ali, cette ville, qui comptait jadis plus de 300,000 habitants, n'en avait plus que 8 000. Le voyageur Norden écrivait, au xviii^e siècle, que la ville d'Alexandrie ressemblait à un orphelin dont les parents illustres ne lui auraient laissé que le nom.

CHAPITRE III

SITUATION DU FELLAH SOUS LES SUCCESEURS DE MOHAMED ALI.

PREMIÈRE SECTION

LE FELLAH SOUS ABBAS I^{er}.

Le règne d'Abbas I^{er} n'est marqué par aucun progrès ; il fut, au contraire, un retour à la tyrannie et aux désordres anciens. Abbas I^{er} fut, dans sa jeunesse, l'objet de toute la sollicitude de Mohamed Ali, qui lui fit donner une excellente éducation. Mais, dès qu'il s'empara du pouvoir, après le très court règne d'Ibrahim pacha, il s'écarta de la voie que lui traçaient son éducation et l'exemple de son aïeul.

Justement émue de ces mauvaises dispositions, la Sublime Porte l'invita à mettre en vigueur en Egypte le *Khatti Chérif de Gul Hané* et le *Tanzimat*, c'est-à-dire à rendre obligatoire, dans la vallée du Nil, la réorganisation administrative dont le Sultan Mahmoud avait jeté les bases et que son successeur avait proclamée.

C'était exiger du vice-roi le respect de la propriété privée, l'abolition de la confiscation, de la bastonnade, l'interdiction des corvées et la limitation du service militaire.

Abbas I^{er} hésita beaucoup à accepter l'introduction en Egypte de ces réformes humanitaires; mais, devant l'attitude ferme et résolue de la Porte, il dut céder.

En fait, rien ne fut changé, et ce n'est que bien après que l'Egypte devait jouir de ces salutaires réformes.

Signalons enfin qu'Abbas I^{er} réduisit les effectifs des armées de terre et de mer et le nombre des fonctionnaires (surtout européens), ce qui lui permit de diminuer les impôts.

DEUXIÈME SECTION

LE FELLAH SOUS MOHAMED SAÏD PACHA.

Si le principal titre de gloire de Saïd pacha, successeur d'Abbas I^{er}, est le patronage qu'il accorda à l'entreprise gigantesque du percement de l'isthme de Suez, il a également droit à l'estime de la postérité par les réformes nombreuses dont son règne fut rempli. Tous ses efforts furent consacrés à la continuation de l'œuvre civilisatrice ébauchée par son père et interrompue par son prédécesseur. Grâce à son initiative personnelle, aux investigations qu'il fit pour connaître par lui-même, au moyen de nombreux voyages dans toute l'Egypte, et même au Soudan, les doléances de son peuple et les

réformes urgentes que réclamait le pays, toutes les branches de l'administration, la justice, le système de la propriété foncière, les finances furent l'objet d'heureuses modifications. Il inaugura son règne par la suppression du monopole, dont les multiples inconvénients avaient fini par frapper tous les yeux.

Désormais, le fellah n'est plus tenu à faire certaines cultures indiquées par le gouvernement. Il est libre de cultiver son champ comme il lui plaît et ses produits lui appartiennent en propre; il peut les vendre à qui il veut en débattant lui-même le prix. D'autre part, les impôts ne se payent plus qu'en argent, et cette nouvelle réforme fut fructueuse pour le Trésor, car elle lui procura une augmentation de 25 % (1).

Saïd pacha partagea les terres non cultivées entre les cheiks des villages et les chefs de famille, et cette distribution fut consignée dans des registres publics, qui tinrent lieu de titres de propriété (2).

En outre, le vice-roi encourageait les fellahs au travail en exonérant les terres nouvelles de tout impôt, dans les premiers temps, et en les grevant ensuite d'une légère imposition, qui allait croissant, à mesure que s'amélioraienent ces terres. Ce système existe encore aujourd'hui, ce qui en démontre l'excellence. Il prenait également d'autres mesures ayant pour but de rendre

(1) A. GUILLEMIN. — *L'Egypte actuelle, son agriculture et le percement de l'isthme de Suez*. Paris, 1867.

(2) V. A. GUILLEMIN. — *Loc. cit.*

au fellah la confiance et la sécurité nécessaires au développement économique et au progrès. Nous en signalerons quelques-unes.

a). Sous Mohamed Ali, on avait établi le principe de la solidarité de toutes les communes pour le paiement des impôts, de sorte que, lorsqu'une d'elles ne payait pas, sa voisine devait payer pour elle (1). Ce régime anti-économique avait eu pour résultat de surcharger certains villages des contributions des voisins, qui venaient s'ajouter à leur contribution propre. Et comme il devenait impossible, même aux circonscriptions les plus prospères, d'acquitter tout ce que réclamait le fisc, le solde dû était reporté à l'année suivante et il augmentait fatalement tous les ans, se grossissant sans cesse d'arriérés et de dettes nouvelles. Le résultat que produisit ce système fut qu'à l'avènement de Saïd pacha, plusieurs villages portaient encore le poids de dettes anciennes. Ce prince les dégreva et abolit en même temps le principe de la solidarité en matière d'impôt.

b). On avait admis, sous les règnes précédents, le système des douanes intérieures, sans doute pour subvenir aux besoins toujours croissants du Trésor (2). Les inconvénients économiques de ce système furent très grands. Saïd pacha supprima ces douanes.

c). Le service militaire, qui pesait jusqu'alors presque

(1) V. A. GUILLEMIN. — *Loc. cit.*

(2) GUILLEMIN. — *Loc. cit.*

exclusivement sur les pauvres fellahs, fut rendu obligatoire pour toutes les classes, par suite d'un système de recrutement qui appela indistinctement tous les jeunes égyptiens sous les drapeaux.

d). Saïd pachane négligea pas non plus les travaux du Nil, indispensables à la prospérité de l'Égypte; il entreprit ou continua plusieurs travaux d'utilité publique. C'est à lui que revient l'honneur d'avoir achevé les barrages du Nil, commencés sous le règne de Mohamed Ali et que Abbas I^{er} ne voulut pas continuer.

e). « En même temps, dit un biographe, qu'il remplaçait l'impôt en nature par l'impôt en argent, le vice-roi s'appliquait à fonder le crédit de son pays sur la « bonne gestion des revenus publics. » Et il ajoute que l'Égypte pouvait compter à cette époque parmi les États musulmans dont le crédit est le mieux assis, ainsi que l'a démontré le succès de l'emprunt de 40 millions que le gouvernement égyptien a contracté à Londres, en août 1860, pour liquider une partie de sa dette flottante.

f). Le commerce recevait également une grande impulsion sous le règne de ce prince, et l'or qui afflua en Égypte justifie la qualification d'heureux que l'opinion publique a attachée à son règne.

Souvent il répétait lui-même, se servant d'un jeu de mots auquel prêtait la signification de son nom en arabe (1) « Qui ne peut devenir heureux durant le règne de Saïd, ne le sera jamais. »

(1) Le mot *Saïd* veut dire : heureux, fortuné.

Le fellah surtout était en droit de bénir ce règne qui avait allégé ses charges, qui, en supprimant le monopole, lui avait rendu la libre disposition de ses produits et lui avait permis de retirer le profit de ses peines, de donner un libre essor à son intelligence, de jouir enfin de sa personnalité.

TROISIÈME SECTION

LE FELLAH SOUS ISMAÏL PACHA.

Dans son discours d'intronisation, en présence des corps diplomatique et consulaire réunis, Ismaïl pacha, succédant à son oncle Saïd, déclara vouloir marcher dans la voie suivie par son prédécesseur, maintenir les institutions nouvelles et continuer l'œuvre de réforme. Les premières années de son règne justifiaient pleinement ces promesses, et les espérances que l'on était en droit de fonder sur un prince instruit et éclairé comme il l'était. D'ailleurs, les circonstances elles-mêmes semblaient vouloir lui apporter leur concours, pour faire le bonheur du peuple et augmenter la richesse publique. La guerre de sécession éclatait, paralysant l'agriculture de l'Amérique. Une grande extension fut donnée à la culture du coton en Égypte et le producteur égyptien, devenu maître du marché, vendait ses produits à des prix exorbitants. Tant que dura la guerre des États-Unis, ce fut l'âge d'or dans notre pays, et le fellah salua avec joie l'aurore de son relèvement définitif.

Le nouveau vice-roi inaugurait son règne en décrétant la suppression de la corvée (1), qui était avec les peines corporelles ce que le fellah maudissait le plus. Ce fut la source de démêlés avec la Compagnie du canal de Suez qui se plaignit d'être privée du concours apporté jusqu'alors par les fellahs ; les travaux du canal furent suspendus, les chantiers devinrent déserts. Cet état de choses dura plusieurs mois, jusqu'à ce que la décision arbitrale de Napoléon III vint trancher les difficultés. Nous aurons, dans la suite, l'occasion d'insister sur ce point.

Ismail pacha essaya aussi de constituer un parlement égyptien, sorte de chambre des députés qui, sans répondre au programme des gouvernements représentatifs, s'occupât du moins assez sérieusement des questions relatives aux réformes judiciaires, aux impôts, aux irrigations et à diverses matières administratives.

D'autre part, le Khédive faisait des efforts louables pour la diffusion de l'instruction, la bonne administration de la justice. Il voulait aussi introduire dans son pays tous les progrès de l'Europe dont il avait pu apprécier lui-même les bienfaits durant ses voyages, et dont il était très enthousiaste. Et c'est malheureusement ce désir qui fut pour lui l'écueil fatal ; c'est cet amour d'une civilisation à outrance dont il voulait doter son peuple et

(1) Cette suppression ne fut qu'un trompe-l'œil, comme nous le verrons dans la suite.

où celui-ci devait trouver plus de déboires que de profits, qui obéra son Trésor et occasionna sa chute. A ce légitime désir s'étaient joints aussi, il faut le dire, d'autres rêves ambitieux, comme celui de la création d'un vaste empire arabe comprenant l'Egypte et la Syrie, empire sur lequel il voulait régner ; les dépenses qu'il fit pour tâcher de réaliser ce rêve contribuèrent également à épuiser les finances du pays. Il ne nous appartient pas de rappeler ici les complications financières que tout le monde connaît et qui amenèrent les puissances à s'ingérer dans les affaires du pays, puis à exiger l'abdication du Khédive.

Jusque là, et afin de combler le déficit sans cesse croissant du Trésor, le vice-roi avait dû recourir à tous les moyens et ce fut naturellement au fellah qu'on fit payer les prodigalités du prince. Le gouvernement exigea toutes sortes de taxes supplémentaires, venant s'ajouter au principal de l'impôt foncier et atteignant, ou parfois dépassant le chiffre de celui-ci ; ce furent tantôt des aides en argent pour la guerre, ou pour les travaux publics ou l'irrigation, tantôt une surtaxe du sixième de l'impôt principal. Dans le plus petit centre, dès qu'on peut dire qu'il se fait quelque commerce, on perçoit des taxes. Les petits métiers, les petites industries sont frappés de droits ainsi que les aliments et les vêtements du fellah. « Il existait, écrit un contemporain, dans un village, il y a 25 ans, un barrage qui donnait lieu à la perception d'un droit de pêche ; le canal a disparu, le droit de

« pêche a subsisté et est réparti sur les terres de quatre villages, à raison de 5 paras par feddau (1). »

Pour payer ces nombreux impôts qu'on exigeait de lui par tous les moyens, et surtout par les châtimens corporels, le malheureux fellah devait recourir à des usuriers qui achevaient sa ruine dans un court espace de temps. Ce qui rendait ces multiples impositions encore plus odieuses, c'est que les grands propriétaires indigènes y échappaient le plus souvent, et les propriétaires étrangers n'y étaient pas soumis ; elles ne pesaient donc que sur la classe la plus pauvre et la plus digne de commiseration.

En définitive, l'arbitraire le plus absolu régnait dans l'assiette des impôts, dans leur recouvrement, dans leur établissement. On ne peut savoir si l'impôt était, à cette époque, de quotité ou de répartition. Pas d'époque déterminée pour son exigibilité. Sur l'ordre envoyé par le ministre des finances au gouverneur d'une province (Moudir) de percevoir telle somme, celui-ci la répartit entre les villages, et le cheik de chaque village perçoit la somme qui lui est fixée par le Moudir de qui il peut et comme il le peut. « Le cheik exécute les ordres du Moudir, le Moudir ceux de l'inspecteur général qui, lui-même, agit par ordre supérieur. Cet ordre supérieur, c'est la loi. Les agents du gouvernement s'y conforment, fût-il verbal, et il

(1) Cité par H. PENSA, dans son livre : *L'Égypte et le Soudan Égyptien*, p. 12, 1895, Paris. — Le para (1/40 de piastre tarif) vaut 0 fr. 006480. Le feddau correspond à 4200 mèt. car. 833,333.

« ne vient à l'esprit des contribuables ni d'en contester
« l'existence, ni de protester contre sa teneur. Pour les
« impôts, le fellah ne peut se plaindre : il sait qu'on
« agit par ordre supérieur. C'est le gouvernement lui-
« même qui les réclame ; à qui voulez-vous qu'il se
« plaigne (1) ? »

Naturellement, un pareil système fiscal dont la rigueur était sans cesse accrue en raison des exigences nouvelles d'un Trésor aux abois, tarissait la fécondité de l'Égypte. Pour échapper aux extorsions du fisc, il faut être pauvre, et dès que le fellah se voit entre les mains quelque argent, il s'empresse de l'employer à des dépenses improductives. Des ventes par anticipation des récoltes, des emprunts à des taux s'élevant à 7 % par mois faisaient que la petite propriété tendait à disparaître (2). La thésaurisation qu'engendrent partout la tyrannie et l'insécurité, fut en honneur chez toutes les classes de la société, car, les plus riches n'étaient pas à l'abri des demandes d'argent que le gouvernement leur faisait, sous les prétextes les plus futiles, et auxquelles il leur était impossible de ne pas répondre.

Le gouvernement khédivial, qui s'enfonçait tous les jours davantage dans les embarras financiers, voulut essayer également de s'en tirer au moyen du rachat de l'impôt foncier : ce rachat fut appelé la *moukabalah*.

(1) Rapport préliminaire de MM. E. BARING et A. KRAMER, 6 août 1878. *Licre jaune. Affaires d'Égypte*, 1880, p. 28 à 107.

(2) Henri Pensa. — *L'Égypte et le Soudan égyptien*, 1895, Paris.

Avec les sommes qu'elle procurerait, le gouvernement avait l'intention, disait-il, d'amortir sa dette flottante. L'idée n'était pas neuve et l'on peut dire que tous les financiers ingénieux, dans les moments de gêne, ont toujours pensé au rachat, comme au moyen le plus commode et le moins coûteux pour procurer de l'argent à l'Etat. L'Etat, grâce à cette combinaison, peut se procurer les fonds nécessaires, sans que cela lui coûte le moindre intérêt, il en est quitte pour faire l'abandon d'une taxe qu'il percevait. En théorie, la combinaison se défend assez bien. Si l'on considère que l'impôt foncier est une rente que le propriétaire paye à l'Etat, il est tout naturel que ce dernier, dans les moments de gêne, lui propose de se libérer du paiement de cette rente périodique, au moyen d'un rachat. Mais si telle est la théorie, il faut reconnaître que la réalité des faits condamne cette opération financière à un insuccès presque certain.

Il est bien rare, en effet, que l'Etat y apporte toute la loyauté nécessaire et qu'il se fasse scrupule de tenir, vis-à-vis des racheteurs, des engagements qu'il lui est si facile de tourner, en rétablissant l'impôt supprimé sous une autre forme, et qu'il est toujours fortement tenté de violer, car on ne peut facilement se résigner à laisser pour toujours sans impôt la partie la plus belle et la plus enviée de la fortune publique. C'est ce que comprennent très bien les propriétaires fonciers de tous les pays et

cela explique leur défiance et leur extrême circonspection à l'égard du rachat (1).

En Angleterre, le ministre Pitt avait inventé en 1798 le rachat de la *landtax*. Jusqu'en 1868-69, quoique l'opération se fût prolongée pendant 70 ans, et que le gouvernement anglais l'eût conduite avec une loyauté rare, elle n'eut qu'un succès partiel, et plus de la moitié de la *landtax* ne fut pas rachetée (2).

Malgré que l'exemple de l'Angleterre ne fût pas très engageant, Ismaïl Pacha, à bout de ressources, résolut de le suivre. Il fit étudier la question du rachat par son Conseil privé et, dans son décret du 30 août 1871 instituant la Moukabalah, il dit : « Nous avons pris connaissance de la délibération ci-jointe de notre Conseil privé, qui indique des mesures propres à améliorer la situation financière de l'Etat, tout en augmentant le bien-être et la prospérité générale, et en assurant la marche du pays dans la voie du progrès. » Suivait la loi de la Moukabalah, qui portait dans son *article 1^{er}* : « Les contribuables, qui voudront obtenir les avantages ci-après définis,

(1) V. M. P. LEROY-BEAULIEU. — *Traité de la science des Finances*, t. I, p. 349-350. P. Leroy-Beaulieu ajoute, et nous partageons entièrement sa manière de voir, que, non seulement l'entreprise offre peu de chances de réussite, mais qu'elle « ne fournirait d'ailleurs que de minces ressources ; l'emprunt simple et à ciel ouvert est le plus sûr moyen pour trouver des capitaux considérables dans des besoins extraordinaires ; il est inutile de subtiliser et de chercher d'autres combinaisons. »

(2) P. LEROY-BEAULIEU. — *Ouvr., loc. cit.*, tome I, page 350 et suivantes.

devront, en échange, verser au Trésor une somme égale à six années de leur contribution foncière, sur la base de l'impôt fixé pour l'année courante. »

Art. 3. « Tout contribuable qui aura versé au Trésor une somme égale à six années de ses contributions foncières, sera dégrevé à perpétuité de la moitié de ses contributions, moitié calculée sur la base de ce qu'il paie actuellement à l'Etat. L'impôt frappant les dites propriétés, quelle que soit leur nature, ne pourra être augmenté sous aucune forme ou pour aucun motif. »

Comme on le voit, l'opération était avantageuse et de nature à tenter plus d'un. Les autres articles de la loi de 1871 sont pleins d'alléchantes promesses. Le contribuable pouvait verser au Trésor, dès la promulgation de la loi, la totalité du prix de rachat, c'est-à-dire six fois l'impôt foncier qu'il paie chaque année. Dans ce cas, un dégrèvement de 50 0/0 sur son impôt foncier lui était accordé immédiatement. Ou bien, il pouvait payer cette même somme en six annuités (un décret du 20 juin 1873 permit de la payer en douze annuités égales, à partir du 10 septembre de la même année). Dans ce dernier cas, des dégrèvements calculés à un taux de 8 1/3 % sur les sommes en capital versées au Trésor, devaient être accordés au contribuable au fur et à mesure que s'effectuaient ces paiements successifs. Cela veut dire que, tant que le prix de la Moukabalah n'est pas entièrement versé, le contribuable ne bénéficie pas de la réduction de moitié promise par la loi. Il continue donc à payer l'im-

pôt foncier en même temps que les annuités du rachat ; mais au fur et à mesure du versement de ces annuités, la charge foncière qu'il doit se trouve réduite, et la réduction qui lui est accordée est égale aux $8 \frac{1}{3} \%$ des annuités payées. En somme, c'est l'intérêt de son argent calculé à raison de $8 \frac{1}{3} \%$ dont bénéficie le contribuable au fur et à mesure des versements qu'il effectue, et cela jusqu'au complet paiement de six années d'impôt : c'est alors seulement que sa contribution foncière sera réduite de moitié, conformément à l'art. 3 de la loi de la Moukabalah.

Afin de mieux faire comprendre cette explication, complétons-la par un exemple. Un contribuable paye une cote foncière annuelle de 100 francs. Pour qu'il bénéficie des avantages attachés à la Moukabalah, il faut qu'il verse une somme égale à six fois sa cote foncière annuelle, soit 600 francs. S'il opère ce versement en une fois, les avantages de la Moukabalah lui sont immédiatement accordés et sa contribution annuelle devient de 50 francs seulement. Mais s'il veut payer le prix du rachat en six fois et que chaque année il verse, en même temps que les 100 francs de sa cote foncière, 100 francs en acompte sur le prix du rachat, ces 100 francs produiront pour lui 8 francs $\frac{1}{3}$ d'intérêt, et cet intérêt sera déduit de sa contribution foncière, qui sera donc, d'ores et déjà, diminuée de 8 francs $\frac{1}{3}$. Au bout de la deuxième année, s'il fait un autre versement de 100 francs en vue du rachat, une nouvelle réduction de 8 francs $\frac{1}{3}$ lui est

accordée, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il ait payé la totalité des 600 francs qui forment le prix du rachat exigé de lui. Alors, mais alors seulement, sa cote foncière sera réduite de moitié et, au lieu de payer 100 francs tous les ans, il ne payera plus que 50 francs.

Au succès de la combinaison, il ne manquait qu'une seule chose : la loyauté du gouvernement. S'il s'était simplement agi d'aliéner une rente foncière, en en touchant douze fois le montant, dans le but de payer des dettes portant intérêts à 12 %, l'opération eût été bonne (1).

Mais le gouvernement, cela était certain, ne songeait nullement à apporter à cette opération la franchise et la loyauté voulues. Il ne pensait qu'à lever de grosses sommes d'argent, et son idée de derrière la tête était, à l'expiration de la Moukabalah, de rétablir l'impôt foncier sous une autre forme.

Comment espérer, d'ailleurs, que le gouvernement consentira à abandonner pour toujours l'impôt foncier aux racheteurs, dans un pays éminemment agricole comme celui-ci, où cet impôt est la seule importante ressource du Trésor ?

Comme on le disait à Ismaïl pacha, non sans raison, dans un tel pays, il est contraire aux vrais principes financiers que le gouvernement, pour faire face à des difficultés temporaires, engage l'avenir au point non seulement de fixer l'impôt foncier à un chiffre minime, mais

(1) V. P. LEROY-BEAULIEU. *Ouvr., loc. cit.*, t. I, page 352,

aussi de prendre pour un temps indéfini l'engagement de ne pas l'augmenter (1). « Un Etat, dit M. P. Leroy-Beaulieu, ne doit jamais renoncer à un impôt foncier existant, non plus qu'au droit de le modifier pour le rendre toujours proportionnel aux revenus des terres. Non seulement on nuit aux intérêts du Trésor, mais on choque la conscience publique en affranchissant d'un impôt proportionnel une des branches les plus importantes de la richesse des nations modernes (2). » Cette considération est vraie pour l'Egypte plus que pour n'importe quel pays.

Le fellah, malgré sa simplicité toute primitive et au moyen de son seul instinct, l'avait bien compris ainsi. Sa confiance dans le gouvernement du Khédive, toujours gêné et multipliant sans cesse les taxes et les vexations, n'était pas bien grande. D'ailleurs, sa nature défiante et son peu de goût pour toutes les opérations financières le disposaient mal envers celle qu'on lui proposait.

Son pressentiment, pour cette fois, ne le trompa point. Malgré l'engagement qu'il prenait dans la loi de n'augmenter l'impôt, réduit par la Moukabalah, « *sous aucune forme et pour aucun motif* », le gouvernement, à diverses reprises, imposa des taxes additionnelles qui

(1) V. Rapport du ministre des finances à S. A. le Khédive relativement à l'abrogation de la Moukabalah (26 décembre 1879). Répertoire Ph. GELAT.

(2) V. P. LEROY-BEAULIEU. OUVR., *loc. cit.*, t. I, page 352.

frappèrent même les terres pour lesquelles la Moukabalah avait été payée en entier (1).

Il semblait, qu'à l'égard de la Moukabalah, on eût pleine liberté. Les termes de la loi ne laissaient aucun doute sur le caractère facultatif de l'opération. *L'art. 1^{er}* le disait clairement : « les contribuables *qui voudront obtenir les avantages* ci-après définis » et *l'art. 22* confirmait cela, en disant : « les versements (de la Moukabalah) étant *facultatifs* et non obligatoires. » .

Tout cela cependant n'était qu'une apparence trompeuse. Le gouvernement voulait de l'argent à tout prix et il fallait que la Moukabalah, qu'il avait inventée, lui en procurât. La force eut raison de la résistance du fellah, pour qui la liberté a toujours été un leurre, et les autorités administratives, impérieusement obligées de procurer de l'argent au Trésor, surent bien le contraindre à prendre goût à l'opération financière que le gouvernement proposait à son arbitre.

La Moukabalah, imposée aux populations des campagnes par la force brutale, n'a cependant pas produit beaucoup. Il résulte d'une enquête détaillée, faite en 1878, que les contribuables n'acquittaient même pas la Moukabalah, car la totalité des versements qu'ils effectuaient, dans le courant de l'année, entre les mains des percepteurs, était à peine supérieure au montant des impôts

(1) V. Rapport du ministre des finances du 26 décembre 1879, *loc. cit.*

qu'ils devaient, abstraction faite de la Moukabalah (1). Si donc on avait commencé, comme cela était rationnel, par imputer les versements faits par les contribuables sur les impôts ordinaires dus par eux, il ne serait resté que des sommes insignifiantes au crédit de la Moukabalah. Cela s'explique parfaitement; le paiement de la Moukabalah, en même temps que l'impôt foncier, si onéreux déjà à lui tout seul, constituait une charge tellement lourde, qu'ils étaient bien rares les contribuables capables de l'acquitter, malgré les nombreux coups de courbaches et les plus grandes cruautés.

Heureusement pour le fellah, la réforme des finances de l'Égypte et l'intervention de l'Europe vinrent arrêter cette désastreuse opération.

La Moukabalah fut supprimée par un décret khédivial du 6 janvier 1880 et les impôts furent ramenés à leur taux primitif, tel qu'il était avant les réductions résultant du paiement du rachat.

Déjà un décret du 7 mai 1876, époque de l'unification de la Dette, avait arrêté les opérations du rachat, en accordant à ceux qui ont fait des anticipations les droits et privilèges qui leur auraient été définitivement acquis sur la propriété, seulement après paiement intégral de la Moukabalah. En même temps, le gouvernement annonça son intention de prendre des mesures équitables,

(1) V. Rapport du Ministère des Finances au Khédive relativement à la suppression de la Moukabalah (décembre 1879). Répertoire Gelat.

soit pour la restitution des anticipations faites, soit pour une réduction proportionnelle d'impôt. Toutefois, aucune mesure de ce genre n'a jamais été mise en vigueur et il est à observer que le même décret qui a arrêté l'opération de la Moukabalah contenait des évaluations de recettes dans lesquelles on persistait à tenir compte de revenus provenant de la Moukabalah même !! D'ailleurs elle ne devait pas être longtemps suspendue.

Par un décret du 18 novembre 1876, « considérant que la suppression de la Moukabalah soulevait des objections unanimes de la part des intéressés et que la Chambre des délégués avait émis le vœu qu'elle fût maintenue », elle a été rétablie et considérée comme n'ayant jamais cessé d'être en vigueur.

Toutefois, des modifications importantes y furent alors apportées, l'une s'appliquant aux privilèges accordés aux contribuables et l'autre à l'emploi des fonds versés au Trésor. Pour les contribuables, il fut statué que les réductions annuelles de l'impôt foncier « produites par les effets de la Moukabalah ne seraient appliquées qu'à partir de l'année 1886 ».

Quant à l'emploi des fonds versés au Trésor, la combinaison financière du décret du 18 novembre 1876 assurait l'affectation de la plupart des fonds provenant de la Moukabalah à l'amortissement de la Dette. Car, jusque là le produit de la Moukabalah n'avait pas été affecté à ce service, quoique « l'emploi de ces fonds à l'extinction de la Dette pût seul, en quelque mesure, justifier l'adoption

d'une loi financière qui compromettait l'avenir à un si haut degré (1). »

Enfin, le *décret du 6 janvier 1880* supprima définitivement la Moukabalah, comme nous l'avons déjà dit. La loi de liquidation du 17 juillet 1880 (titre IV) régla l'indemnité due aux propriétaires fonciers qui ont fait des versements réguliers de la Moukabalah. L'indemnité, fixée « à un chiffre annuel de 150,000 L. Eg., sera répartie « entre ces propriétaires au prorata de la créance nette « de chacun et sera inscrite sur le Wird (extrait du rôle « des contribuables) en diminution de leur impôt foncier, « et cela pendant une durée de cinquante ans (2). »

Les usuriers et les spéculateurs guettant toujours une occasion pour exploiter le fellah, avaient songé à tirer profit de l'indemnité qu'on voulait allouer aux racheteurs. Ils commencèrent à se faire vendre à vil prix par les pauvres fellahs, confiants et naïfs, leur droit éventuel à l'indemnité. Pour prévenir ces manœuvres frauduleuses et empêcher toute spéculation sur le droit à l'indemnité, les Contrôleurs Généraux adressèrent, le 25 mai 1880, une lettre à Sir Rivers Wilson, pour demander que la Commission de liquidation décidât et publiât l'incessibilité de ce droit. La Commission y donna son adhésion par sa lettre du 29 mai 1880 (3).

(1) Rapport du Ministre des Finances au Khédive relativement à la suppression de la Moukabalah (Décembre 1879).

(2) V. *Loi de liquidation du 17 juillet 1880*. Ph. GELAT. Répertoire.

(3) V. Répertoire Ph. GELAT.

Il était temps que l'Europe intervint efficacement dans les affaires d'Égypte. Les dilapidations et les gaspillages du khédive Ismaïl faisaient marcher le pays vers le gouffre épouvantable de la banqueroute et le peuple, maté et habitué à courber toujours l'échine, commençait à souffrir d'une façon intolérable. Le chiffre de la dette qui, à la mort de Saïd pacha, n'atteignait pas plus de 3 millions de Liv. Eg., était arrivé en 1876 au chiffre, énorme pour ce pays, de 98 millions. L'Égypte en était donc en 1879, par rapport à ses finances, au même point que la France, à la veille de la Révolution.

L'Europe s'en émut à juste titre : ses capitaux étaient engagés dans ce pays ; ses intérêts l'obligeaient à mettre un terme au désordre financier qui n'avait que trop duré. Ce désordre à mesure qu'il augmentait, nécessita l'ingérence étrangère, puis le contrôle et enfin la mainmise de l'Europe sur l'administration intérieure du pays.

L'histoire ne doit pas, cependant, condamner impitoyablement le Khédive Ismaïl pour les malheurs qu'il attira sur l'Égypte et dont il souffrit amèrement lui-même le premier. Il était animé des meilleures intentions et voulait que son peuple atteignît à la civilisation européenne dont l'éclat l'avait ébloui.

S'il endetta le pays et ouvrit ainsi la porte à l'intervention de l'étranger, l'Égypte ne doit pas oublier qu'il l'a beaucoup aimée, et qu'il lui a fait faire un grand pas en avant dans la voie de la civilisation ; il faut qu'elle se rappelle aussi qu'il a été impudemment volé par des gens sans

aveu, qui s'engraissèrent à un point incroyable au détriment du khédivé et du Trésor égyptien. « Les entreprises, écrit M. Hans Resener, adjudgées à des Européens par le gouvernement égyptien, et par lesquels il fut trompé d'une indigne façon sont innombrables(1). » Innombrables aussi sont les procès plus ou moins fantaisistes que les spéculateurs étrangers intentèrent au gouvernement khédivial par voie diplomatique, et qu'ils réussirent à gagner (2).

(1) HANS RESENER. — *L'Égypte sous l'occupation anglaise et la question égyptienne*. — Parlant des énormes abus résultant de la situation privilégiée faite aux étrangers en Égypte, M. A. MILNER écrit : « Vers les derniers temps du règne d'Ismaïl, ils (ces abus) avaient pris les proportions les plus effroyables : Européens à l'affût des concessions ; négociateurs d'emprunts ; aubergistes grecs, prêteurs sur gage..., tout ce monde-là s'était engraisé à un point presque incroyable au détriment du Trésor égyptien et des pauvres cultivateurs... » *L'Angleterre en Égypte*, page 54.

(2) On raconte qu'Ismaïl pacha, recevant un jour un européen, dit à quelqu'un : « Fermez cette fenêtre, car si Monsieur s'enrhumait, cela pourrait me coûter cher. »

Les tribunaux mixtes rendirent, sous ce rapport, un service considérable au gouvernement, en le mettant « à l'abri de cette spéculation de procès inaugurée par voie diplomatique contre le gouvernement et qui mettait ses finances en péril. Au moment de l'installation des tribunaux mixtes, il y avait pour 40 millions de livres ég. (près de 1040 millions de francs) de réclamations en instance contre le gouvernement, et l'on peut juger des dommages réels que ces chiffres représentaient par ce fait que, dans un procès où l'on revendiquait 30 millions de francs, les tribunaux mixtes accordèrent 1000 livres (26,000 francs) au demandeur. » H. LAMBA : *De l'évolution de la situation juridique des étrangers en Égypte*, p. 106. Et plus loin, M. Lamba ajoute : « Il est certain que si les négociations commencées en 1867 avaient pu aboutir immédiatement, bien des embarras financiers dus en partie à la munificence tout orientale du khédivé, Ismaïl, ne se seraient pas produits ; créés dix ans plus tôt

«Le Khédive Ismaïl, écrit M. H. Pensa, malgré de très grandes qualités, un amour des idées modernes et un attachement réel pour la France, a jeté son pays dans les bras de l'étranger, parce qu'il méprisait l'arithmétique.» (*L'Égypte et le Soudan Égyptien.*)

QUATRIÈME SECTION

LE FELLAH SOUS MOHAMED TEWFIK PACHA.

Mohamed Tewfik pacha fut proclamé Khédive à la citadelle le 26 juin 1879. Le service du contrôle, rétabli depuis 1879, avait été confié à M. de Blignières et à Sir Colvin (1), et, sortant de l'inextricable chaos financier où l'avaient précipitée les dissipations du Khédive Ismaïl, l'Égypte commençait à se ressaisir et à reprendre conscience d'elle-même. Le règne du nouveau Khédive s'ouvrait sous les auspices les plus heureux et de bienfaitantes réformes ramenaient la sécurité dans les foyers. La courbache était officiellement abolie et le gouvernement sévissait d'une façon très sévère contre son emploi dans les provinces, devenues le dernier refuge des cruautés de l'ancien régime. En même temps, on procédait à

les tribunaux mixtes auraient épargné à l'Égypte, avec des déboires pécuniaires, les événements politiques qui en ont été les conséquences. »

(1) Qui succéda dans ce poste à Sir E. Baring (aujourd'hui lord Cromer) nommé membre financier du conseil de l'Inde.

la péréquation des impôts et à la fixation des dates de leur paiement qui étaient précédemment laissées au bon plaisir du gouvernement. D'autre part, on répandait partout l'instruction et l'on élaborait le projet de réorganisation des tribunaux indigènes, dont les vices étaient patents et qui n'inspiraient aucune confiance aux justiciables.

Mais, tout à coup, cette marche en avant fut arrêtée par l'insurrection militaire qui se termina par le bombardement d'Alexandrie.

Cette insurrection, fomentée par trois colonels égyptiens : Arabi, Ali Fahmy et Abdel-Al, auxquels se joignit Mahmoud pacha Sami el Baroudi, fut, à son origine, une protestation des officiers fellahs contre les soi-disant privilèges dont jouissaient les officiers turcs et circassiens.

C'est là un des phénomènes psychologiques les plus curieux. Le peuple égyptien, qui supportait depuis des siècles les traitements les plus ignominieux et dont la patience semblait inépuisable, s'impatiente soudain quand on lui donne un commencement de liberté, et il veut franchir, d'un bond, la distance qui le sépare de l'émancipation complète. Les soldats égyptiens, habitués à ne pas recevoir leur solde, et, depuis longtemps courbés devant l'étroite oligarchie des Turcs, qu'ils considéraient comme d'essence supérieure, s'insurgent tout à coup contre les privilèges dont jouissent les officiers turcs. C'est que, quand on dessille les yeux à un peuple

longtemps opprimé et qu'on lui fait connaître ses droits, il éprouve comme une sorte de regret d'être resté si longtemps sous le joug de l'oppression et il veut conquérir ces droits immédiatement, à tout prix.

L'agitation arabiste qui n'était, à son origine, qu'une lutte de rivalités entre militaires, prit les proportions d'un mouvement national, et elle s'attaqua aux privilèges abusifs dont jouissaient les étrangers dans ce pays. A vrai dire, certains étrangers étaient devenus, vers la fin du règne d'Ismail pacha, une des plaies vives du pays, s'engraissant au détriment du Trésor et du peuple, au moyen de vols et d'usures, sous l'égide de la protection consulaire. « On comprend dès lors que l'assaut donné aux privilèges européens, de même que le menaçant mais illusoire cri de ralliement : « l'Egypte aux Egyptiens » furent largement justifiés (1). »

Malheureusement, cette insurrection militaire, faussée bientôt dans son esprit, n'eut pas d'heureuses conséquences au point de vue économique, qui nous occupe seul dans ce livre.

Dans le discours par lequel il ouvrait l'Assemblée générale, convoquée en 1885, afin de pourvoir au règlement de la situation financière, le Khédive Tewfik le disait clairement : « La rébellion militaire a fait peser sur le Trésor de lourdes charges, telles que les indemni-

(1) Sir Alfred MILNER. — *L'Angleterre en Egypte*, traduit par M. F. Mazuc, page 54.

tés et autres ; elle a occasionné dans le pays un arrêt des transactions commerciales et a produit un manque de confiance d'où sont résultées de grandes pertes (1). »

Au point de vue politique, l'insurrection d'Arabi a conduit à l'occupation de l'Egypte par les armées britanniques. L'Angleterre s'empara graduellement des branches importantes de l'Administration et elle a coopéré activement, depuis 1882, à toutes les modifications apportées à la situation économique et sociale du fellah, que nous allons étudier dans la deuxième partie de ce travail.

(1) V. Répertoire Philippe GELAT.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I

LE FELLAH DANS SA VIE PRIVÉE.

Le mot « *fellah* » dont la signification étymologique est *cultivateur, laboureur* (d'un verbe arabe, « *falahâ* » : travailler la terre) est une dénomination qui s'applique, en son acception la plus large, non seulement à la population agricole, mais aussi aux artisans et au bas peuple des villes, et qui s'étend également aux musulmans et aux coptes. Il faut dire, toutefois, que le bas peuple des grandes villes n'aime pas beaucoup cette appellation et que les Bédouins qui, depuis quelque temps, se sont mêlés aux habitants des campagnes et partagent leur vie, la rejettent comme insultante et vile.

Mais, au point de vue qui nous occupe, il n'y a pas de différences notables entre la basse classe des villes et les habitants des campagnes, entre les fellahs purs et les

Bédouins, les nègres ou les métis qui se sont mêlés à eux. Tous vivent de peu, travaillent beaucoup et sont matineux et robustes; ils ont tous la même simplicité primitive, la même sérénité d'âme et un fatalisme imperturbable; les plus grands malheurs et les injustices les plus criantes les trouvent résignés et dociles. Le séjour des villes ne les a pas gagnés aux idées de civilisation et de raffinement et, heureux de leur vie frugale, ils passent indifférents et sans envie, devant les belles choses que le luxe moderne étale à leurs yeux.

Aussi ne connaissent-ils pas le malaise dont souffrent les ouvriers d'Europe et ne sont-ils pas tourmentés par les besoins chaque jour plus nombreux qui rendent insuffisants les salaires et poussent aux grèves et aux révolutions.

Le salaire le plus minime satisfait les besoins de l'ouvrier des villes ou des campagnes en Egypte, car ses besoins sont très limités, grâce au climat du pays qui lui permet de s'habiller très légèrement et à peu de frais, grâce aussi à sa sobriété et à sa simplicité qui lui font considérer comme des objets de luxe les choses que l'ouvrier européen tient pour indispensables à la vie. Enfin, ne connaissant pas les illusions que donne l'alcool et les conséquences funestes qui résultent de ces illusions passagères (le hachich n'étant connu que dans les villes et pouvant d'ailleurs en disparaître facilement si le gouvernement réussit à empêcher l'importation en contrebande de ce produit prohibé), le fellah est heureux

et sa vie est des plus régulières. Cette régularité, jointe au fatalisme qui le rend incapable de ressentir des émotions violentes et à des habitudes générales de travail, lui conserve la force et la vigueur. Tous les ethnographes s'accordent pour vanter les qualités physiques des fellahs : « Leur taille est avantageuse, leur poitrine large, leurs membres musculeux et robustes (1). »

Au moral, peut-on faire d'eux un portrait aussi flatteur ? Beaucoup d'écrivains qui, sans se laisser arrêter par les apparences, ont étudié de près et analysé psychologiquement l'âme des fellahs, y ont découvert de véritables qualités, s'y trouvant comme à l'état latent et qu'un gouvernement sage et progressiste, aidé par l'instruction, ne tarderait pas à développer. D'autres au contraire, plus superficiels ou moins impartiaux, ont affirmé que les fellahs étaient dépourvus de qualités morales. « On ne peut guère, dit M. Lane (2), représenter les fellahs sous un jour très favorable, quant à la vie domestique et aux habitudes sociales. Ils ressemblent, par les plus mauvais côtés, aux Bédouins leurs ancêtres, sans aucune des qualités, si ce n'est à un degré très inférieur, qui distinguent l'Arabe du désert. Les coutumes mêmes qu'ils ont reçues de leurs ancêtres ont eu souvent une influence funeste sur leur état domestique. » Ce jugement ne doit pas être accepté sans

(1) V. Le grand dictionnaire LAROUSSE au mot : « *fellah* ».

(2) LANE. — *On account of the manners and customs of the modern egyptians.*

discussion et sans appel et, quoiqu'il contienne une part de vérité, il n'en est pas moins injuste, parce qu'il est trop absolu et trop sévère. Le fellah a des défauts, mais ils tiennent beaucoup moins à sa nature qu'aux mauvais traitements auxquels il a toujours été soumis. Affranchi aujourd'hui du despotisme dur et ignorant subi depuis des centaines d'années, ses défauts s'atténueront considérablement, s'ils ne disparaissent pas tout à fait. La persistance à travers les siècles d'un régime tyrannique est bien faite pour avilir les âmes et y détruire tous bons sentiments. Or, l'Egyptien a-t-il, depuis la plus haute antiquité, connu autre chose que la domination de maîtres impitoyables et barbares ? Les Pharaons ne sacrifiaient-ils pas gaiement des centaines de mille d'existences humaines à l'édification de leur gloire vaniteuse ? La bastonnade n'a-t-elle pas toujours été en usage dans ce pays, et aussi loin qu'on remonte, jusqu'à la domination des Romains, ne trouve-t-on pas des témoignages constatant l'usage de battre les Egyptiens ? Un auteur latin du quatrième siècle, Ammien Marcellin, écrit : « On rougit parmi eux (les Egyptiens), quand on n'a pas à montrer de nombreuses cicatrices de coups de fouet, conséquence du refus de payer l'impôt (1). »

Et depuis lors, jusqu'en ces derniers temps, c'est toujours le bâton que les gouvernements divers ont employé comme le meilleur percepteur des impôts.

(1) Cité par le duc d'Harcourt : « l'Egypte et les Egyptiens. »

Une circulaire du ministère de l'intérieur du 16 janvier 1883, rappelle les circulaires réitérées et précises interdisant l'usage de la bastonnade, elle réitère cette interdiction et déclare passible de toute la rigueur des lois quiconque ferait, à l'avenir, usage de la bastonnade (1). Cela prouve que, jusqu'en 1883, malgré les précédentes interdictions, on faisait encore usage de la bastonnade, surtout dans les petites localités. « Depuis longtemps, écrit Kassem Bey Amin, conseiller à la cour d'appel indigène (2), l'Egypte a été exploitée par des monstres à figure humaine de tous les pays et de tous les genres. Elle a été le théâtre des scènes les plus dramatiques. Je connais des histoires horribles, des faits inqualifiables et je soupçonne encore des choses bien plus terribles, et, vraiment, je ne parviens pas à comprendre comment notre malheureux peuple a pu résister à tant de cruelles oppressions. »

Le fellah s'est ainsi habitué à souffrir des brutalités inimaginables et jamais l'idée de résistance ouverte ne lui est venue, elle est incompatible avec sa nature. Il doit donc faire appel, pour se défendre, à la dissimulation et à la ruse ; il doit se faire rampant et plier constamment l'échine. Et c'est pourquoi ses qualités morales, au développement desquelles rien n'a aidé, ne paraissent

(1) Philippe GELAT. — Répertoire de la législation et de l'administration égyptiennes.

(2) KASSEM bey AMIN. — Les Egyptiens. Réponse à M. le duc d'Harcourt, pages 81 et 82.

pas bien grandes. Mais les fellahs sont-ils dépourvus de qualités domestiques et sociales, commel'affirme M. Lane? c'est ce que nous verrons en parlant du fellah dans la famille et dans la société.

PREMIÈRE SECTION

LE FELLAH DANS LA FAMILLE.

La demeure du fellah a été maintes fois décrite. C'est une hutte faite avec de la boue et de la paille hachée, très peu élevée et très étroite ; on y étouffe de chaleur et il est impossible à la famille d'y coucher en été ; c'est devant la porte de ce modeste logis ou sur la terrasse que tout le monde dort en cette saison. Dans cette maison, aucun meuble, si ce n'est quelquefois chez les plus aisés, une malle en bois où l'on enferme les quelques habits et les menus objets.

Au mur est pratiquée une sorte d'armoire également en boue qui reçoit le plus ordinairement tout ce que le fellah et sa femme possèdent. Chacune de ces habitations contient aussi un four en terre où l'on fait cuire le pain.

Dans ces maisons, pourtant bien exiguës (elles n'ont guère plus de quatre à cinq mètres de largeur sur trois mètres de hauteur) s'entasse, vit et grouille pêle-mêle toute la smalah du fellah, avec sa vache ou ses poules, s'il en a. C'est une ruche où tout le monde travaille.

L'homme part au champ avant le jour et il n'en revient qu'à la nuit tombante. Il est une époque de l'année, aux mois de mai et de juin, où il travaille jour et nuit, ne prenant qu'un repos de 4 à 5 heures ; c'est l'époque où il doit moissonner le blé, la nuit, avant les chaleurs du jour, qui, séchant les épis, rendent la moisson impossible. Il s'en va ensuite sur son champ de coton qui réclame des soins assidus, pendant huit mois de l'année. Si le système de rotation des eaux établi par le gouvernement ne lui donne pas beaucoup de temps pour arroser son coton, il est obligé de travailler à cet arrosage la nuit comme le jour.

La femme, de son côté, n'est pas inactive : elle doit nourrir et abreuver la vache, préparer l'engrais, apprêter le frugal repas de son mari et le lui porter aux champs, veiller à l'entretien de ses nombreux enfants. Ceux-ci également, sont utilisés à maints labeurs faciles, dès l'âge le plus tendre.

Chez les fellahs, l'autorité du père est très grande et elle s'exerce sur les enfants devenus eux-mêmes pères de famille. L'aïeul est l'objet de la déférence de toute la famille, ses descendants lui obéissent et le suivent partout où il lui plaît de s'établir, mettant entre ses mains le maigre fruit de leur dur labeur et partageant tout avec lui. C'est l'image de la famille patriarcale, avec une solidarité s'étendant à tous et ne laissant aucun dans un dénûment complet. Le fellah dépense généreusement tout ce qu'il a pour sortir d'embarras l'un des siens. C'est

à cette solidarité de la famille, presque du village, qu'est due la paix profonde d'un pays aussi pauvre, tandis que des crises secouent sans cesse les pays industriels beaucoup plus riches de l'Europe occidentale. « Les mêmes conditions s'imposant à une population nombreuse, qui ne laisse jamais dans un dénûment absolu l'un de ses membres, donnent à chacun une sécurité relative, qui s'accroît en raison de la stabilité naturelle aux travaux des champs (1). »

Il y a loin entre cette famille et ce que l'on nomme en Europe la *famille individuelle*, et le fellah ne connaîtra pas de longtemps cet égoïste isolement qui détruit le sentiment de la famille et accroît les haines et les rivalités.

Dans la famille du fellah, la femme est au second plan, on n'a pas pour elle beaucoup d'égards et on la traite plutôt durement. Quand elle voyage avec un homme, c'est lui qui monte ordinairement l'âne, elle doit suivre à pied.

Cet effacement de la femme se manifeste aussi quelquefois dans les questions successorales. Quoique la fille ait d'après le droit musulman la moitié de la part du mâle dans la succession paternelle, il arrive que cette part ne lui soit jamais remise. Les biens de son père défunt restent entre les mains de ses frères, et quand elle se marie, l'homme qu'elle épouse trouve honteux et indi-

(1) Henri PENSA. — *L'Égypte et le Soudan Égyptien*, page 111.

gne de lui de réclamer ce qui revient à sa femme, car il ne faut pas qu'il ait l'air de vivre à ses dépens !!

Malgré cela, nous pouvons affirmer que la femme du fellah n'est pas malheureuse. Son mari, s'il la bat quelquefois, dans la classe la plus pauvre, l'aime beaucoup, et il est excessivement rare, surtout chez les pauvres, qu'il la répudie ou qu'il lui donne une rivale. La polygamie qui tend maintenant à disparaître des villes, n'a jamais été fréquente à la campagne. « Dans les campagnes, le paysan est foncièrement monogame, et cela pour cause : il gagne à peine de quoi ne pas mourir de faim. Dans les villes, il reste encore quelques hommes de l'ancien régime qui entretiennent plus d'une femme, et c'est tout. Les fonctionnaires n'ont, en général, qu'une seule femme (1)... »

On voit donc que le fellah n'est pas dépourvu de qualités familiales. Que l'instruction arrive jusqu'à lui et qu'on lui apprenne que sa femme a droit aux bons traitements et aux égards, que celle-ci comprenne également ses droits et ses devoirs, et la famille des fellahs sera, par son organisation solide et par l'esprit de solidarité qui lie étroitement tous ses membres, sinon supérieure, du moins égale à celle du cultivateur d'Europe. Jusquelà, la femme, ignorant ses droits, trouve tout naturel que son mari la rudoie quelquefois et elle ne songe même pas à s'en plaindre.

(1) KASSEM bey AMIN. — *Les Egyptiens. Loc. cit.*, pages 128-129.

DEUXIÈME SECTION

LE FELLAH DANS LA SOCIÉTÉ.

Les qualités sociales du fellah sont celles que la tyrannie et l'ignorance ont voulu qu'elles fussent. Foncièrement bon et franc, la cruauté des maîtres l'a rendu méchant et dissimulateur. Il a toujours conservé l'amour de l'hospitalité, son accueil est cordial et si les promesses qu'il fait et les témoignages de dévouement qu'il donne sont quelquefois démentis par sa conduite, il ne faut pas trop lui en vouloir, car les malheurs l'ont aigri et l'ont rendu méfiant et incapable de croire à la loyauté d'autrui.

Le duc d'Harcourt écrit (1) qu'un magistrat, avec qui il s'est entretenu, accuse les fellahs de n'user que de mensonges et de faux témoignages quand ils se défendent en justice.

Cela est malheureusement vrai, mais la faute en est, répond Kassem bey Amin (2), « aux incomparables faussaires et usuriers étrangers qui ont usé de toutes les machinations, de tous les dols, de toutes les manœuvres frauduleuses pour les spolier de leurs terres. » Et Kassem bey Amin cite à son tour, à l'appui de sa réponse, un témoignage irrécusable de l'exploitation

(1) Le duc d'HARCOURT. — *L'Égypte et les Égyptiens*. Loc. cit.

(2) KASSEM BEY AMIN. — Ouv. Loc. cit., page 200.

honteuse du fellah par les vautours de l'usure, sous l'égide de la protection consulaire : c'est une page détachée du livre : « L'Egypte et l'Europe » (1), écrit par un homme remarquable qui a occupé aux tribunaux mixtes pendant quelques années, les fonctions de juge. Nous pouvons ajouter que le mensonge et la ruse servent ordinairement à la plupart des paysans d'Europe pour

(1) *L'Egypte et l'Europe*, par M. Van BEMMELEN : « Il est impossible d'avoir fait la connaissance des Egyptiens musulmans civilisés sans avoir reçu une impression favorable quant à leur véracité. On ne peut dire qu'ils soient communicatifs et ouverts, notamment dans leurs rapports avec les Européens. Ils sont façonnés à être réservés et ils ont trop de raisons pour préférer le silence à la parole risquée, mais ils ne sont ni trompeurs ni menteurs, soit au service, soit en dehors de leurs intérêts. Leur caractère et leur religiosité leur inspirent la crainte du mensonge.

« En général, le sentiment du vrai est plus développé parmi les classes supérieures que dans le peuple incivilisé. Il n'en est pas autrement en Egypte. Mais on ne peut dire que les fellahs et les Egyptiens pauvres des villes soient plus menteurs ou moins véridiques que les paysans et les citadins incivilisés de l'Europe. Il est vrai qu'il faut faire une exception pour ceux qui ont été corrompus au service des Européens ou des étrangers orientaux, c'est-à-dire des gens infidèles qui étalent un luxe insolent sans être respectable et qui les traitent durement ou avec mépris. Ces domestiques n'avouent jamais la vérité à leurs dépens et mentent sans scrupule pour se tirer d'affaire. De même les fellahs, qui ont beaucoup souffert des usuriers et autres étrangers qui les exploitent sous la protection consulaire, cessent d'être véridiques dans leurs rapports avec les Européens, les Grecs et les Levantins, et lorsqu'ils comparaissent devant les tribunaux mixtes qui ne leur inspirent aucune confiance.

« Cependant, ces réserves faites, il faut dire que les fellahs, en général, sont véridiques dans leurs paroles et dans leurs déclarations en justice. A cet égard, l'expérience des tribunaux mixtes, au lieu de prouver contre eux, témoigne en leur faveur. »

défendre leurs terres qu'ils chérissent par dessus tout, et que leurs chicanes sont proverbiales.

Le fellah possède-t-il la vertu sociale la plus importante au point de vue de la prospérité économique, l'amour du travail ?

Nous avons eu l'occasion de dire dans la première section de ce chapitre, qu'il ne reculait jamais devant un long et fatigant labeur. Quand la nécessité l'aiguillonne, il fait preuve d'une prodigieuse activité. Sur le champ qu'il cultive, il n'est pas de travaux, quelque pénibles qu'ils soient, qui puissent lasser sa patience, ni épuiser sa force vraiment herculéenne.

Cette endurance est due tout autant à la complexion du fellah qu'à l'habitude de souffrir qu'il a depuis longtemps contractée. « S'il est des hommes, dit Volney, capables d'énergie, ce sont ceux dont l'âme et le corps trempés, si j'ose dire, par l'habitude de souffrir, ont pris une raideur qui émousse les traits de la douleur ; et tels sont les Egyptiens... Les paysans, si méprisés sous le nom de fellah, supportent des fatigues étonnantes... Leur énergie n'a besoin que d'être dirigée pour devenir redoutable. » Et c'est faute de cette direction intelligente, c'est parce que cette grande dépense de forces n'est pas toujours bien employée et parce qu'aussi le cultivateur égyptien est privé du concours des machines, si précieux au paysan d'Europe et d'Amérique, que l'agriculture de ce pays n'a pas encore atteint un grand degré de perfectionnement. Nous devons cependant rendre hom-

mage aux louables efforts faits, depuis quelque temps, pour améliorer la situation agricole, et dont la plus grande part d'honneur revient à S. A. le Prince Hussein Pacha Kamel, oncle du Khédive actuellement régnant (1). Mais on nous dit : « De quelle utilité peuvent être pour le pays cette énergie et cette merveilleuse endurance que vous vantez chez le fellah, s'il est naturellement paresseux et s'il n'aime pas le travail ? Cette paresse native est et sera toujours l'obstacle insurmontable, la pierre d'achoppement qui s'opposera au développement normal des facultés économiques du pays (2). »

Ce reproche, qu'on fait au fellah, n'est pas plus justifié que les autres reproches qu'on lui adresse ; il provient, comme eux, croyons-nous, d'une connaissance superficielle de sa situation. Le fellah ne préfère l'oisiveté au travail que quand il sait que son travail ne lui profi-

(1) Il s'est formé récemment, sous la présidence de ce prince, une société composée des grands propriétaires terriens, ayant pour but de venir en aide aux petits cultivateurs en leur prêtant les semences et la graine de coton, et de perfectionner les procédés de culture, par des expériences, des expositions agricoles, et la publication de tous les renseignements utiles aux agriculteurs dans un journal dirigé par le secrétaire de cette société.

(2) Cette idée semble dominer le duc d'Harcourt, on la retrouve à chaque page de son livre sur « L'Égypte et les Égyptiens ». Pour lui, le fellah n'estime guère les richesses que « comme conduisant au repos », « la misère est moins redoutée par lui que le travail » et il doute qu'une administration européenne puisse modifier cette disposition à l'oisiveté. Nous sommes sûrs que si M. le duc d'Harcourt s'était livré à une enquête personnelle et s'il avait pris la peine de contrôler par lui-même l'exactitude de ce qu'on lui racontait sur les Égyptiens, il aurait évité cette erreur ainsi que bien d'autres, dont son livre fourmille.

tera pas. « Dès que sa subsistance est assurée, dit M. Charles Haussoullier, le fellah retombe dans une grande apathie, *car il sait que tous ses efforts ne lui assureront pas un avenir meilleur*. Malgré cette inertie singulière, il est naturellement vif, alerte et actif (1). »

En effet, de tout temps, et quoi qu'en dise Fourier, le mot travail a été considéré comme synonyme de peine. Si, de nos jours, disait un de nos professeurs de la Faculté de Paris, on célèbre partout les vertus sociales du travail, ce qu'on ne faisait pas dans l'antiquité, ce sont ceux qui ne travaillent pas qui exaltent ces vertus. De nos jours comme dans l'antiquité, le travail n'est pas aimé pour lui-même, mais pour la jouissance ultérieure, pour la satisfaction de nos besoins, qu'il nous procure. C'est donc l'intérêt personnel qui est le stimulant des énergies, comme il est le fondement de tout progrès économique.

Supprimez-le, l'homme ne travaille plus que par la contrainte, comme travaillait autrefois l'esclave, et l'on connaît le peu de productivité du travail servile.

C'est là une loi naturelle fondamentale et le fellah y est soumis comme tous les autres hommes. Qu'il soit assuré de retirer de son travail une juste rémunération, et il fera merveilles, autrement pourquoi sortir du doux *farniente*? On peut se rendre compte de l'exactitude de cette affirmation en regardant un de nos petits proprié-

(1) V. Grand Dictionnaire Larousse, au mot : *fellah*.

taires travailler le champ qui lui appartient en propre et dont il est sûr de recueillir les fruits.

Ajoutons, enfin, que les grandes chaleurs qui atrophiaient les forces des étrangers, n'arrivent pas à exténuer celles du fellah.

Depuis que la création des canaux a développé dans le pays les cultures *Séfi* (d'été), c'est pendant les mois les plus chauds de l'année que le fellah travaille le plus.

Le sentiment de la religiosité est poussé très loin chez le fellah, et ce sentiment lui impose de saines pratiques et des habitudes de moralité; il est également pour lui une source de bonheur. C'est dans ses croyances religieuses qu'il puise la résignation et la patience. C'est à son asservissement à des traditions religieuses dont il n'a pas voulu s'affranchir, qu'il doit la quiétude et la paix de l'esprit. Aussi, doit-on souhaiter que ces collectivités laborieuses ne s'affranchissent jamais de ces croyances, car cet affranchissement apporterait une modification radicale dans l'état économique du pays. En effet, le jour où le fellah ne se contentera plus des consolations que lui donne sa foi et trouvera trop congrue la part qu'on lui fait dans la société, quand il élèvera la voix pour protester et voudra faire ses conditions, ne pouvant plus le décider au travail par la courbache, on sera bien obligé de compter avec lui. Or, ce jour-là, la crise sera violente et la face des choses bien changée.

Ce que nous venons de dire du fellah, dans la famille et dans la société, suffira, nous l'espérons, pour prouver qu'il est apte à recevoir la civilisation et qu'il n'est pas d'essence inférieure, comme quelques-uns semblent le croire. La théorie de l'infériorité de certaines races a été inventée par Aristote pour trouver aux Grecs un motif légitime d'asservir les autres peuples, sans que ceux-ci puissent invoquer le même motif pour asservir, à leur tour, les Grecs.

Elle a été dans la suite, développée et exagérée à plaisir par les peuples de civilisation avancée, dans un but d'intérêt évident. Cette théorie ne peut s'appliquer aux Egyptiens dont les aïeux ont atteint un haut degré de civilisation et qui prouvent eux-mêmes, quand ils ont le bonheur de recevoir une certaine culture intellectuelle, qu'ils ne sont pas de ces races qui, selon l'expression d'Aristote, « ont été créées pour obéir (1). »

(1) « Dès le moment de leur naissance, quelques êtres sont destinés, les uns à obéir, les autres à commander, et ils forment, les uns et les autres, des espèces nombreuses. » ARISTOTE : « *Politique* ». Livre I, chap. II, § 8. Traduction française de M. THUROT.

CHAPITRE II

PROGRÈS GÉNÉRAUX ET MISÈRE DU FELLAH

L'insurrection d'Arabi pacha réprimée, l'Egypte reprit sa marche, quelque temps interrompue, vers le progrès. En jetant un coup d'œil sur la situation générale du pays à l'heure présente, on constate avec plaisir que de grandes étapes ont été franchies et l'on est en droit de s'étonner de la rapidité avec laquelle tant de réformes ont été accomplies, qui semblaient presque irréalisables de longtemps, vu surtout l'opinion que l'on s'était faite de l'inaptitude du peuple égyptien à se plier aux lois du progrès. Sans chercher à déterminer la part d'honneur qui revient à chacun des deux éléments indigène et européen qui forment le gouvernement actuel de l'Egypte, nous devons leur rendre à tous deux cette justice qu'ils ont collaboré activement et de façon intelligente et honnête à la prospérité du pays ; et nous pouvons bien dire, avec Kassem bey Amin (1) que « l'œuvre accomplie

(1) *Les Egyptiens. Loc. cit.*, pp. 89-90.

jusqu'à ce jour est tellement gigantesque qu'on n'en a jamais vu de semblable dans un si court espace de temps. » L'abolition de la corvée et de la courbache, le respect de la vie et de la propriété individuelle, l'inviolabilité du domicile, la liberté de penser et d'écrire, la tolérance religieuse la plus large, voilà les principales garanties dont jouit l'homme au point de vue des droits privés et que d'autres peuples n'ont obtenues qu'au prix de sanglantes révolutions.

D'autre part, la justice est rendue d'une façon très satisfaisante et sous ce rapport, les tribunaux indigènes, réorganisés en 1883, méritent aujourd'hui les mêmes éloges que les tribunaux mixtes : par les éléments jeunes, intelligents et intègres qui les dirigent, ces tribunaux offrent aux justiciables toutes les garanties d'impartialité et de capacité voulues ; et, alors qu'on voyait autrefois les indigènes s'ingénier à fuir la juridiction indigène, on voit maintenant des européens céder leurs droits aux Egyptiens afin de profiter de la célérité avec laquelle les affaires sont jugées par ces tribunaux, surtout en matière sommaire. (1).

Les progrès faits par ces tribunaux en un laps de temps fort court sont vraiment prodigieux. Dix ans après leur

(1) « Les tribunaux de justice sommaire indigènes ont une compétence qui s'élève à 2.500 fr., de sorte que l'on voit, surtout dans les provinces, les européens céder leurs procès à des indigènes pour les faire trancher par ces tribunaux dont la procédure est plus expéditive et moins coûteuse que celle des tribunaux mixtes de première instance. » H. LAMBA, ouvrage *loc. cit.* p. 308.

réorganisation, où mieux leur création, voici le témoignage que leur rendait lord Cromer dans son rapport de 1893 : « Les tribunaux indigènes jouissent maintenant du respect et de la confiance publique. La limitation du choix des juges à des hommes qui ont reçu une instruction juridique, l'allocation d'un traitement convenable et un souci continu de l'indépendance du magistrat ont effectué ce changement d'autant plus remarquable qu'il s'est opéré principalement par la coopération indigène... On peut dire maintenant que la justice est rendue sur des bases fixes et, sauf exception, que les décisions sont justes. Il n'y a pas d'affaires en retard. Tous les tribunaux sont réellement à la hauteur de leur tâche. » Et M. H. Lamba qui cite ce passage ajoute plus loin (1) : « Si l'on songe à la difficulté qu'il y avait à faire de toute pièce un droit nouveau, au temps et à la patience nécessités pour développer des éléments bons certainement, mais qu'il a fallu coordonner, on trouvera que le chemin parcouru en quelques années par une institution faite d'un seul jet, est considérable; ces progrès iront s'affirmant chaque année, au fur et à mesure que se développera l'expérience des magistrats, et que se consolidera l'institution. Ne peut-on donc pas y voir l'aube de la quatrième et dernière phase de l'évolution de la justice en Egypte : une justice nationale ? » M. Lamba écrivait ces lignes en 1896. Nous sommes sûr que s'il avait à se pro-

(1) H. LAMBA. — Ouvrage *loc. cit.*, p. 310-311.

noncer aujourd'hui sur l'état de nos tribunaux indigènes, il trouverait que le progrès est encore plus accentué; ces tribunaux, croyons-nous, peuvent, même à l'heure présente, et sans assumer une tâche au-dessus de leurs forces, se charger de rendre la justice à tous les habitants de l'Egypte. Cela se réalisera prochainement, nous le souhaitons pour ce pays; car, plus rien ne justifie la défiance vis-à-vis de la juridiction indigène et le partage de la puissance judiciaire entre la magistrature nationale et une magistrature étrangère, « et quand l'Egypte du vingtième siècle, forte d'une législation codifiée, d'une magistrature instruite de la loi et des traditions judiciaires, demandera le droit de rendre la justice chez elle, que pourra-t-on lui répondre (1) ? ».

A côté de ces garanties individuelles, on voit le gouvernement travailler ardemment et sans relâche à la prospérité de la chose publique, par les grands travaux d'irrigation et toute sorte de travaux d'utilité publique qui s'accomplissent tous les jours. De grands soins sont également donnés à l'embellissement et à l'assainissement des villes, ainsi qu'à la conservation de l'hygiène publique; les épidémies, qui fauchaient autrefois tant d'existences humaines, sont aujourd'hui presque inoffensives, grâce aux mesures prophylactiques efficaces avec lesquelles on les combat.

(1) H. LAMBA. — *Loc. cit.*, p. 315.

*
* * *

Pour donner une idée plus précise des progrès accomplis par l'Égypte, sous tous les rapports, depuis une vingtaine d'années, qu'on nous permette de produire quelques chiffres fournis par la statistique, dont l'éloquence est plus frappante que toutes les démonstrations. Les renseignements statistiques que nous allons donner sont empruntés à une publication « Statistical Returns », due à M. J. L. Gorst, conseiller au ministère des Finances.

Population. — Pendant cette période de vingt ans, la population s'est développée en moyenne de près de 3 %. Lors du recensement de 1882, la population de ce pays atteignait 6.812.919 habitants, (1) elle était arrivée à 9.734.405 habitants en 1897 et on l'estime à 10.208.059 habitants pour l'année 1900. Notons que la population étrangère n'entre pour ainsi dire pas en ligne de compte dans ce développement; entre le recensement de 1882 et celui de 1897, le nombre des étrangers a passé de 90.806 habitants à 112.574 âmes seulement.

Le développement de la population dans une proportion annuelle de 3 % est un résultat merveilleux qui n'a de précédents dans l'histoire moderne de la démogra-

(1) Ce chiffre que nous trouvons dans la publication de M. Gorst, diffère quelque peu de celui qu'a donné M. Boinet-Bey, qui évalue à 6.806.710 habitants la population de l'Égypte en 1882.

phie qu'aux Etats-Unis, il y a cent ans, quand leur population accrue tant des naissances que des forts contingents fournis par l'émigration, augmentait dans cette proportion annuelle de 3 % environ.

Surface cultivée. — La surface cultivée a passé pendant les années 1880 à 1899 de 4.715.839 feddaus à 5.495.800 fedd., soit une augmentation de 779.961 fedd. et cette surface cultivée s'étend tous les jours grâce au développement des canaux d'irrigation, qui permettent de défricher des terres que, faute d'eau, on avait laissées jusque-là en friche.

Industrie des transports. — Pendant la même période, le réseau du chemin de fer exploité par l'Etat s'est accru de 994 milles à 1216 milles; le nombre des voyageurs transportés a passé de 3.086.478 à 11.284.284; le poids des marchandises transportées annuellement sur les voies a presque triplé, atteignant 3.055.837 tonnes et venant de 1.143.212 tonnes. En 1882, il y avait 5.429 milles de fils télégraphiques contre 9.324 milles en 1899, et le nombre de dépêches expédiées a passé de 659.126 à 2.994.332.

Enfin, en 1899 il a été confié à la poste 15.579.000 lettres, contre 3.810.000 lettres en 1882.

Revenus publics. Une gestion habile des finances du pays a fait beaucoup pour son développement matériel. Bien que certains impôts aient été réduits ou supprimés,

les ressources du pays n'ont cessé de s'accroître (1). La taxe territoriale qui était en 1880 de P. T. 105 se trouve réduite en moyenne à P. T. 83. La corvée, qui représentait une véritable taxe a été supprimée. D'autres réductions ont encore été faites. C'est ainsi que l'imposition par tête d'habitant, qui s'élevait en 1880 à P. T. 106 se trouve réduite en moyenne à P. T. 83.

En dépit de ce fait, les recettes ordinaires qui en 1880 s'élevaient à 8.998.800 L. Eg. ont atteint 11.200.300 L. E. en 1899.

Pendant cette même période, les dépenses ont augmenté également, mais pas dans les mêmes proportions que les recettes : elles ont passé de 7.961.400 L. E. en 1880 à 9.929.400 L. E. en 1899, cette dernière somme comprenant des charges supplémentaires qui ne figuraient pas dans le budget de 1880, telles que celles nécessitées par l'armée d'occupation du Soudan. En 1899, l'excédent des recettes sur les dépenses n'a pas été inférieur à 1.270.000 L. E. D'ailleurs pendant ces dernières années, les recettes ont toujours été supérieures aux dépenses. De cet excédent, une somme relativement faible se trouve à la disposition du gouvernement. Une somme de 265.000 L. E. provenant de l'économie réalisée par la conversion de la dette privilégiée, doit être versée chaque année à un fonds de réserve spécial. Ce fonds s'élevait à la fin de 1899 à 3.565.500 L. E. La réserve spéciale exigée par la conven-

(1) V. note du Conseiller financier. Supplément du *Journal officiel égypt.*, 22 décembre 1900.

tion internationale et dont le versement annuel dépend de l'excédent se trouvait à la fin de 1899 portée à 3.529.900 L. E. Une partie de cette réserve a été prêtée au gouvernement pour être employée en dépenses extraordinaires.

Dette égyptienne.— En ce qui concerne la dette égyptienne, il existait sur le marché en 1880 pour 98.605.000 L. st. de titres; à ce chiffre il a été ajouté dans la suite 13.000.000 de L. st. pour dépenses extraordinaires, puis 2.000.000 de L. st. résultant des opérations de la conversion qui, tout en diminuant le taux de l'intérêt, a augmenté le capital de la dette. Malgré ces augmentations, il n'y avait plus en 1899 que pour 95.976.200 L. st. de titres en circulation, soit 2.708.700 L. st. de moins qu'en 1880. L'intérêt de ces titres, qui en 1881 — année où commença à fonctionner le système inauguré par la loi de liquidation — était de 4.138.100 L. st. se trouvait réduit en 1899 à 3.545.900 L. st. En 1880 le montant de la dette, qui était de 15 L. 3 S. 9 P., par tête d'habitant, s'est trouvé réduit à 9 L. 18 S. (1).

*
* *

La situation générale a donc subi des améliorations tangibles et presque inespérées en un laps de temps aussi restreint. Mais la situation économique et sociale du fellah s'est-elle améliorée dans la même proportion ? Nous n'hésitons pas à répondre non et nous disons que, si on a

(1) V. *La Bourse Égyptienne*, n° du 5 janvier 1901.

beaucoup fait, beaucoup de réformes sont encore à accomplir pour que la situation de nos classes ouvrières soit au niveau du progrès général du pays. Dans les chapitres qui vont suivre, nous allons nous attacher exclusivement à montrer la situation exacte du fellah, dans toutes les manifestations de son activité économique, et nous serons forcé de constater que, s'il fournit une somme étonnante de travail, partout où on l'occupe, il est partout mal rémunéré. Et cette disproportion énorme entre le travail et le salaire est une des causes qui retardent le développement des facultés économiques du pays, qui sont merveilleuses. Au point de vue humanitaire également, on a l'obligation de faire ressortir la précarité de la situation de l'ouvrier égyptien et de faire appel au législateur pour y porter remède, dans la mesure du possible. Les apôtres du salaire proportionné à la peine, les défenseurs ardents de la cause de l'ouvrier en Europe, ont réussi, à la fin, à améliorer son sort, et c'est l'intervention du législateur qui a puissamment aidé à faire ces améliorations. Son initiative est ici fort utile ; mais, une fois que la réglementation du travail est entrée dans les mœurs, le progrès s'accroît par la seule force des choses, et les ouvriers finissent par triompher eux-mêmes de la résistance des patrons et par obtenir un traitement encore meilleur ; et cela au moyen de l'association des ouvriers qui deviennent une masse forte en face des patrons et peuvent obtenir d'eux l'amélioration des conditions du travail.

L'utilité de l'intervention législative est surtout prouvée

par l'exemple de l'Angleterre où se trouvent les origines de la législation actuelle du travail. En Angleterre, dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, la grande industrie fit son apparition; on vit s'élever le long de tous les cours d'eau des manufactures de coton et de laine groupant autour d'elles des centaines d'ouvriers. Alors eurent lieu les abus les plus graves; l'ouvrier fut soumis à un travail exténuant et l'exploitation des enfants surtout fut honteuse. C'est grâce aux lois successives qui intervinrent réglant les conditions du travail et en limitant la durée pour les femmes, les enfants et les adultes, que les ouvriers anglais ont pu se relever, s'instruire et se grouper en associations professionnelles puissantes. Le régime exténuant auquel les soumettaient les patrons, avant l'intervention de ces lois bienfaisantes, atrophiait leurs facultés intellectuelles, les abrutissait et les rendait incapables de s'entendre pour améliorer leur triste situation.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs et qu'on veuille ou non reconnaître avec nous l'utilité et l'opportunité de l'intervention législative pour régler les conditions du travail ouvrier, il est certain que des considérations spéciales plaident, en Egypte, en faveur de cette intervention.

D'abord nos classes ouvrières, et ceci s'applique également aux ouvriers des villes et des campagnes, sont trop incultes pour se charger elles-mêmes de défendre leur cause. L'habitude de souffrir sans se plaindre, contractée depuis de longs siècles, a amoindri si elle n'a pas fait complètement disparaître chez eux cet esprit de protes-

tation que l'on rencontre chez l'ouvrier européen. Enfin les associations professionnelles ainsi que les coalitions et les grèves par lesquelles les ouvriers protestent, sont inconnues en Egypte, car leur besoin se fait sentir surtout dans les pays industriels et d'une civilisation avancée (1). La loi et le gouvernement doivent intervenir également pour défendre la petite propriété, menacée dans ce pays plus que partout ailleurs, et c'est par la répression efficace de l'usure, par l'institution du crédit agricole et par la réduction de l'impôt foncier trop lourd, presque excessif, qu'on pourra empêcher la petite propriété de disparaître, au grand détriment de la prospérité

(1) Il s'est produit cependant quelques rares manifestations ouvrières, sans grande importance. Signalons entre autres une coalition organisée vers la fin de l'année 1899 entre les rouleurs de cigarettes, au Caire, dans le but d'obtenir certaines conditions meilleures et surtout une augmentation des salaires. Devant la résistance de leur patron, ces ouvriers se sont mis en grève pendant assez longtemps. Tant que cette grève dura, la police prit les mesures propres à empêcher tout attroupement des grévistes et pour protéger ceux des ouvriers qui voulaient continuer à travailler. Presque tous les grévistes étant sujets étrangers, on réclama aussi l'assistance de leurs consulats respectifs, pour éviter toute difficulté dans l'avenir. La reprise du travail eut lieu sans qu'en somme, les conditions fussent améliorées. Les grévistes n'eurent ni l'appui du public ni celui de la presse ; on ne voulut point s'apitoyer sur le sort de gens qui, pour un travail peu fatigant, reçoivent un salaire que bien d'autres, dont l'occupation est autrement pénible, sont en droit de leur envier. N'ayant d'ailleurs pas des fonds leur permettant de résister plus longtemps, force leur fut de se rendre. Toutefois cette manifestation est intéressante parce qu'elle est la première vraiment sérieuse qui ait eu lieu en Egypte jusqu'à présent. Il faut remarquer qu'elle a eu pour auteurs des étrangers et que les naturels du pays n'y semblent pas bien enclins. A ceux-ci, et surtout aux ouvriers des campagnes, il faut donc la protection de la loi.

économique et de la paix sociale. Ces réformes sont indispensables et le gouvernement doit s'y résoudre. Il lui incombe aussi de développer l'instruction et d'en répandre partout les lumières. C'est par ce moyen qu'on parviendra à chasser des campagnes les derniers vestiges de l'esprit de routine et de corruption qui sont allés y chercher asile.

Nous allons donc examiner maintenant la situation du fellah, partout où nous le rencontrerons, et nous indiquerons en même temps les améliorations que le pouvoir peut apporter à son sort et celles que le fellah peut obtenir pour lui-même, sous l'impulsion d'une initiative généreuse, qui doit venir également du pouvoir.

Nous savons que cette intervention du pouvoir est un sujet très complexe et très grave ; il est complexe à cause des détails dans lesquels le législateur doit entrer, il est grave, parce qu'il soulève de grosses questions théoriques sur la légitimité de l'intervention de l'Etat, ses limites, etc. Nous avons dit ailleurs que nous considérons le socialisme d'Etat comme une chose plutôt nuisible au progrès économique. Nous ne pensons pas, comme Dupont White, « que les individus, avec leur aspiration au bien-être, ne portent pas en eux le principe du progrès » et que l'Etat doit être « l'initiateur de toutes les énergies qui constituent le génie national (1). »

Mais si la tâche de l'Etat n'est pas « idéalement indé-

(1) GAMBETTA. — Discours à Belleville en 1878.

finie », comme le prétend M. Lorenz von Stein, elle comprend indubitablement la protection des faibles, la défense des intérêts perpétuels dont il a la garde, contre l'imprévoyance des intérêts présents, et son concours éclairé à toutes les œuvres constituant la civilisation progressive.

Et c'est pourquoi l'Etat doit intervenir pour protéger le fellah, être faible et toujours exploité, pour alléger les charges qui le grèvent et pour lui faciliter l'accession à un avenir meilleur. Nul ne songera à contester la légitimité de cette intervention, à la condition qu'elle s'arrête à une juste limite ; car si on se trompe en demandant tout à l'Etat, on se trompe bien plus en lui interdisant d'intervenir, toutes les fois que son intervention est la condition essentielle du progrès.

CHAPITRE III

LE FELLAH PETIT PROPRIÉTAIRE.

PREMIÈRE SECTION

LA PETITE PROPRIÉTÉ EN EGYPTÉ

Nous avons donné, dans la première partie de ce travail, une idée sommaire de ce qu'était la propriété foncière en Egypte jusqu'à la fin du règne d'Ismaïl pacha. Nous avons vu que l'insécurité dans laquelle vivaient les propriétaires jusqu'au règne de Mohamed Ali, que les injustices et les extorsions continuelles qui leur enlevaient tous les fruits de leurs peines, avaient forcé ces malheureux à émigrer en masse, abandonnant leurs maisons et leurs champs, pour se dérober aux recherches et aux cruautés inouïes du fisc.

Mohamed Ali avait mis les propriétaires à l'abri des brigands du désert, mais les autorités locales continuèrent, sous son règne, à les dépouiller, et les impôts ne purent être réduits, car les grandes réformes qu'ac-

complissait Mohamed Ali et les nombreuses guerres qu'il livrait nécessitaient beaucoup de dépenses. Malgré la sollicitude de ce grand prince pour le peuple, la situation du petit propriétaire ne s'améliora donc pas d'une façon sensible sous son règne ni sous le règne d'Abbas pacha, son petit-fils.

Mohamed Saïd pacha, justement ému de cette situation qui commençait à devenir menaçante pour la prospérité du pays, voulut y porter remède et, durant tout son règne, il s'appliqua à rendre au fellah la sécurité, à réduire et à répartir plus équitablement les impôts qui le grevaient. Il distribua aussi des terres sans maîtres aux chefs des villages et aux chefs de famille, en les exonérant de tout impôt dans les premiers temps de la dotation, afin d'encourager à la culture. Aussi les paysans commencèrent-ils à aimer la terre et à la cultiver avec passion.

Malheureusement, cette quiétude ne devait être qu'éphémère. De nouveau, le petit propriétaire vit réapparaître les oppressions et les extorsions de tout genre, vers la fin du règne suivant ; leur violence le fit souffrir beaucoup et le découragea ; pour y échapper, il dut aliéner ses biens à très vil prix et il ensevelit son argent sous terre, dans l'espoir de le dérober au fisc. L'insécurité et l'arbitraire ont de tout temps produit ce triste résultat ; c'est pourquoi la thésaurisation a toujours été pratiquée par le peuple égyptien, opprimé par un despotisme séculaire. Les ouvriers qui creusent aujourd'hui la terre,

trouvent souvent sous leurs pioches des trésors enfouis depuis les temps les plus reculés.

Cette sorte de panique à laquelle avait mené l'embarras du Trésor sous Ismail pacha, fit tomber très bas le prix des terres et, malgré ce bon marché, on n'en trouvait que difficilement acquéreurs. S'il s'en trouvait encore, c'était parce qu'on espérait le retour des jours heureux où la guerre des Etats-Unis avait élevé le prix des produits agricoles à un taux phénoménal.

Les réformes fondamentales accomplies depuis le règne de Mohamed Tewfik pacha, la sécurité de jour en jour plus grande dont commençait à jouir le pays, relevèrent progressivement le prix des terres et le fellah en désira ardemment l'acquisition. Aujourd'hui, malgré la baisse générale des prix, les terres ont acquis une valeur qu'on pourrait qualifier d'exagérée et cette tendance à la hausse augmente de plus en plus. Le fellah conserve le lopin de terre qu'il a pu mettre à l'abri des usuriers et le nombre de nos petits propriétaires est suffisamment grand. Ainsi sur 767,242 propriétaires terriens :

611,074	possèdent moins de 5 feddaus (1)
80,810	— de 5 à 10 —
41,276	— de 10 à 20 —
12,928	— de 20 à 30 —
9,297	— de 30 à 50 —
11,857	— plus de 50 feddaus (2)

(1) Le feddau représentent 4.200 mètres carrés 833,333.

(2) Statistique dressée par Sir Elwin Palmer en 1897, alors qu'il était Conseiller au Ministère des finances.

En rapprochant le nombre des propriétaires fonciers de la surface cultivée, qui est de 5,757,100 feddaus (1), on trouve que chaque propriétaire possède en moyenne près de 7 feddaus et demi

Si nous comparons maintenant le nombre de propriétaires fonciers avec la population agricole de l'Egypte qui est de 6.208.073 habitants, nous avons un propriétaire par un peu plus de huit habitants des campagnes.

Au point où en est l'Egypte, le nombre des petits propriétaires est, comme on le voit, suffisamment grand. Mais il ne faut pas faire dire aux chiffres que nous venons de donner plus qu'ils ne disent en réalité. Si le nombre des petits propriétaires paraît grand, la plus grande partie des terres reste cependant entre les mains des princes de la famille khédiviale, de certaines administrations, comme les Domaines, la Daïra Sanieh (2), et les riches particuliers. Et malheureusement, rien ne fait espérer un plus grand morcellement de la terre; la petite propriété est, au contraire, sérieusement menacée dans son existence.

Certes, le petit propriétaire ne souffre plus de l'insécurité de jadis, il jouit d'un traitement juste et égalitaire, l'administration est devenue pour lui plus paternelle et

(1) Dont 3,437,800 fed. dans la Basse-Egypte et 2,319,300 fed. dans la Haute-Egypte. Cette superficie cultivée augmente tous les ans.

(2) Cependant, depuis quelques années, la Daïra Sanieh et les Domaines divisent les vastes terres qu'ils possèdent en petites parcelles qu'ils vendent aux petits cultivateurs à de très bons prix: et ainsi, tout en réalisant de grands bénéfices, ils contribuent au morcellement de la terre.

moins arbitraire et les voies de droit lui sont largement ouvertes pour faire triompher ses revendications et pour obtenir bonne justice. Mais la petite propriété souffre d'un mal caché qui lentement la ronge et qui finira par la faire disparaître, si on n'y prend garde ; ce mal, c'est l'usure.

DEUXIÈME SECTION

LES BESOINS D'ARGENT DU PETIT PROPRIÉTAIRE

Le fellah a souvent besoin d'emprunter. Tous les propriétaires du monde ont besoin d'un fonds de roulement pour les dépenses courantes d'exploitation du sol. L'industrie agricole, en effet, ne donne de recettes qu'à des époques déterminées, tous les ans et quelquefois deux fois par an pour les cultivateurs égyptiens, plus avantagés que les autres, sous ce rapport ; tandis que les dépenses qu'elle exige sont continues : il faut que le cultivateur fasse continuellement des avances à la terre. Et c'est pourquoi on a senti, dans certains pays, le besoin de créer le crédit agricole, qui a existé en Chine, paraît-il, de temps immémorial (1), et qui est actuellement organisé en Allemagne, sous forme de sociétés de crédit mutuel entre propriétaires, sociétés dont les plus célèbres sont les Banques Raiffeisen. Ce crédit existe également dans d'autres pays d'Europe, sous des formes diverses, comme en Italie et en France. Aucune institu-

(1) Ch. GIDE. — *Principes d'Economie politique.*

tion de ce genre n'est connue en Egypte où les propriétaires n'ont pas encore eu l'idée de se concerter entre eux pour se défendre contre les usuriers, pour diminuer les frais d'exploitation et pour appliquer sur leurs terres des perfectionnements de l'art agricole, par l'acquisition en commun des machines, des engrais, des chemins de fer Decauville ; ou enfin, pour vendre leurs produits à bon prix.

Outre les dépenses courantes d'exploitation, qui sont pour ainsi dire inhérentes à sa qualité de propriétaire, la civilisation et ses goûts naturels pour la dépense suscitent au fellah des besoins d'argent presque journaliers.

La civilisation d'abord, entrée dans ce pays avec son cortège de luxe et de confort, a créé au fellah, malgré sa sobriété native (que les prescriptions de sa religion contribuent à augmenter), des besoins nouveaux, auxquels n'a pas correspondu une augmentation proportionnelle de ses revenus. Aujourd'hui le fellah voyage en chemin de fer, alors qu'il voyageait autrefois à âne, à chameau ou à cheval, sans bourse délier. Il se sert de la poste et du télégraphe, il s'habille richement, ses cafetans en soie coûtent plus cher qu'un costume à l'européenne sortant des magasins d'un bon faiseur, tandis qu'il se contentait autrefois d'une longue chemise en coton et d'un long sarrau teint en indigo. En un mot, les conditions matérielles de la vie sont devenues beaucoup plus onéreuses

et le forcent à faire des frais beaucoup plus considérables que jadis.

Ses goûts pour la dépense le poussent aussi dans ce sens. Quoique très sobre par nature et se contentant de peu, le fellah a conservé les habitudes d'hospitalité, de générosité de ses ancêtres, les Arabes. Il est bien rare qu'il se mette seul à table, et ses hôtes, souvent très nombreux, sont nourris avec une abondance qui n'est pas sans coûter beaucoup (1). La circoncision de ses enfants et leur mariage, ou même le mariage d'un parent éloigné et peu aisé, dont il fait lui-même les frais, sont pour lui des cérémonies presque ruineuses. Les Européens, qui ont visité l'Égypte et qui ont eu l'occasion d'assister à l'une de ces cérémonies, ont pu voir le luxe qu'on y déploie : les portes sont ouvertes à toute personne invitée ou non, et tout le monde est admis à la maison et à la table, sans distinction. A la campagne, la coutume est la même que dans les villes.

Une autre cause de dépense et non des moindres, ce sont les cadeaux et toutes sortes d'épingles que le fellah doit offrir sans cesse aux autorités locales, afin de se faire bienvenir d'elles et d'être dans leurs bonnes grâces. C'est surtout à l'occasion des irrigations, que le fellah

(1) « La table des individus jouissant même d'une modeste aisance est des plus copieusement servie; le nombre, le volume et la diversité des plats sont toujours un sujet d'étonnement pour l'étranger qui croit revivre un chapitre de Rabelais. » V. M. Piot bey. Conférence faite à la Société Khédiviale de Géographie le 20 mai 1899 : « Cause-rie ethnographique sur le fellah », p. 23.

est le plus exploité : s'il ne paie pas, il ne peut arroser son champ, car, malgré tout ce qu'on a fait pour rendre l'administration incorruptible, on n'est pas encore arrivé à empêcher les ingénieurs, chargés de la distribution des eaux dans les villages, d'accepter des cadeaux et de vendre leur faveur à prix d'argent. Le fellah ignorant encore ses droits, s' imagine que ces autorités locales ont conservé leur omnipotence arbitraire de jadis et celles-ci font tout ce qu'elles peuvent pour le maintien de cette erreur pour elles si lucrative.

Cette situation s'aggrave encore et se complique d'une crise dont souffrent tous les produits et qui est devenue, depuis plus de vingt ans, une sorte de maladie endémique. Depuis trente ans, les prix du coton, des céréales et de tous les produits de l'agriculture se sont avilis avec une périodicité inquiétante et que M. Prompt en 1891 et Lord Cromer dans son rapport de 1894 ont judicieusement signalée. Ainsi le prix moyen du Kantar de coton (44 kg. 490 gr.) qui était en 1880, 1881 et 82 de 276 P. T. est tombé graduellement ; en janvier 1893 il a baissé jusqu'à 204 P. T. et il est arrivé, en 1894, à n'être plus que de 152 P. T. (1). Le même malaise a pesé sur le prix des autres produits agricoles : blé, orge, sucre, fèves, haricots, etc. Ainsi, le sucre est tombé de 41 francs à 26 francs les 100 kilogrammes, le blé de 88 à 68 P. T. l'ardeb (189 litres); les fèves de 71 P. T. à 64 P. T. l'ardeb (2).

(1) et (2) V. Rapport de Lord Cromer agent diplomatique et Consul Général d'Angleterre, pour l'année 1894, publié en 1895.

Les prix des fermages s'en sont nécessairement ressentis ; leur moyenne qui était en 1880 de 140 P.T. est tombée en 1890 à 105 P.T. (1) et ne s'est pas encore relevée.

Depuis 1894, la situation ne s'est pas améliorée, et les prix sont restés à ce niveau, très bas et peu rémunérateur. La situation du propriétaire terrien, sans être désespérée, est cependant très mauvaise, surtout pour les cultivateurs de la Haute-Égypte dont l'existence dépend chaque année d'une récolte unique, récolte dont la valeur va sans cesse baissant (2).

Cette baisse générale des cours dont l'Égypte a souffert depuis plus de vingt ans, n'est due qu'en minime partie à la situation économique de l'Égypte ; l'Europe en souffre également et s'en plaint. Ce qui donne à ce mal général cette persistance et cette acuité, c'est ce fait que *l'unité économique* (et par *unité économique* on entend toute collectivité qui, économiquement, se suffit à elle-même, sans avoir des relations d'échange avec d'autres collectivités analogues ou différentes), l'unité économique, disons-nous, s'étend et se dilate de plus en plus de telle sorte qu'elle embrasse aujourd'hui le monde

(1) V. tableau cité par M. Prompt devant l'Institut égyptien, le 6 février 1891. *Journal officiel égyptien* du 6 avril 1891.

(2) En raison du mauvais rendement du coton cette année-ci, son prix s'est relevé, et cela a provoqué une hausse générale de tous les prix. Mais c'est une crise qui ne durera probablement pas. Rien ne fait prévoir que la cause de la hausse actuelle (la mauvaise crue) ne se représentant pas l'année prochaine, le prix des produits agricoles reste élevé comme il l'est aujourd'hui.

presque entier. Cela veut dire que, de nos jours, un groupement quelqu'important qu'il soit ne peut plus, à cause de la division de plus en plus grande du travail, trouver chez lui tout ce qui est nécessaire à la satisfaction de ses besoins ; les plus grands pays demandent à l'étranger, le blé, le fer, le coton et bien d'autres choses non moins indispensables à la vie.

Dans l'antiquité, au contraire, *l'unité économique* était aussi restreinte que possible et l'idéal était que, non seulement chaque nation, mais aussi que chaque petit groupement, chaque *famille* (1) pût former une entité capable de se suffire à elle-même. Cette restriction excessive de l'unité économique était, comme le faisait remarquer un de nos professeurs de la Faculté de Paris, une nécessité évidente à une époque où les peuples vivaient dans un état quasi normal de guerre et où par conséquent, chaque pays ne devait compter que sur lui-même pour la production des choses nécessaires à son existence ; il ne pouvait songer à établir des relations commerciales bien importantes avec un Etat voisin, ces

(1) Le mot « famille » était beaucoup plus compréhensif que de nos jours. La famille antique était tout un petit monde groupé autour d'un chef unique et placé sous sa puissance ou sa *manus*. Outre la femme et les enfants du *paterfamilias* non émancipés, ainsi que leurs épouses et descendants, le groupe familial comprenait aussi les enfants adoptés ou adrogés, les personnes *in mancipio* et les esclaves. Les affranchis eux-mêmes apportaient très souvent leur concours à ce groupe nombreux ; en vertu des *droits de patronat* (les *jura patronatus*) l'affranchi s'engageait sous la foi du serment à fournir à son patron certains services appelés *operæ* (V. Eug. PETIT, *Traité élémentaire de droit romain*, p. 79.)

relations étant menacées d'être rompues d'un instant à l'autre par la guerre. De plus, le développement du commerce international était contrarié par l'insécurité des routes et par l'absence des moyens rapides de communication que la civilisation peut avoir à son service. L'unité économique était donc fort restreinte dans l'antiquité, tandis qu'aujourd'hui elle embrasse l'ensemble des peuples commerçant entre eux. De telle sorte que nous nous rapprochons d'un marché universel unique sur lequel la concurrence provenant de tous les points de l'horizon provoque une forte tendance à la baisse. Nous en sommes arrivés à ce résultat grâce aux moyens de transport et de communication perfectionnés qui ont presque supprimé les distances et ont détruit l'isolement économique ancien (1), grâce aussi à la disparition des barrières légales élevées partout jadis pour enfermer chaque région chez elle et en faire une entité économique pouvant se suffire à elle-même. La navigation à vapeur et les chemins de fer ont permis de coloniser des parties très éloignées de la planète et d'y introduire tous les moyens

(1) « Les voies de communication, voies ferrées ou voies maritimes, sont jetées à travers les continents et les rapetissent, ou sont creusées entre les mers et les réunissent. L'Afrique est déjà ouverte. L'Asie s'agite en ses retraites profondes, comme si elle préparait la secousse décisive qui va l'ouvrir à son tour. La terre ne sera plus bientôt qu'un immense marché où les nations, assises autour d'une mer unique étaleront leurs produits. » Extrait de la conférence de M. Gabriel Hanotaux « Le Havre dans l'histoire de France » faite au Havre, devant les membres de la Société de Géographie commerciale de cette ville, le 23 novembre 1900. V. *Le Journal* du 24 nov. 1900.

découverts par la science moderne pour tirer des richesses naturelles le plus de profit possible. Et ces colonies à la terre encore vierge, sous l'impulsion des hardis pionniers de la civilisation, se sont mises à produire beaucoup et à bon marché; et leurs produits surgissant sur le marché de l'ancien monde, grâce aux réductions énormes subies par les tarifs de transport, y ont jeté une grande perturbation et occasionné la mévente dont les effets se sont fait ressentir partout. Ainsi la baisse du blé a été d'environ 40 % dans ces derniers 25 ans pour les grands marchés du monde. En Allemagne en 1879-82 le prix moyen du blé était de 26 fr. 25 les 100 kil.

en 1895.....	18 fr.	—
à Paris en 1892....	23 fr.	—
en 1895.....	19 fr. 37	—

et cela en dépit du tampon des droits protecteurs (1).

La conséquence de cette mévente, en Europe, a été une baisse sans précédent dans la valeur du prix du sol et des fermages (2).

Cette crise dont les effets se sont fait ressentir également dans ce pays fait un tort considérable au producteur égyptien, alors qu'il lui serait plus facile qu'à tout autre d'en atténuer les conséquences en ce qui le concerne. Le perfectionnement du système d'irrigation a

(1) L. WUARIN, article publié dans la *Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1900, sur la « Crise des campagnes et des villes ».

(2) L. WUARIN, *loc. cit.*

facilité la culture d'une plus grande étendue de terres. Mais les procédés de la culture égyptienne ne sont pas encore bien perfectionnés (1) et si la superficie cultivée est aujourd'hui plus grande, la terre qu'on exténue sans l'amender, produit de moins en moins, de sorte que la production nationale augmente, mais le rendement de chaque feddau tend à diminuer. C'est surtout cela qui rend difficile la situation des producteurs égyptiens. Aujourd'hui ceux-ci, adoptant les procédés de culture intensive, rendront à la terre, en engrais, les matières fertilisantes qui lui sont enlevées, lorsqu'aussi l'usage des machines aura diminué les frais d'exploitation, la baisse des prix sera compensée dans une large mesure, par l'augmentation du rendement de la terre. Les grandes étendues naguère incultes et mises en culture aujourd'hui en Amérique, en Russie, dans l'Inde et en Chine ont, nous l'avons déjà dit, jeté une grande perturbation dans le marché et produit successivement des diminutions notables dans les prix. Mais il est certain que le cultivateur égyptien, en suivant les procédés perfectionnés de culture, pourra mieux que tout autre producteur supporter les conséquences de cette crise générale, car outre que ses besoins sont bien moindres que ceux du cultivateur d'Europe, sa terre est des plus fertiles, et cette fertilité est partout connue et vantée. Insister après

« Les instruments aratoires qui figurent sur les hypogées des premières dynasties humaines sont à peu de chose près les mêmes que ceux employés par le fellah de nos jours » V. PIOT BEY, *loc. cit.*

tant d'autres sur ce fait évident et vouloir prouver que toute la richesse de l'Egypte réside dans son sol, c'est tomber dans les lieux communs.

Malgré cela, M. le duc d'Harcourt qui conteste tout aux Egyptiens, va jusqu'à leur contester même la fertilité de leur sol : « Ce serait, en effet, dit-il, une erreur de croire que le sol de l'Egypte soit particulièrement fertile, que les récoltes y soient très fortes : pour le blé, par exemple, dans les terrains submergés par l'inondation du Nil, le rendement *moyen*, accusé par la statistique, est de quatorze hectolitres quarante litres à l'hectare, tandis que dans les *bonnes* terres du nord de la France, il s'élève normalement à trente-deux hectolitres, et peut s'élever beaucoup plus haut encore dans des circonstances favorables (1)...

Remarquez d'abord que M. le duc d'Harcourt compare le *rendement moyen des terrains submergés par l'inondation* du Nil avec le rendement normal des *bonnes terres* du nord de la France. Il omet de nous dire, et ce à dessein, si les terrains submergés par l'inondation sont de bonne qualité comme les terres de France auxquelles il les compare. Il manquait cet éclaircissement pour que son erreur fût patente. En effet, chez nous, le feddau bien engraisé dans les bonnes terres, comme celles de la Moudirieh, de Menoufieh, peut donner jusqu'à 20 ardebs, soit 39 hectolitres, 60 litres ; la superficie du

(1) *L'Egypte et les Egyptiens*, page 260.

feddau étant de 4,200 m. c., l'hectare donnerait donc 94 hect. 24 litres. Après le blé, ce même feddau donne encore une quantité égale de maïs, puis on y sème du *bersim*, plante herbacée du genre du trèfle servant à la pâture des bestiaux, et tout cela dans l'espace de douze mois, de novembre à décembre de l'année suivante.

Il est donc évident que, dans les régions où la terre est fertilisée par les engrais, son rendement est merveilleux. Mais jusqu'au jour où ces procédés d'amendement et de perfectionnement de l'art agricole se seront introduits partout, le producteur égyptien devra pâtir de la situation malaisée créée par la crise actuelle.

Cette crise s'est compliquée en 1899 et en 1900 de fluctuations très grandes dans les cours, ce qui a occasionné la ruine de beaucoup de petits et de grands propriétaires, entraînés dans des spéculations de Bourse. Parmi ces victimes de la spéculation, les seules véritablement dignes de plainte sont les petits propriétaires, poussés à ce gouffre par des courtiers et tous les lanceurs d'affaires qui font miroiter à leurs yeux éblouis l'espoir d'un enrichissement facile, un simple coup de filet à la Bourse, et les conduisent à la ruine, au moyen de cet appât irrésistible. Le gouvernement devrait mettre un frein à ces spéculations folles, qui commencent à devenir la tombe des petites fortunes; le public qui n'entend généralement rien du tout aux questions de Bourse, s'abandonnant avec confiance à des courtiers plus ou

moins honnêtes qui spéculent pour lui au gré de leur caprice ou de leur mauvaise foi.

Nous ne voulons pas demander au législateur égyptien d'établir une distinction entre les marchés à terme réels et les marchés à terme fictifs, qui ne sont qu'un simple pari sur les cours, et d'interdire ces derniers, en leur opposant l'exception de jeu. Cette distinction est presque impossible à établir ; en effet, une vente à terme sérieuse peut ne pas se résoudre par une livraison effective, si l'acheteur laisse revendre à ses risques en cas de baisse, en ne payant que la différence des cours (1). On ne peut non plus demander la prohibition complète des marchés à terme, qui sont d'une incontestable utilité (2). Le législateur égyptien doit donc se résoudre, comme le législateur français en 1885, à maintenir la validité des marchés à terme et à exclure l'exception de jeu, qu'on pourrait leur opposer. Mais si les nécessités du commerce lui interdisent toute action directe sur les opérations de Bourse, il lui incombe de réglementer la profession de courtier pour en interdire l'exercice aux personnes inaptes ou malhonnêtes. Il est certain, en effet, que si les courtiers avaient été régis par un règlement gouvernemental ou même corporatif, les spéculations auraient été moins effrénées et les pertes beaucoup moindres. Ces pertes sont aujourd'hui si considérables que plusieurs personnes ont refusé de payer, se retrans-

(1) et (2). V. Ch. LYON-CAEN et L. RENAULT. — *Manuel de Droit Commercial*. Voir également, *Traité de Droit commercial*, des mêmes auteurs, t. IV.

chant, comme les spéculateurs français en 1882, derrière l'exception de jeu ; car, chez nous, aucune loi spéciale n'a été faite pour maintenir, d'une façon absolue, la validité des marchés à terme et pour priver les spéculateurs du droit d'invoquer cette exception. La question est actuellement pendante devant les tribunaux, dont on attend la décision avec anxiété. Déjà le tribunal mixte de 1^{re} instance du Caire, saisi de ces affaires, a rendu un jugement défavorable aux spéculateurs. Cette issue, à supposer qu'elle ne soit pas strictement conforme aux prescriptions de la loi, est un triomphe de la morale et de l'équité. Admettre les principes dont se prévalaient les spéculateurs malheureux pour se dérober au paiement de leurs dettes, alors surtout qu'ils n'avaient eu aucun scrupule à empocher les bénéfices, ce serait donner une arme à la mauvaise foi et une prime à l'immoralité. C'est pourquoi nous pensons que la Cour mixte ne manquera pas de confirmer le jugement de première instance, au cas où ces affaires de Bourse seraient portées devant sa juridiction.

Enfin l'année 1900 s'est présentée sombre et menaçante pour les cultivateurs, la crue du Nil ayant été plus basse qu'elle ne le fut jamais depuis que les cotes du fleuve sont enregistrées au Ministère des Travaux publics. Pour tâcher de sauver la récolte cotonnière, le gouvernement a dû retarder jusqu'à l'inondation prochaine la culture du maïs, qui est d'un intérêt vital pour le fellah, puisque c'est le maïs qui forme sa principale

et presque unique nourriture. Malgré cela, la production cotonnière de l'année 1900 a été très éprouvée ; on peut évaluer le déficit total à 25 %. Le relèvement des prix a compensé heureusement le déficit de la récolte. Mais, en revanche, le prix des bestiaux, des semences et des conditions générales de la vie a presque doublé.

Pour faire face à toutes les difficultés de la situation présente et aux multiples dépenses qui lui incombent dans le courant de l'année, dépenses d'exploitation et dépenses personnelles, le petit propriétaire est bien obligé de recourir à l'emprunt.

TROISIÈME SECTION

LE PETIT PROPRIÉTAIRE ET LES USURIERS

Les institutions de crédit et les relations fiduciaires qui n'atteignent leur plein développement que chez les peuples de civilisation avancée, sont encore assez restreintes dans ce pays et les banques se montrent ici d'une circonspection extrême, surtout quand il s'agit du fellah. Celui-ci ne peut obtenir de l'argent qu'en hypothéquant ses biens au Crédit foncier Egyptien ou en s'adressant aux simples particuliers.

Or, le Crédit foncier se montre également très défiant, et avec raison ; il n'accepte pour gage que des biens dont les titres de propriété sont, soit des actes authentiques, soit des actes sous seing privé transcrits depuis au

moins cinq ans, délai au bout duquel prescrit le possesseur avec juste titre (1). D'autre part, la somme *minima* qu'il consentait à prêter était de 300 L. E. (2); en 1899, sur les instances réitérées du gouvernement, ce chiffre fut réduit à 100 L. E.; mais ce minimum lui-même reste trop élevé pour le petit cultivateur. Il faut enfin ajouter que le fellah a souvent peur du Crédit foncier, car il craint de se voir exproprié de sa terre, s'il ne paie pas à l'échéance et il *n'est pas habitué à l'exactitude dans les paiements*.

Il faut donc qu'il ait recours aux simples particuliers. Ceux d'entre eux qui veulent se contenter d'un intérêt raisonnable, ne lui prêtent point, car il a la réputation d'un mauvais débiteur; d'ailleurs, les placements de toute sécurité et qui sont honnêtement lucratifs ne manquent pas en Egypte. Seuls, les audacieux ne craignent pas d'entrer en relations avec le fellah, et suivant le dic-

(1) Le Crédit foncier égyptien, société anonyme au capital de 80 millions de francs, fut fondé en vertu d'un firman du khédive en date du 15 février 1880. Dans les premiers temps de son existence, il faillit sombrer sous le coup de plusieurs prêts malheureux qu'il avait consentis sur des terrains de valeur dérisoire. Pour éviter un désastre, il dut lancer, le 1^{er} mai 1886, 400.000 obligations à lots, à 250 fr. l'une, portant intérêt à 3 0/0, dont il amortit un grand nombre chaque année. Aujourd'hui, il s'entoure des précautions les plus minutieuses. Il fait visiter et estimer le terrain à hypothéquer par des personnes compétentes et honnêtes, se fait délivrer des certificats par le bureau des hypothèques des trois tribunaux mixte, indigène et mehkémé, par le cheik du village et le percepteur des impôts. Toutes ces formalités longues et coûteuses éloignent du Crédit foncier les petits emprunteurs.

(2) La livre égyptienne vaut 25 fr. 923525.

ton connu, ils ne tardent pas à être favorisés de la fortune : *audaces fortuna juvat*. Ce sont les chevaliers de l'usure qui lui prêtent largement sur sa simple signature ou son cachet et qui l'exploitent de la façon la plus honteuse.

Dans un village arrive, pour y ouvrir boutique, un individu d'apparence misérable; il commence à vendre très cher des objets frelatés et des marchandises de qualité inférieure; en même temps il pratique l'usure en petit, prêtant 2 fr. 50 (10 P. E.) pour en avoir 3 fr. 75 (15 P. E.) une semaine après, au jour du marché, où son débiteur pourra vendre quelque chose. A la fin de l'année, il a gagné de quoi agrandir son commerce et y introduire plus de choix; le prêt continue aussi, se développant de plus en plus. Bientôt cet homme jusque-là obscur, devient une personnalité marquante et s'octroie le nom de banquier. Alors voici comment il opère.

Un fellah a besoin d'argent, il lui prête ordinairement la livre sterling (97 P. E. $1/2$) à 125 P. E. C'est du 27 $1/2$ %. Rarement ce taux est réduit à 25 % (1), le plus souvent, il atteint 30 %. Le prêteur écrit un billet à ordre de la somme due et y appose le cachet du fellah qui, ne sachant pas lire, cachète de confiance. Cet intérêt moyen de 27 $1/2$ %, déjà excessif, n'est, en réalité, qu'une partie des bénéfices que l'usurier compte réaliser.

(1) Il y a quelque temps, les intérêts étaient beaucoup plus usuraire, on prêtait la livre à une livre et demie à la récolte.

Voici quelles sont ses autres sources de bénéfices : D'abord il prête toujours jusqu'au mois d'octobre, c'est l'époque où le fellah récolte son coton. A quelque moment de l'année que l'emprunteur se présente, l'intérêt est calculé pour l'année entière et la somme est exigible en octobre (que les habitants appellent le mois des usuriers). Quelquefois le cultivateur est obligé d'emprunter en juin ou en juillet, pour acquitter la partie de l'impôt foncier échue à cette époque ; il faut qu'il paie quand même, jusqu'au mois d'octobre, l'intérêt d'une année entière. Que de désenchantements et de honteuses exploitations ce mois d'octobre réserve au pauvre fellah !

L'échéance est arrivée, quelquefois sans qu'il s'en doute, le calendrier grégorien lui est inconnu et d'ailleurs le connaîtrait-il que ce serait le plus souvent la même chose ; *le fellah n'aime pas l'exactitude, il ne peut payer à l'échéance*. Quand le créancier se présente, réclamant son argent, le coton n'est pas encore récolté : le fellah tremble instinctivement à la vue de ce créancier. Autrefois quand on ne le payait pas à l'échéance, il se plaignait aux autorités communales qui, sans autre forme de procès, lui permettaient de se payer en chassant le débiteur de son champ et de sa maison et en se les appropriant. Le souvenir de ces injustices inouïes conserve à l'usurier son terrorisant prestige de jadis. N'étant pas encore en mesure de le payer, le débiteur lui vend son coton à un prix de beaucoup inférieur aux cours du jour qu'il ne connaît pas ; dans son village éloigné de tout centre, il n'a aucun

moyen de se renseigner. Le prix du coton subit de fréquentes et brusques variations ; le Kantar peut hausser ou baisser de plus de 10 piastres en un jour. L'usurier qui est tenu au courant, par les dépêches que ses correspondants dans les villes lui envoient sans cesse, abuse de cet avantage considérable. Le village entier est sous l'impression d'une baisse survenue il y a une semaine.

Depuis deux jours, les prix se sont relevés, et les villageois n'en savent rien encore. C'est alors que l'usurier se présente, mettant à ses débiteurs le couteau sous la gorge et les forçant à lui vendre leur coton au prix le plus bas. C'est le troisième bénéfice sur lequel il comptait, mais ce n'est pas le dernier. Cet impitoyable bourreau attend encore sa victime pantelante à la livraison de la marchandise, pour lui porter un dernier coup. Le coton doit être pesé, c'est l'acheteur qui le pèse, et il vole sur le poids de la façon la plus éhontée et la plus révoltante.

En Égypte, on en est encore à un instrument de pesage imité de la *balance romaine* et qu'on appelle *Sibia*, instrument dont l'usage est très peu commode ; il faut en avoir eu une longue habitude pour savoir le manier ou le contrôler.

Le gouvernement, pour diminuer les abus auxquels une pareille balance peut donner lieu, avait désigné des peseurs publics et réglementé leur profession, en même temps qu'il faisait percevoir un droit de pesage au profit de l'État. Mais un décret du 31 décembre 1889 a rendu libre la profession de peseur et a supprimé le droit de

pesage perçu au profit de l'État. En même temps, ce décret rapportait l'interdiction faite autrefois aux particuliers de détenir des instruments de pesage (1).

Plus rien ne s'oppose donc aux vols commis sur le poids par ces commerçants sans conscience. Si le vendeur ne s'y entend pas et se laisse voler de bonne grâce, tout est dit. Si, par hasard, il veut contrôler, s'aperçoit du vol et proteste, l'acheteur lui fait catégoriquement entendre qu'il exige l'abandon d'un poids déterminé, parce que le coton est de mauvaise qualité ou bien parce qu'il est *humide*. Il faut avouer que les fellahs, ayant la certitude qu'ils seront volés sur le poids, croient se rattraper un peu en imbibant leur coton d'eau, pour qu'il pèse davantage. L'acheteur ne manque pas de s'apercevoir de cette ruse grossière et il en prend prétexte pour voler à son aise et sans retenue. Presque toujours le vendeur cède, tant est grande la fascination que l'usurier exerce sur lui. Et puis, il ne faut pas qu'il l'indispose, car il aura encore besoin de ses services.

En effet, volé par le taux exorbitant d'un intérêt usuraire, volé sur le prix et sur le poids, son coton ne peut suffire à payer ce qu'il doit et à lui donner l'argent nécessaire à ses frais d'exploitation et à ses dépenses personnelles pour l'année suivante. On s'accorde donc pour renvoyer le paiement d'une forte partie de la somme due à l'année suivante ; de sorte que le fellah, une fois entré

(1) V. Répertoire de Phil. GELAT.

en relations avec les usuriers, ne peut plus se débarrasser du carcan qu'ils lui mettent au cou, et tous les produits de sa terre, qu'il a travaillée sans relâche, lui, sa femme et ses enfants, suffisent à peine à payer les intérêts que ces usuriers lui réclament.

En additionnant à la fin de l'année les bénéfices qu'il a ainsi réalisés, l'usurier a un *minimum* que l'on peut évaluer à 60 ou 70 0/0. A ce compte, il s'enrichit bien vite et se retire dans son pays d'origine, pour vivre des revenus d'une fortune gagnée aussi honnêtement.

Outre ces usuriers des campagnes, il y a aussi ceux des villes qui ne procèdent pas autrement et ne réalisent pas moins de bénéfices.

Ce tableau est bien triste et bien sombre, il n'est nullement exagéré. Tous ceux qui ont passé quelque temps dans nos campagnes ont pu voir s'accomplir ces infâmes exploitations que protègent, dans une certaine mesure, les privilèges consulaires et contre lesquelles la loi est désarmée et la répression impuissante. Et l'on peut soutenir hardiment que, de tous les cultivateurs du monde civilisé, le fellah égyptien est la plus grande victime de l'usure et l'être le plus indignement exploité.

QUATRIÈME SECTION

REMÈDES A LA SITUATION DU PETIT PROPRIÉTAIRE.

Depuis longtemps le gouvernement égyptien s'est rendu compte de cette exploitation systématique du

fellah, sans pourtant lui trouver un remède efficace. Le mal est, il faut le dire, difficile à guérir. Le fellah n'est pas un mauvais débiteur, comme certains le croient, mais il a le grand défaut de ne jamais payer à l'échéance. L'inexactitude est dans sa nature et le mot demain veut dire dans sa bouche quinze jours ou un mois. « Imprévoyant jusqu'à l'aveuglement, le fellah emprunte autant qu'il peut, à des taux toujours très élevés, sans s'inquiéter de l'échéance qui lui réserve de très désagréables surprises (1). » Cette imprévoyance s'explique par la condition sociale du fellah, pareille à celle des hommes primitifs, et par un fatalisme ignorant et aveugle, le poussant à satisfaire le besoin présent qui le presse et l'empêchant de faire des prévisions d'avenir. Or, il faut que l'homme soit habitué par son éducation et par son genre de vie à faire un certain effort mental, à se familiariser avec l'abstraction, car l'avenir n'est pas autre chose qu'une abstraction, pour qu'il puisse être prévoyant et pour qu'il ne vive pas au jour le jour. Le fellah encore ignorant et inculte, dépense allègrement ce qu'il a, sans se préoccuper de l'échéance de demain, et, comme le sauvage dépeint par Montesquieu, il coupe l'arbre au pied pour avoir le fruit (2). C'est une difficulté véritable qu'il faut à tout prix surmonter pour arriver à combattre l'usure. Nous allons voir comment le gouvernement a essayé d'en triompher, en examinant

(1) PIOT BEY. — *Loc. cit.*

(2) V. GIDE. — *Loc. cit.*

les mesures qu'il a prises pour réprimer l'usure et pour protéger la petite propriété (1). Avant de chercher un remède efficace à l'usure, le gouvernement avait voulu savoir si les cultivateurs acceptaient facilement d'abandonner les petits banquiers des villes et des campagnes pour emprunter à meilleur compte et s'ils étaient de bons ou de mauvais débiteurs. Pour cela, il leur prêta en 1896, la somme de 10.000 L. E. à titre d'essai. Cet essai démontra qu'ils acceptaient avec joie tout moyen leur permettant d'emprunter à peu d'intérêt mais que, malgré la crainte que le gouvernement inspire au fellah, la rentrée des sommes prêtées ne s'effectuait qu'avec peine. En 1898, une société anonyme anglaise fonda la « National Bank of Egypt » dont la direction fut confiée à Sir Elwin Palmer, financier très habile qui occupa pendant quelque temps le poste de Conseiller au Ministère des Finances. Cette banque ayant, entre autres buts, celui de venir en aide aux petites gens, en leur permettant d'emprunter à court délai, reçut l'approbation et l'appui du gouvernement égyptien, qui crut trouver enfin la solution du problème qu'il cherchait depuis si longtemps à résoudre. Pour remédier à l'inexactitude du fellah et faciliter à la « National Bank » la rentrée de son argent aux échéances, un décret khédivial ordonna aux *sarafs* (percepteurs des impôts) de recouvrer les sommes dues à la « Bank » par les cultivateurs en même temps

(1) Tous les renseignements qui vont suivre sont tirés des Rapports annuels de Lord Cromer et sont d'une exactitude rigoureuse.

et de la même façon que l'impôt foncier. La « Bank » commença à prêter à titre d'essai, dans le *Markaz* (commune) de Bilbeis, qui compte soixante-huit villages, dont cinquante appartenant à de petits propriétaires. Elle prêta 4.780 L. E. à 1.580 petits propriétaires au printemps et au commencement de l'été de 1899 ; toutes ces sommes devant venir à échéance à l'automne de la même année. Sir Elwin Palmer déclara à Lord Cromer, à la fin de l'année 1899, qu'il était pleinement satisfait de cet essai et que toutes les sommes prêtées étaient intégralement rentrées par le moyen des percepteurs des impôts (1).

Mais la dette du fellah est de deux catégories : il y a, d'abord, les petites sommes qu'il emprunte au commencement de l'année et qu'il paye à l'époque du coton, c'est ce qu'on pourrait appeler le fonds de roulement nécessaire à l'exploitation du sol ; à côté de cela, il y a les sommes qu'il emprunte dans le courant de l'année pour des motifs multiples, qui sont plus considérables que les *premières* et à *échéance plus longue*. Il est certain que, si la National Bank se bornait à consentir les prêts de la première catégorie, elle ne pourrait rendre aux cultivateurs un bien grand service ; car la dette dont le poids est le plus lourd est celle de la deuxième catégorie, à cause des intérêts excessivement usuraires que se font payer les petits banquiers habitant les villes et les cam-

(1) Rapport de Lord Cromer pour l'année 1899.

pagnes. Il suffit que le fellah fasse un de ces emprunts pour qu'il soit pris dans l'engrenage d'un endettement d'où il lui est impossible de sortir, quelque petite que soit la somme qu'il a empruntée à l'origine. C'est dans ce but que la National Bank a consenti à prêter 26,720 L. E. payables *en cinq annuités*, toujours dans le Markaz de Bilbeis.

Les prêts quinquennaux diffèrent des prêts venant à échéance dans la même année, en ce que ces derniers ne peuvent être inférieurs à 50 P. T. ni dépasser 20 L. E. et qu'ils sont consentis sur simple signature à toutes personnes payant une cote foncière; tandis que les premiers sont de 10 à 200 L. E. et ne sont consentis que sur hypothèque.

Il était à craindre que la « National Bank » ne retirât pas de ces petites opérations un bénéfice équivalent à sa peine et aux frais qu'elle est obligée de faire. Aussi le gouvernement a-t-il pensé qu'il fallait lui assurer un bénéfice suffisant, afin de lui permettre de continuer ces petits prêts et de délivrer le fellah des usuriers qui le dépouillent. Aussi a-t-elle été autorisée à percevoir 1 % à titre de commission pour ses agents dans les villages, en sus du taux de 9 % qui est l'intérêt conventionnel maximum permis par la loi (1). Sur ces 9 % on évalue qu'il y aura 3 % de frais et que le bénéfice net de

(1) L'intérêt légal est de 5 % en matière civile et de 7 % en matière commerciale, l'intérêt conventionnel ne peut jamais être supérieur à 9 %. (Décrets du 10 juillet et du 7 décembre 1892.)

la « National Bank » sera de 6 $\frac{1}{2}$ %, dont il faudra encore défalquer les créances irrécouvrables (1).

Il faut souhaiter que la « National Bank » puisse, moyennant ce bénéfice, étendre les opérations de petits prêts. Déjà, elle a commencé, en 1899, à prêter aux cultivateurs dans trois autres Markaz ; la somme de 100,000 L. E. leur a été consacrée, dont 25,000 L. E. venant à échéance dans la même année et 75,000 L. E. destinées à des prêts sur gage pour une durée de cinq ans. D'autres agents de la « Bank » viennent d'être désignés récemment dans la Basse-Egypte pour faire ces opérations dans plusieurs villages. De plus, la Caisse de la Dette fait à la « Bank » des avances de fonds moyennant un léger intérêt, pour l'aider à développer encore les petits prêts aux cultivateurs dont on augure grand bien.

Voilà ce que le gouvernement égyptien et la « National Bank » ont fait pour venir en aide au fellah et pour alléger le poids de ses dettes ; c'est certainement un grand pas en avant. Mais nous ne sommes pas encore à l'heure où il sera débarrassé de toutes les entraves qui l'empêchent de jouir du fruit de sa peine. Comme le dit Lord Cromer lui-même à qui revient l'honneur d'avoir patronné les petits prêts aux cultivateurs, la « National Bank » en est encore à la période d'essai (2). On ne peut affirmer qu'elle rencontrera partout les mêmes facilités qu'elle a rencontrées dans les communes où l'expérience

(1) V. Rapport de Lord Cromer, 1899.

(2) Rapport pour l'année 1899

de ces petits prêts a été faite. Il faut longtemps aussi pour qu'elle obtienne la confiance de la majorité des cultivateurs, surtout à cause du privilège qu'elle a obtenu de faire rentrer son argent au moyen de la saisie administrative ; car rien ne fait trembler les cultivateurs comme les mesures administratives dont ils n'ont pas encore oublié la rigueur et les injustices d'antan. Forcés dans leurs derniers retranchements, les usuriers pourraient d'ailleurs réduire leurs taux et, par ce moyen, ils garderaient leurs clients, le fellah préférant payer 4 ou 5 % en plus à un prêteur accommodant, plutôt que de s'exposer, pour un simple retard, à une saisie administrative et à une exécution sommaire.

Mais, si le grave problème de l'usure n'a pas encore été complètement résolu, il est nécessaire que le gouvernement prenne certaines mesures propres à sauvegarder les intérêts des petits propriétaires et à améliorer leur situation. C'est d'abord à l'instruction des masses qu'il doit faire appel, pour combattre le fléau de l'usure et pour réfréner l'exploitation éhontée du fellah par tous ceux qui spéculent sur son ignorance et sa simplicité. Il faut aussi qu'il prenne les dispositions nécessaires pour faire parvenir aux habitants des campagnes les informations relatives aux prix des produits agricoles, notamment à celui du coton, afin d'empêcher des surprises et des lésions regrettables ; il doit aussi contrôler et réprimer sévèrement le vol sur le poids des marchandises.

Mais la mesure la plus humanitaire et la plus propre à alléger les charges des petits propriétaires, c'est la diminution de l'impôt foncier dont le poids les écrase. Cette mesure s'impose car la contribution foncière est lourde à tel point qu'elle en devient insupportable (1); alors qu'en frappant d'une imposition très légère les divers produits de l'activité économique, on pourrait soulager le propriétaire foncier, tout en augmentant les ressources du Trésor. Il est souverainement injuste d'exonérer de l'impôt les revenus du commerce, de l'industrie et des professions, ainsi que tous les titres représentant la fortune mobilière, qui se développe considérablement en Egypte, pour faire peser toutes les charges publiques sur le dos du cultivateur, lorsqu'au contraire l'intérêt économique de ce pays, qui vit de l'agriculture, commande de dégrever la terre autant que possible, afin de favoriser l'emploi des procédés perfectionnés, mais coûteux, de l'art agricole. Cette façon de faire peser sur les cultivateurs la plus grande partie des charges publiques, outre qu'elle est injuste, est donc aussi anti-économique, car elle décourage les améliorations du système de culture et l'emploi de grands capitaux dans les entreprises agricoles qui ne sont déjà que trop routinières, en Egypte.

Si maintenant on se place au point de vue de *son inci-*

(1) En France, où l'on se plaint de la lourdeur de l'impôt foncier, il n'atteint, avec les centimes additionnels, que 9 %; en Egypte cet impôt est de 28 % calculés sur le revenu net du propriétaire.

dence, on trouve que cet impôt est d'autant plus lourd qu'il se répercute exclusivement sur le propriétaire. En effet, il lui est impossible de faire supporter une partie de cette charge au fermier ou au consommateur des produits agricoles, à cause de la crise que nous avons déjà signalée et qui, depuis vingt ans, a avili considérablement les prix des produits et des fermages.

Le mode d'imposition adopté en Egypte semble être inspiré du système de *l'impôt unique* sur la terre prôné par l'école des physiocrates et par l'économiste américain Henri George ; il participe de toutes les critiques que l'on a, à juste titre, adressées à ce système dont le principal défaut est de décourager le progrès agricole en enlevant au propriétaire la plus-value qu'il a donnée au sol par son travail et ses avances (1).

Cependant le gouvernement égyptien, nous devons lui rendre cette justice, s'est depuis longtemps aperçu des vices de notre organisation fiscale et des préjudices qui en résultent ; mais, attristante considération ! il n'est pas libre de la réformer et de répartir plus équitablement les charges publiques. Les privilèges capitulaires qui ont pris, dans ce pays, une extension abusive, d'une part ; et d'autre part, l'ingérence de l'Europe dans toutes ses affaires, depuis qu'il s'est trouvé son débiteur (alors que certains Etats se débarrassent de leurs créanciers en recourant à la banqueroute), sont de puissantes entraves

(1) V. GIDE. — *Principes d'économie politique*.

à sa liberté (1). Il en résulte pour lui, au point de vue international, une situation anormale, une sorte de *maxima capitis diminutio* qui amoindrit singulièrement sa souveraineté ainsi que l'autorité et le respect auxquels il a droit; elle gêne aussi considérablement le développement de ses facultés économiques. Pour que l'impôt foncier pût être réduit, il faudrait créer de nouvelles taxes; or, les étrangers ne peuvent y être soumis sans le consentement de leurs puissances respectives: et, à moins de substituer à une partie de l'impôt foncier trop lourd, mais équitable, parce qu'il grève tous les propriétaires fonciers tant indigènes qu'européens, un nouvel impôt qui serait inique, parce qu'il ne grèverait que les égyptiens seuls, le gouvernement est bien forcé de garder le *statu quo*.

En 1891, après de longues et laborieuses négociations, un décret soumettant les étrangers à l'impôt de la patente fut promulgué avec l'acceptation des puissances. C'était justice; les indigènes payaient cet impôt et on ne pouvait permettre qu'ils continuassent à le payer à l'exclusion des Européens, d'autant plus qu'il était léger et très supportable.

(1) Par la loi de Liquidation, l'Egypte est sortie de la crise financière où elle se trouvait « avec l'intérêt de sa dette considérablement diminué et se trouva en mesure, encore une fois, de faire face à ses engagements; mais elle en sortit les pieds et les mains liés, incapable de respirer sans le consentement de l'Europe. » *L'Angleterre en Egypte*, par Sir A. MILNER, traduit. de M. Mazuc.

Cependant, dès son apparition, il souleva une tempête de protestations et des clameurs telles que le gouvernement dut le supprimer en 1892 aussi bien pour les indigènes que pour les étrangers, car on ne pouvait sans iniquité, le faire supporter uniquement par les premiers.

Le privilège d'être exonéré des impôts, reconnu aux étrangers, constitue maintenant un anachronisme. A l'époque où il fut établi, il se comprenait très bien, car alors les étrangers étaient dans une situation d'infériorité marquée vis-à-vis des indigènes et ils ne bénéficiaient pas des avantages accordés à ces derniers. Mais, dans l'Egypte d'aujourd'hui, les étrangers profitent de tous les bienfaits du régime actuel autant sinon plus que les indigènes. Pourquoi donc ne supporteraient-ils pas la part qui leur incombe dans les dépenses publiques et pourquoi toutes ces entraves humiliantes à la liberté du gouvernement égyptien ?

CHAPITRE IV

LE FELLAH OUVRIER AGRICOLE

En comparant les chiffres fournis par les deux recensements officiels faits, en 1882 et 1897, sous la direction de M. Boinet Bey, nous trouvons que la population agricole égyptienne était en 1882 de 4.199.671 âmes et qu'elle constituait les 61,7 % de la population totale du pays que le recensement de cette année estimait à 6.806.381 habitants. Le recensement de 1897 donne 9.734.405 âmes de population totale dont 6.208.073 habitants de population rurale ; celle-ci constitue par conséquent, en 1897, les 63,8 % du chiffre total des habitants.

Il y a donc eu, dans l'espace de quinze ans, une augmentation notable du nombre des campagnards, en même temps qu'une augmentation dans la proportion entre la population rurale et celle des villes. Cette constatation statistique est d'une grande importance au point de vue économique et social. Elle prouve que

l'Égypte n'est pas atteinte de ce grave changement introduit dans la structure intérieure des nations d'Europe par l'exode vers les villes qui draine le personnel des champs et dépeuple les campagnes. Cette migration vers les centres urbains, avec ses profondes et multiples répercussions sur le bien-être général et la rupture de l'équilibre démographique qui en est la conséquence, constitue, on peut le dire, un des événements les plus caractéristiques et les plus alarmants du siècle finissant, « qui ne nous a pourtant pas épargné les surprises » (1). Pour marquer nettement les caractères de cette évolution, mettons, en regard des chiffres fournis par la statistique égyptienne, quelques chiffres empruntés à un article de M. Louis Wuarin sur « la crise des campagnes et des villes » (2). En Angleterre en 1851, on comptait 49 % de population agricole; en 1888, 40 % seulement. En Allemagne en 1872, 63,9 %; en 1885, 56,3 % et en 1890, 52,96 %. A cette heure, cette proportion est tombée en Allemagne à 50 %. Enfin, en France, en 1886, il y avait 17 millions 700.000 habitants de population agricole; en 1891, cette population est tombée à 17 millions 400.000 habitants contre 20.900.000 dans les autres professions.

Pourquoi donc l'attrait des villes, qui attire irrésistiblement vers elles les populations rurales en Europe,

(1) LOUIS WUARIN. — La crise des campagnes et des villes. *Revue des deux mondes*, 15 juin 1900.

(2) WUARIN. — *Loc. cit.*

n'a-t-il pas réussi à séduire le fellah ? Cela s'explique par plusieurs raisons dont voici les principales : C'est d'abord l'esprit de conservatisme qui attache solidement nos fellahs à leur foyer et à leur genre de vie ; et cet amour du foyer est encore augmenté par leur sobriété native qui dédaigne le luxe et le bruit des villes. D'autre part, et c'est certainement la raison principale, l'agriculture est la seule importante source de travail, dans un pays où il n'y a guère de grandes industries attirant vers elles les populations rurales et leur offrant un travail facile, continu et rémunérateur.

A ces raisons, on peut en ajouter d'autres qui retarderont chez nous la désertion des travaux champêtres. L'instruction, qui a pénétré en Europe dans les couches les plus profondes de la société, surtout dans les pays où cette instruction est rendue obligatoire, et qui a ouvert au paysan de vastes horizons d'ambition et de grandeur, lui a fait jeter le manche après la cognée, pour le pousser vers les villes, où les ambitieux réussissent quelquefois. Par surcroît, les institutions démocratiques et le suffrage universel ont fait de chaque individu un candidat possible aux hautes fonctions et à la direction du char de l'Etat ; et ce beau mirage a surexcité singulièrement les désirs et échauffé les imaginations. Or, nos fellahs sont encore illettrés et leurs désirs se limitent à bien peu de choses. Quant aux ambitions politiques, ils en sont bien éloignés ; ils n'ont aucune prétention à la direction des affaires

publiques et tout ce qu'ils demandent, c'est que ceux qui les dirigent les laissent vivre en paix.

Toutes ces raisons, en même temps qu'elles expliquent le peuplement de nos campagnes, sont également une garantie d'avenir ; elles permettent d'espérer que l'agriculture égyptienne ne souffrira pas de longtemps du manque de bras qui préoccupe à un si haut degré, et non sans raison, les gouvernements et les économistes en Europe.

De la population agricole composée de propriétaires vivant sur leurs domaines, de fermiers et d'ouvriers, ce sont incontestablement ces derniers qui forment la masse la plus importante. On peut les distinguer en deux grandes catégories : les ouvriers *attachés à perpétuelle demeure* au domaine d'un propriétaire qu'ils cultivent à la part ou à la journée, et les journaliers libres qui louent leur travail à la journée, à des salaires variables selon les localités, l'urgence du travail et l'abondance ou le manque de bras, mais ne dépassant que fort rarement le taux maximum de 0,75 centimes. Dans les deux sections suivantes, nous allons étudier la situation de ces deux catégories d'ouvriers.

PREMIERE SECTION

OUVRIERS AGRICOLES ATTACHÉS A UN DOMAINE

Les propriétaires terriens qui font valoir eux-mêmes leurs domaines, ou les personnes qui prennent ces domai-

nes en fermage, emploient quelquefois aux travaux agricoles des ouvriers qui s'établissent chez eux, d'une manière fixe, avec leurs femmes et leurs enfants. Le patron leur fournit le logement qui doit les abriter, logement exigü et misérable, que nous avons décrit dans le chapitre où nous avons parlé du fellah dans sa vie privée.

Le contrat qui préside au règlement de ce travail, contrat toujours verbal, revêt les formes les plus diverses ; mais il peut se ramener, quant à ses traits caractéristiques, aux deux contrats-types suivants : travail à la part et travail à la journée.

§ I. — Ouvriers agricoles à la part.

Quand les ouvriers sont engagés à la part, on leur accorde le quart, le cinquième ou le sixième de tous les produits du sol, quelquefois moins, suivant la productivité plus ou moins grande de la terre qu'ils cultivent. Cette part peut être évaluée, approximativement, bon an, mal an, à une moyenne de huit Livres (200 fr.). Hormis pour le coton, la part qui leur revient dans les autres produits leur est remise en nature, ils la reçoivent au moment où ces produits (blé, orge, fèves, etc.) sont emmagasinés. Quant au coton, qui constitue la partie la plus rémunératrice du rendement, il est entièrement pris par le patron qui le vend au moment et au prix qui lui sem-

blent les meilleurs, et la part qui en revient aux cultivateurs leur est remise en argent. En réalité, ils n'en touchent rien ; voici pourquoi :

Le cultivateur a dû se procurer, dans le courant de l'année, de quoi se nourrir, s'habiller, pourvoir aux besoins de sa famille, quelquefois se marier, enterrer un parent, etc. ; c'est au patron qu'il demande tout ce qu'il lui faut pour subvenir à ces besoins divers. On lui donne la quantité de maïs nécessaire à sa nourriture et à celle de sa famille et rarement une pièce blanche, exceptionnellement une pièce d'or, dans les grandes occasions, qui ne doivent pas se représenter souvent, par exemple quand il veut se marier. Un écrivain (souvent c'est un copte) tient la comptabilité du patron et passe au débit du compte courant des cultivateurs toutes les avances qui leur sont faites pendant l'année, et qui sont déduites de la part qui leur revient dans le prix du coton.

Les céréales et toutes les avances en nature sont arbitrairement estimées par le patron à un prix qu'il peut majorer à sa guise, sans contrôle ni protestation possibles. D'autres sommes sont également déduites de cette part : ce sont toutes les sommes que le patron a dû déboursier, durant l'exploitation agricole, pour se procurer une main-d'œuvre supplémentaire, lorsque le besoin s'en est fait sentir. Ainsi la cueillette du coton exige de grandes dépenses ; elle est faite par les femmes et les enfants des cultivateurs et par nombre d'autres enfants et femmes que l'on fait venir du voisinage, moyennant un sa-

laire de 50 à 60 centimes. Or cette cueillette est longue et difficile, et le salaire qu'elle exige enlève au cultivateur quelquefois le cinquième de ce que sa part de coton lui rapporte (1).

Après toutes ces déductions, il est bien rare, surtout si le propriétaire n'est pas d'une honnêteté scrupuleuse, qu'il reste encore quelque chose au cultivateur. Le plus souvent, le compte se solde en sa défaveur, et ce solde débiteur est reporté à l'année suivante. Bien des fellahs qui ont travaillé à la part pendant quatre ou cinq ans chez un propriétaire, se sont trouvés, au bout de cette période, débiteurs de plus de 40 Livres (1010 francs).

Cela explique le peu de productivité de ce travail quasi-servile et la surveillance étroite, de tous les instants, qu'il exige, pour que les cultures puissent prospérer. Quoi d'étonnant à ce que l'homme soit enclin à l'oi-

(1) Rien n'est curieux comme d'assister à la cueillette du coton. Dès avant le lever du jour, on voit une longue file de femmes et d'enfants de tout âge se diriger vers le champ, portant sur la tête leur repas de la journée : quelques galettes de dourah, et suivis de surveillants à figure sévère, le bâton à la main. Arrivé sur le champ dont le coton doit être cueilli, chaque ouvrier s'empare d'une rangée de cotonniers et avec une dextérité étonnante, prend dans les capsules les filaments de coton, encore tout humides de la rosée du matin, et les enfouit dans une grande poche qu'il improvise à cet effet au moyen de sa chemise et d'une ceinture qu'il passe à sa taille. Malheur à la femme ou à l'enfant qui oublie du coton dans les capsules, qui en laisse tomber par terre ou qui ramasse, avec le coton, une feuille morte : les coups pleuvent sur lui drus comme grêle. Cette fatigante besogne et cette surveillance tyrannique durent jusqu'au coucher du soleil, soit 12 heures de travail écrasant. Nous sommes loin, comme on le voit, de la réglementation du travail des femmes et des enfants !!!

siveté et à la négligence, lorsque son travail l'empêche seulement de mourir de faim ? C'est le contraire qui serait étonnant, parce qu'il témoignerait d'un désintéressement qui est au-dessus de la nature humaine.

Pour cette rétribution dérisoire, le fellah se doit tout entier au patron et sa situation ressemble beaucoup, quant aux obligations qui lui sont imposées, à la situation des vilains du moyen âge. Dans la première partie de ce travail, nous avons signalé les caractères de l'organisation de l'Egypte sous les Mamelouks, et montré qu'elle ressemblait, par plus d'un côté, à l'organisation féodale qui existait en Europe.

Quoique cette organisation ait vécu à présent, elle a laissé néanmoins de profondes traces ; nous en retrouvons les traits caractéristiques dans les rapports du propriétaire terrien et de ses ouvriers, de qui il peut exiger tous les services et toutes les corvées, qui lui doivent tout ce qu'ils ont, et lui demandent tout ce dont ils ont besoin. Sur son domaine, le patron s'arroge le droit de haut justicier, tranchant les différends et s'immisçant dans les questions de famille les plus intimes ; il va même, chose exorbitante, jusqu'à ordonner à son fellah de répudier sa femme, alors que celui-ci n'a contre elle aucun grief. En un mot, il a tous les droits et privilèges du seigneur féodal ; il pourrait même, si le caprice lui en prenait, ordonner à ses hommes de battre les étangs pour faire taire les grenouilles. Son pouvoir omnipotent ne se borne pas à l'ouvrier ; il s'étend

également à sa femme et à ses enfants, qu'il peut faire travailler au champ ou à son service personnel.

De toutes les prérogatives qu'il s'attribue, aucune ne lui est cependant reconnue par la loi. Elles sont toutes un vestige de l'organisation ancienne que les réformes récentes n'ont pas réussi à faire disparaître complètement, tant est grande la force de la coutume ! La loi de *l'évolution successive* a été posée en principe formel par la sociologie moderne, qui est arrivée, au moyen d'investigations multiples et d'une longue observation, à établir que les institutions ne peuvent se remplacer brusquement et sans transition, et que l'institution d'aujourd'hui contient les vestiges de l'institution d'hier, comme elle contient les germes de celle de demain. Quand une réforme vient remplacer une organisation existante, celle-ci disparaît d'abord des grands centres, où elle a été combattue le plus énergiquement ; alors elle se retire dans les villages où elle peut vivre en paix, pendant de longues années. C'est pourquoi les privilèges tyranniques du régime ancien, combattus dans les administrations et dans les grandes villes, se sont réfugiés dans les campagnes où ils ont trouvé un terrain propice à leur maintien ; parce que la misère des fellahs leur a fait accepter, comme une délivrance, cette situation de servitude, qui leur garantit, du moins, le pain de chaque jour et la protection du propriétaire contre les mille iniquités qui les désolaient jadis.

Aussi le respect et la terreur que son seul nom leur

inspire sont-ils vraiment incroyables ! Jamais nul ne songera à se plaindre du maître, ni à se révolter contre ses injustices et ses cruautés barbares. Autrefois, ce potentat, au petit pied, battait ses hommes jusqu'au sang, et, pour des riens, leur faisait subir le martyre le plus épouvantable, lequel pouvait occasionner la mort du patient sans que son tyran s'en émût. S'il ne va pas jusque-là aujourd'hui, il ne craint point d'employer la bastonnade et d'autres châtiments du même degré. Il peut aussi, quand il est mécontent d'un fellah, le renvoyer sur-le-champ, en le dépouillant de tout ce qu'il a, même s'il ne lui doit rien ; il lui enlève jusqu'à son misérable sarrau et ne le laisse partir qu'avec la *galabieh* (1) en loques qu'il a sur le dos ; il la lui arracherait bien, si elle pouvait avoir quelque valeur.

Quand les cruautés du maître atteignent un degré que le fellah, pourtant d'une patience admirable, ne peut plus supporter, il n'a qu'un seul moyen d'y échapper : s'enfuir la nuit, à l'insu des gardiens, en emportant ce qu'il a. S'il arrive à gagner le large, sans avoir éveillé l'alarme, il va offrir ses bras à un autre propriétaire ; bien des fois, il tombe de Charybde en Scylla.

Malgré cette situation peu enviable, les ouvriers agricoles qui travaillent à la part sont encore les moins malheureux, car ils sont sûrs d'avoir toujours le morceau de pain nécessaire à leur subsistance. Le propriétaire

(1) Chemise de coton.

est tenu de les nourrir, quelque énorme que soit la somme qu'ils doivent ; autrement, outre qu'ils ne pourraient pas travailler, ils ne tarderaient pas à le quitter, ce qui, en dépeuplant le domaine, lui ferait un tort considérable. Autrefois, cette suprême ressource faisait, elle-même, défaut au fellah : car son patron trouvait toujours un gouverneur complaisant, qui faisait rechercher le fugitif par la police, le rouait de coups et le remettait entre les mains de son maître. Mais aujourd'hui, si le fellah est esclave de la glèbe et du propriétaire, il peut, en s'enfuyant, rompre cette double chaîne, sans que la police ait le droit d'intervenir. Le maître ne peut le poursuivre que civilement, pour lui réclamer les sommes qu'il lui doit ; mais, misérable et sans fortune, il ne peut redouter les poursuites, et au jugement qui le condamne à payer, il oppose un *non possumus* tranquille.

§ II. — Journaliers attachés au domaine.

Bon nombre de vastes domaines sont exploités à la journée et non à la part. La situation des ouvriers qui y travaillent diffère de celle des journaliers dont nous parlerons dans la deuxième section de ce chapitre, en ce que les premiers sont attachés à un seul domaine et y vivent avec leur famille.

Voici quelle est la convention la plus ordinaire qui règle ce mode d'exploitation.

A chaque famille d'ouvriers, le propriétaire donne un ou plusieurs feddaus de terre en fermage, en tenant compte du nombre des personnes qui composent cette famille ; elle s'engage, en revanche, à fournir un nombre déterminé d'ouvriers qui devront, quand ils en seront requis, aller travailler le champ propre du propriétaire. Les journées de travail qu'ils fournissent leur sont comptées à raison d'un salaire fixé d'avance, et d'une manière invariable, à un taux qui oscille entre 0,40 et 0,60 centimes, et qui n'est, par conséquent, pas soumis aux variations résultant de l'offre et de la demande. Ce salaire est déduit du fermage que la famille de l'ouvrier doit au propriétaire et des avances qui lui sont faites dans le courant de l'année. Tout compte fait, le fellah, dans ce mode d'exploitation, gagne moins que ceux qui travaillent à la part. Il est, nonobstant, soumis à une discipline très sévère, et la moindre négligence, la moindre désobéissance lui coûte le salaire de plusieurs journées de travail.

Il va de soi que cet ouvrier, qui n'est nullement intéressé à la prospérité des cultures du maître, et qui est continuellement surmené, travaille avec moins de zèle que l'ouvrier à la part, et ne se fait pas faute de gâcher la besogne, toutes les fois que la surveillance se relâche un peu. Aussi, dans les domaines exploités à la journée, y a-t-il de véritables brigades d'employés dont l'unique occupation consiste à surveiller les journaliers, à tout instant et de la façon la plus étroite et la plus rigoureuse.

De plus, ce système d'exploitation pourrait donner lieu à des vols nombreux que les employés commettraient en augmentant le nombre de journées fournies en réalité par les ouvriers, et en partageant avec eux le salaire de ces journées volées au patron. Mais une organisation ingénieuse rend ces vols presque impossibles ; le patron fixe le nombre d'ouvriers et de journées nécessaires à l'exécution de chaque travail agricole et ce nombre ne doit pas être dépassé.

En somme, l'exploitation à la journée exige plus de surveillance et un personnel dirigeant plus nombreux. Mais elle est souvent employée parce que, quand il s'agit de vastes domaines, elle est moins coûteuse que le travail à la part, en raison même de l'étendue du domaine ; car le salaire des ouvriers et la rétribution du personnel dirigeant, quelque nombreux qu'il soit, coûtent moins que la part qu'on devrait donner aux cultivateurs.

Quoique mauvaise, la situation de ces ouvriers que nous étudions à présent, est encore bien meilleure que celle des ouvriers non attachés à une terre désignée, car, au moins, ils ont l'assurance d'un travail continu et régulier ; ils ne chôment que rarement, car la morte saison agricole n'est pas longue en Egypte, où la terre ne reste jamais en friche. De plus, dans les grands domaines, il y a, sans cesse, des travaux d'art qui occupent les ouvriers dans les rares moments de saison morte.

Quant à la modicité et à la fixité du salaire, elles sont compensées, en partie, par une réduction du tiers ou de la moitié sur le prix normal de fermage de la terre donnée à la famille de l'ouvrier; le feddau, dont le fermage normal coûte 400 P. T., leur est donné à 300 ou même à 200 P. T. Les propriétaires accordent cette réduction minime pour amorcer et retenir les ouvriers; car elle est un lien puissant qui les attache au domaine; plutôt que de le quitter et d'abandonner une terre qu'ils ont obtenue à bon marché, ils supporteraient tous les mauvais traitements et toutes les injustices. Cet abandon partiel du fermage n'est donc pas en réalité un sacrifice, il l'est d'autant moins que les salaires sont ici moins chers que pour les travaux agricoles ordinaires et ne sont pas soumis aux variations qui résultent de l'abondance ou du manque de bras.

Dans cette section, nous avons essayé seulement de donner une idée de la situation qui est faite aux fellahs établis d'une manière fixe sur un domaine, et nous avons signalé les conditions ordinaires du contrat verbal qui existe entre eux et le propriétaire. En fait, ces conditions sont variables à l'infini; mais que les fellahs travaillent à la part, à la journée, qu'ils exécutent à forfait les travaux qui leur sont demandés, comme cela se pratique quelquefois, ils ne retirent jamais de leurs peines qu'une maigre rétribution, tout juste de quoi se nourrir et subvenir à leurs besoins fort limités (1); ils doivent obéir

(1) «... De tous les fruits de la terre qu'ils récoltent, il ne leur

aveuglément au propriétaire, subir sa loi sans protester et se consacrer à son service, eux et leur famille.

DEUXIÈME SECTION

JOURNALIERS NON ATTACHÉS A UN DOMAINE.

Tous ceux qui se livrent aux exploitations agricoles une fois pourvus de la main-d'œuvre nécessaire, par l'embauchage d'ouvriers à la part ou à la journée, il reste encore dans les campagnes une population ouvrière qui ne trouve pas d'occupation continue, en un endroit fixe, et qui est condamnée à errer partout à la recherche d'un travail : ce sont ceux que nous pourrions appeler les *journaliers nomades*.

Cette catégorie d'ouvriers est, à coup sûr, la plus malheureuse de toutes, et c'est elle qui fournirait le plus fort contingent à l'armée des mécontents et des meurt-de-faim, si la sobriété du fellah n'était pas proverbiale et le climat du pays d'une grande clémence : si, d'un autre côté, l'esprit de solidarité dont nous avons déjà signalé

reste que le dourah, qui constitue leur principale nourriture, et dont ils font un pain sans levain et sans saveur quand il est froid. Ce pain grossier cuit à un four formé de fiente séchée de buffles et de vaches est, avec l'eau saumâtre et boueuse du Nil, et les oignons crus leur nourriture de toute l'année, ils sont heureux s'ils peuvent y ajouter de temps en temps du miel, du lait aigre, des dattes, des fèves cuites à l'eau et des pastèques. La viande et la graisse qu'ils aiment avec passion ne paraissent que rarement, aux plus grands jours de fêtes et chez les plus aisés. » Ch. Haussoullier cité par Larousse au mot « fellah ».

les bienfaits, ne sauvait pas les *sans-travail* des affres de la faim, en leur procurant le morceau de pain qui doit les faire vivre et qui leur est généreusement offert par un parent ou un voisin plus aisé. Cette solidarité remplace, dans une certaine mesure, les syndicats ouvriers et toutes les associations de prévoyance et de secours mutuels qui existent dans les pays civilisés, et qui ne sont pas encore connus en Égypte.

C'est surtout dans la Haute-Égypte où il y a, en quelque sorte, pléthore de main-d'œuvre, que se recrute cette catégorie d'ouvriers. Là, la terre cultivée n'est pas assez vaste pour occuper tous les hommes qui y vivent, d'autant plus qu'on n'y pratique que les cultures faciles ; le coton, qui exige un travail pénible et des soins continuels, n'y est cultivé qu'en minime partie. De telle sorte que la morte-saison y est de plus longue durée que dans la Basse-Égypte, et l'on comprend que les propriétaires n'ont pas intérêt à garder beaucoup de personnel fixe. Au moment de la moisson ou quand il y a des travaux urgents à exécuter, ils font appel à des journaliers supplémentaires, qu'ils renvoient une fois ces travaux achevés.

La situation des ouvriers nomades est donc doublement précaire. Ils souffrent d'abord, surtout au moment de la morte-saison, du manque de travail. Pour en trouver, ils doivent courir de village en village, offrant leurs services qui sont souvent refusés. Et ce manque de travail lui-même leur porte un autre préjudice, en

ravalant beaucoup le taux des salaires ; c'est une conséquence inéluctable de la loi de l'offre et de la demande et de la nécessité où se trouvent ces ouvriers isolés et besogneux de subir les conditions du tout-puissant patron. Cela est si vrai, que les salaires sont restés en Egypte, malgré la cherté croissante des conditions de la vie, à un bas niveau désolant, puisqu'ils ne dépassent guère le maximum de 0 fr. 75 centimes, pour une journée de travail effectif de douze heures, et parfois plus.

Ce bas salaire contraste, d'une manière frappante, avec la cherté de la main-d'œuvre rurale en Europe, qui est aujourd'hui coûteuse, ruineuse même. Quoique les tarifs des salaires y soient très disparates et qu'ils y varient beaucoup suivant les conditions d'existence, on est arrivé cependant à cette détermination globale que les salaires ont augmenté, depuis plus de quarante ans, de 66 %. Dans cette marche ascensionnelle, le salaire agricole n'est pas resté en arrière, excepté dans certaines régions en Allemagne et en Italie, où l'ouvrier agricole est encore très mal payé (1).

A quoi est dû ce contraste ? D'abord à ce principe que tout se tient dans les questions économiques, et que l'augmentation des salaires dans une branche quelconque, doit infailliblement réagir sur les salaires dans les autres branches, en vertu de la loi de l'offre et de la demande qui préside à toutes les manifestations de l'activité éco-

(1) V. Article de M. L. Wuarin, *loc. cit.*

nomique. Cette loi maintient l'équilibre entre les salaires tout comme la communication existant entre deux bassins inégalement pleins tend à égaliser le niveau de leurs eaux. L'équilibre est d'autant plus facile à obtenir, que les moyens d'information et de transport perfectionnés, qui existent actuellement en Europe, permettent aux masses ouvrières de connaître les régions et les industries où les salaires sont les plus élevés et de s'y porter rapidement. Cette affluence d'ouvriers ne tarde pas à faire baisser un peu les salaires élevés ; en même temps que les industries qui ont été désertées se voient obligées, pour attirer à elles la main-d'œuvre nécessaire, de relever un peu leur tarif.

Or, en Egypte, tous les salaires, dans les villes comme dans les campagnes, sont également bas ; cela explique pourquoi le salaire de nos fellahs n'a pas pu suivre, dans sa marche ascensionnelle, le salaire du paysan européen. A cette raison d'ordre général, viennent s'en ajouter d'autres, qui ont aussi concouru à faire hausser le salaire rural en Europe.

Il faut signaler, en premier lieu, les syndicats ouvriers qui, par leurs efforts persévérants, ont contribué, dans une très large mesure, à introduire des tarifs plus rémunérateurs. D'un autre côté, les travaux des champs chôment en Europe pendant une longue période de temps, de telle sorte qu'au personnel qu'elle emploie, l'agriculture ne peut offrir une activité régulière s'étendant au-delà de quelques mois. Il faut donc que le salaire

de ces quelques mois puisse suffire aux multiples besoins du paysan pour tout le reste de l'année, et pour cela, il doit être nécessairement élevé. Or, la saison morte est en Egypte d'une très courte durée, quoique dans la Haute-Egypte elle dure plus longtemps ; et d'ailleurs pour cette région, il y a l'abondance de bras, dont nous avons parlé plus haut, qui agit en sens inverse et exerce un effet déprimant sur les salaires.

Les constatations que nous venons de faire n'ont pas seulement un intérêt spéculatif ; elles nous conduisent aussi à cette conclusion pratique que les salaires ruraux resteront chez nous, pendant longtemps encore, à leur taux actuel, sans protestation sérieuse de la part des travailleurs que leur isolement affaiblit et rend incapables d'énergie et d'initiative. Or, si cette conclusion est rassurante pour ceux qui s'adonnent à l'exploitation de la terre ; si elle est une garantie de tranquillité et de paix sociale ; elle est cependant bien attristante à deux points de vue. En premier lieu, la misère des classes ouvrières, si mal payées, creuse entre elles et les propriétaires un abîme profond et, dans un pays dont l'organisation sociale repose, en droit, sur l'égalité de tous ses membres, qui n'admet aucun privilège de caste ou de naissance, elle crée l'aristocratie de l'argent, plus arrogante et plus révoltante que l'autre. La conscience humaine se révolte en voyant, à côté des gens riches, une nombreuse population condamnée à la vie la plus misérable, aussi pauvre qu'ignorante, et n'ayant même pas l'espoir d'un relève-

ment prochain. Cette profonde misère ne révolte pas seulement les sentiments humanitaires ; elle ne choque pas uniquement le principe d'égalité qui est le corollaire de l'état de civilisation ; elle doit aussi inquiéter sous le rapport du progrès économique et social du pays. Tant que la classe qui travaille et qui peine sera aussi mal payée, elle se désintéressera de la prospérité générale, et on ne pourra pas s'attendre au développement normal des facultés économiques et des ressources naturelles du pays. Sans réclamer pour cette classe un salaire excessif qui découragerait l'emploi des capitaux dans les entreprises agricoles, déjà trop lourdement grevées au profit du fisc, on peut réclamer pour elle une rétribution mieux en rapport avec le travail qu'elle fournit et avec la vie que doit vivre toute créature intelligente en ce siècle de civilisation et de lumière.

CHAPITRE V

LE FELLAH ET LES TRAVAUX D'UTILITÉ PUBLIQUE

PREMIÈRE SECTION

LA CORVÉE.

Avant de dire comment les travaux d'utilité publique s'exécutent aujourd'hui, il est intéressant d'étudier succinctement la corvée, qui servait jadis à leur exécution, et d'indiquer les différentes mesures prises pour la faire disparaître.

La corvée peut exister, soit pour l'exécution des travaux d'utilité publique, soit pour des travaux intéressant de simples particuliers. Cette dernière est la corvée *seigneuriale* ; c'est une conséquence nécessaire et un trait caractéristique des institutions féodales ; aussi la trouvons-nous en Europe pendant tout le moyen âge. La corvée seigneuriale fut, à son origine, une conquête de la liberté sur les idées anciennes d'asservissement et un adoucissement du servage. A l'exemple du roi, qui ven-

dait aux cités des chartes communales, les seigneurs vendaient à leurs serfs des lettres d'affranchissement. Mais, comme les altérations monétaires étaient alors très fréquentes, au lieu de se faire payer en argent, les seigneurs stipulaient que le prix leur serait payé en un certain nombre de journées de travail, exécutées en corvée. C'était ce qu'on appelait la *corvée personnelle*. A côté, il y avait la corvée réelle due, comme le cens qu'elle représentait, par le fonds aliéné à cette condition et suivant la main de ses tenanciers successifs.

Dans la pratique, ces deux corvées ne se distinguaient pas. Toutes deux consistaient en un certain nombre de journées de travail que les seigneurs pouvaient requérir gratis à n'importe quel moment et pour n'importe quel labeur. Le corvéable, esclave de leurs caprices, exécutait les plus grotesques et les plus humiliantes besognes ; on lui faisait même battre des étangs pour faire taire les grenouilles.

Nous avons eu déjà l'occasion de dire, dans la première partie de ce travail, que la corvée seigneuriale avait été de bonne heure réglementée et limitée, quant au nombre des journées à fournir, soit par la convention, soit par la coutume, soit par les édits royaux. Enfin, sous le règne de Louis XIV, le nombre de journées de corvée fut limité à 12 par an.

Et c'est sur ce pied un peu plus équitable que la corvée seigneuriale s'est pratiquée depuis lors jusqu'à la Révolution. Elle fut enfin supprimée par un décret de

la Convention du 30 fructidor an I qui, en l'abolissant, porta le dernier coup au dernier vestige de la féodalité.

La corvée seigneuriale, nous l'avons dit en parlant du fellah sous les Mamelouks, a existé en Egypte pendant leur domination, sous sa forme la plus hideuse et sans aucun des adoucissements qui y ont été apportés dans les autres pays. Les Moultezims requéraient gratis autant de journées qu'ils voulaient, à leur jour, à leur heure, et ils les employaient comme bon leur semblait. Avec la disparition du gouvernement des Mamelouks et du système d'exploitation du sol qu'ils avaient mis en vigueur, disparurent les caractères odieux de la corvée seigneuriale : mais elle se maintint très adoucie, très atténuée. Elle se réduit aujourd'hui à quelques services personnels non payés que le propriétaire agricole peut exiger de ses hommes ; quant aux travaux à exécuter sur son champ propre, que le fellah devait accomplir gratis, sous les Mamelouks, ils sont aujourd'hui payés par l'un des modes de rémunération ouvrière que nous avons étudiés dans le chapitre précédent. Réduite à ces proportions minimales, on peut dire de la corvée seigneuriale qu'elle a presque entièrement disparu, en Egypte.

Quant à la *corvée d'utilité publique*, c'est dans ce pays qu'on en retrouve les origines. — Les Pyramides, le Labyrinthe, le lac Moëris témoignent de corvées terribles. On peut dire que cette corvée a existé de tout temps. La réquisition d'un travail gratuit, lorsque ce

travail doit profiter, à la chose publique, a dû venir à l'esprit de tous les gouvernements anciens où nos ministères des travaux publics, avec leur organisation perfectionnée et les crédits qui leur sont alloués, n'étaient pas encore connus. D'autre part, le peuple était, entre les mains des autocrates, un instrument docile et muet ; on sacrifiait sa liberté, ses droits privés à la chose publique, qui était le seul intérêt dominant. Il faut remarquer que l'homme antique ne connaissait pas le droit individuel et qu'il ne songeait par conséquent pas à légiférer au nom de la personnalité humaine, même quand la forme du gouvernement était démocratique, comme du temps des Républiques grecque et romaine.

Etil devait en être nécessairement ainsi dans une société organisée en vue d'un état quasi-normal de guerre ; car, dans une pareille société, l'individualisme et la liberté personnelle sont subordonnés à l'existence de la cité ; si elle venait à être anéantie, les citoyens perdraient tous leurs droits et tomberaient en esclavage. Aussi, leur intérêt même leur commandait-il de se dévouer tout entiers à la prospérité de la chose publique.

L'absence de la notion de droit individuel dans l'antiquité (1), la subordination de l'homme à la chose publique, de son existence à celle de la cité, rendaient donc obligatoires les corvées d'utilité publique. Aussi, les

(1) FUSTEL DE COULANGES. — *La cité antique*, chap. XVIII, p. 265 et suivantes.

retrouvons-nous largement pratiquées, non seulement dans l'Égypte des Pharaons, mais aussi à Rome et dans toutes les sociétés anciennes.

Mais, à mesure que l'individualisme se dessine et prend forme, à mesure que, dans la cité, le citoyen se perd et l'individu se retrouve, et que l'organisation savante des impôts et du budget permet d'accomplir les travaux publics en y employant des ouvriers salariés ; les charges de la corvée s'allègent et le peuple en est graduellement exonéré.

Ainsi en France, la corvée d'utilité publique a fait place, depuis l'arrêté consulaire du 4 thermidor an X, à la prestation en nature, réorganisée par la loi du 21 mai 1836. Malgré les critiques qu'elle a soulevées (1), la prestation en nature, avec faculté de rachat, se maintient et ne semble pas aussi odieuse au peuple français que certaines charges qu'il acquitte en argent.

En Égypte, l'évolution a été la même. Jusqu'en ces derniers temps, la corvée d'utilité publique a pesé très lourdement sur le peuple, et l'on a pu dire avec raison qu'elle était le service militaire de ce pays. Les

(1) Il est curieux de voir comment le marquis de Mirabeau, père du célèbre tribun, jugeait la corvée d'utilité publique, connue aujourd'hui sous le nom de prestation en nature, à une époque où la corvée seigneuriale existait encore et alors que lui-même en jouissait avec plus d'apreté qu'aucun hobereau de son siècle : « L'intendance, écrivait l'*Ami du peuple*, est le plus tyrannique de tous les établissements et la *corvée* la plus cruelle des servitudes. » « La corvée ruine la campagne pour faire des mauvaises routes qu'une colonie de taupes détruit en un an. »

travaux d'utilité publique à exécuter ont, chez nous, une importance spéciale. Ils consistent surtout à opposer une action efficace aux débordements causés par les ruptures accidentelles du Nil, par suite du nombre incalculable des digues ; à veiller sur les berges quand le fleuve menace de sortir de son lit ; et enfin à refaire, pendant la saison de l'étiage, le profil des canaux que les alluvions ont déformés.

Avant la création du système d'irrigation actuel, dû au génie de Mohamed Ali, et lorsqu'on ne pratiquait que la culture par *bassins*, les travaux du Nil n'étaient pas très pénibles, parce qu'ils se réduisaient à la fortification des berges du fleuve et au curage des quelques canaux existants. D'ailleurs, le personnel des champs était sans occupation au moment où les travaux devaient être exécutés, les cultures d'été qui absorbent complètement tout le temps du fellah à ce moment de l'année n'étaient pas encore pratiquées. Pendant les crues, les grands bassins d'inondation étant remplis d'eau, les limites de tous les champs contenus dans ces bassins disparaissaient sous cette nappe liquide et cette confusion des propriétés confondait les intérêts et poussait les propriétaires à se réunir pour exécuter en commun les travaux d'endiguement et de construction de déversoirs, qui devaient profiter à tous. Les cultivateurs retiraient donc un profit direct du travail qu'ils exécutaient sans quitter leur village, et la corvée d'utilité publique n'était pas une charge trop lourde pour le peuple.

Mais, lorsque Mohamed Ali fit d'énormes levées d'hommes pour creuser les canaux, pour élever des digues et des barrages, la corvée devint une charge insupportable. D'un côté, les travaux étaient longs et pénibles ; et de plus, tous ceux qui les exécutaient n'en retiraient pas les mêmes avantages. Il y en avait même qui n'en profitaient pas du tout ; c'étaient ceux qu'on arrachait de leur village pour les envoyer travailler en des endroits qui en étaient bien éloignés. Et ce déplacement ajoutait encore à l'odieux de la corvée. Le pauvre fellah quittait son foyer pour aller quelquefois dans le désert, avec la triste perspective d'un dénûment complet. Quand sa famille était peu nombreuse et sans ressources, elle se déplaçait avec lui et le suivait dans ces lieux d'exil, et tout ce monde ne trouvait ni un logement ni une nourriture suffisante. L'absence était souvent d'une longue durée. Ainsi, les travaux de curage faisaient perdre au fellah 60 jours, sans compter le voyage (1) ; en comptant sa journée à 0,50 centimes seulement, c'était 30 francs qu'il perdait. Pendant ce temps, il ne pouvait soigner son champ ni ses bestiaux, et ce dommage, joint à la perte de son salaire, lui faisait subir un préjudice considérable.

Chaque année, la population entière était sur pied pour creuser les canaux et élever les digues ; 400.000 hommes étaient pris ; mais comme leurs enfants et leur femme se

(1) LINANT pacha. — *Mémoires*. Loc. cit.

déplaçaient avec eux, c'étaient en réalité, 800.000 personnes environ qui étaient condamnées à vivre au soleil, sans gîte et presque sans pain. Dans les premiers temps, on ne fournissait aux ouvriers que les pioches et les couffins ; ce n'est que plus tard, quand on creusa les grands canaux, qu'on leur distribua des rations de biscuit ou de pain (1).

Un travail fait dans ces conditions peut-il être réellement productif ? Assurément non. M. Guillemin, qui a vu des fellahs travailler en corvée, écrit : « Vous voyez, par exemple, quatre ou cinq mille indigènes creuser un canal. Ils ne sont munis d'aucun outil. Placés côte à côte en ligne sur une infinité de rangs, dans toute la largeur du déblai à exécuter, ceux qui en occupent le fond, entassés dans la fange jusqu'aux genoux, ramassent avec les mains un gros morceau de terre noire et humide, ils en forment une espèce de boule et la passent à leur voisin, non sans en laisser tomber une partie. Celui-ci la saisit en lui faisant éprouver une nouvelle perte et va pour la remettre également à son voisin ; mais ce camarade est tourné de l'autre côté et en train de causer. Comme rien ne presse, le porteur de la boule attend patiemment la fin de la conversation, il y prend part lui-même et, pendant ce temps-là, la boule fond en partie entre ses mains. Il finit cependant par la passer à un autre occupé à rire ou à jaser aussi, et la boule de dimi-

(1) LINANT pacha. — *Mémoires. Loc. cit.*

nuer sensiblement dans son voyage manuel. En sorte que, parvenue au moyen des transmissions successives d'une quinzaine de soi-disant travailleurs, au bout de sa course, elle ne se trouve plus être que de la grosseur d'une orange, et le dernier indigène, presumant qu'elle ne vaut pas la peine d'être placée sur la berge, la rejette dans le canal (1). »

La corvée n'est pas seulement une bien pauvre ressource, qui s'est traduite toujours bien plus en temps perdu qu'en travail utile ; elle révolte aussi tous les sentiments de justice et d'humanité, si on considère la façon dont se recrutaient les travailleurs. Le gouvernement central fixait le contingent d'ouvriers à fournir par chaque province et le gouverneur de province répartissait ce chiffre entre les villages. C'était en définitive le Cheik du village qui recrutait, sous son bon plaisir, les hommes envoyés aux corvées, et il se laissait naturellement guider, dans le choix qu'il faisait, par l'intérêt ou par la haine. Il dispensait ceux qui lui donnaient de l'argent, et c'étaient les plus pauvres qui étaient toujours condamnés à travailler pour autrui, sans rémunération et sans aucun profit pour eux-mêmes.

La corvée doit donc être condamnée, d'abord parce qu'elle est très peu productive en travail, et ensuite parce

(1) *L'Égypte actuelle, son agriculture et le percement de l'isthme de Suez* par A. Guillemain, délégué de la Société d'Agriculture de Seine-et-Oise pour la visite des travaux du canal maritime de Suez. Paris, 1867.

qu'elle ne profite pas à tous les corvéables; ordinairement ce sont ceux qui n'ont aucun bien au soleil qui sont forcés d'exécuter gratis les travaux utiles aux domaines des riches. C'est donc une source féconde d'inégalité et d'injustice.

Il ne faudrait pas cependant faire un crime à Mohamed Ali d'avoir eu recours à la corvée pour l'exécution des travaux qui ont assuré à ce pays un avenir prospère. L'urgence de ces travaux et le manque de fonds obligèrent le vice-roi à faire encore appel à ce mode de travail auquel le pays était accoutumé depuis des siècles. Le Ministère des Travaux Publics qui fut créé en 1836 ne put être pourvu d'aucun crédit pour payer des salaires; il fut seulement chargé de diriger la partie technique des travaux.

La corvée se légitimait d'ailleurs, dans l'esprit des contemporains de Mohamed Ali, par ce fait qu'on s'était accoutumé à considérer le vice-roi comme un grand seigneur féodal dirigeant une énorme exploitation et y employant son peuple comme les seigneurs féodaux employaient les serfs et les vilains. On en était arrivé ainsi tout naturellement aux idées de socialisme d'Etat qui ont inspiré tous les actes du règne de ce prince. Linant Pacha le dit clairement : « L'Egypte, écrit-il, par la nature de son sol, par celle de son genre de culture, qui est due uniquement aux crises périodiques du fleuve et à ses inondations arrivant régulièrement à la même saison chaque année, ou bien aux irrigations artificielles

pendant l'étiage, l'Égypte, disons-nous, ne peut en rien être assimilée à une autre contrée. On peut la comparer à une grande ferme dont le vice-roi, chef de l'Etat, est le fermier général. C'est lui qui doit la diriger et la faire valoir à de certaines conditions pour le bonheur de tous, et tous, dans cette grande exploitation rurale, doivent travailler afin de produire le plus possible. C'est, pour ainsi dire, un immense phalanstère où chacun doit faire tous ses efforts pour le bien commun et chacun doit profiter des résultats obtenus (1). »

La corvée, avec toutes les injustices auxquelles elle donnait lieu, exista sans aucune atténuation légale pendant le règne de Saïd pacha. Quand M. de Lesseps obtint la concession de l'entreprise du canal, le prince s'engagea à fournir tous les ouvriers nécessaires à l'exécution du travail. On fixa l'organisation, le traitement et la paye des ouvriers employés par la Compagnie, par le règlement du 20 juillet 1856 (2).

Le travail des fellahs employés au creusement du canal diffère grandement de la corvée ordinaire ; il ne conserve de ses caractères que l'obligation faite aux ouvriers de venir travailler. Cette obligation était nécessaire, car le fellah, naturellement très sédentaire, n'aime pas quitter son village, surtout pour se rendre dans le désert. Mais, si les ouvriers étaient embauchés obligatoirement, ils avaient un salaire fixé par le gouvernement vice-royal et

(1) LINANT pacha. — *Mémoires. Loc. cit.*, p. 41 et suivantes.

(2) V. GELAT. — Supplément de la période 1876-87.

la Compagnie devait leur fournir les vivres nécessaires (1) Elle s'engageait aussi à leur procurer des habitations convenables (2), à entretenir un hôpital et des ambulances (3), à traiter les malades à ses frais (4), à payer également les frais de voyage, depuis le lieu du départ jusqu'à l'arrivée sur les chantiers. Enfin les fellahs n'étaient gardés sur les chantiers de la Compagnie que pendant vingt à trente jours. Ce délai expiré, ils étaient payés et rentraient dans leurs foyers ; ils pouvaient ainsi

(1) Art. 2 « du Règlement sur l'emploi des ouvriers indigènes » du 20 juillet 1856 : « La paye allouée aux ouvriers sera fixée suivant les prix payés, en moyenne, pour les travaux des particuliers, à la somme de 2 piastres et demie à 3 piastres par jour, non compris les rations qui seront délivrées en nature par la compagnie pour la valeur d'une piastre. Les ouvriers au-dessous de 12 ans ne recevront qu'une piastre, mais ration entière. Les rations en nature seront distribuées par jour ou tous les deux ou trois jours à l'avance ; et dans le cas où l'on serait assuré que les ouvriers qui en feront la demande seront en état de pourvoir à leur nourriture, la ration leur sera donnée en argent. La paye en argent aura lieu toutes les semaines. Cependant la compagnie ne comptera pendant le premier mois que la moitié de la paye jusqu'à ce qu'elle ait accumulé une réserve de quinze jours de solde, après quoi la paye entière sera délivrée aux ouvriers. — Le soin de fournir de l'eau potable en abondance pour tous les besoins des ouvriers est à la charge de la Compagnie. »

(2) Art. 6. § I : « La Compagnie sera tenue d'abriter les ouvriers, soit sous des tentes, soit dans des hangars ou maisons convenables. »

(3) Art. 6. § 2 : « Elle (la Compagnie) entretiendra un hôpital et des ambulances, avec tout le personnel et tout le matériel nécessaires pour traiter les malades à ses frais. »

(4) Art. 7. § 2 : « Chaque ouvrier malade recevra à l'hôpital ou dans les ambulances, outre les soins que réclamera son état, une paye d'une piastre et demie pendant tout le temps qu'il ne pourra pas travailler. »

retourner à leurs champs qui, pendant cette courte absence, n'éprouvaient pas de dommage.

Un officier délégué par le gouvernement égyptien était chargé de veiller à ce que les engagements pris par la Compagnie à l'égard des ouvriers fussent strictement tenus, prenait soin de l'hygiène et du logement de ces ouvriers et maintenait la discipline parmi eux (1).

On voit donc que c'était un travail d'ouvriers mercenaires, mais non le labeur de l'esclave ; et qu'il y avait loin entre la corvée employée par le gouvernement pour l'exécution des travaux publics et le mode employé pour le percement de l'isthme (2).

M. Guillemin rapporte qu'au commencement des travaux plus de 12,000 fellahs étaient employés par la Compagnie ; 20,000 faisaient la tranchée du Ghisr (3). Les contingents d'ouvriers envoyés d'office par le vice-roi se succédaient régulièrement sur les travaux.

Mais on voulait battre en brèche l'influence toujours grandissante de la Compagnie et, le 6 avril 1864, une note turque signée Aali, ministre des affaires étrangères, adressée aux représentants de la Sublime Porte à Paris et à Londres portait sur les deux points suivants :

a) « Malgré l'abolition de la corvée dans l'Empire otto-

(1) Art. 4 « La police des chantiers sera faite par les officiers et agents du gouvernement, sous les ordres et suivant les instructions des ingénieurs en chef, conformément à un règlement spécial qui recevra notre approbation. »

(2) V. A. MAYRARGUES. — *Ouv. loc. cit.*

(3) V. A. GUILLEMIN. — *L'Égypte actuelle, son agriculture et le percement de l'isthme de Suez*, 1867.

man et malgré un décret rendu par le vice-roi Ismaïl, édictant la même prohibition en Egypte, les travaux préparatoires dans le canal ne s'effectuaient que par l'unique concours de ce régime.

b) « La Porte subordonnait son consentement à la création du canal : 1° à la suppression de la corvée et à la réduction du nombre des ouvriers indigènes fournis par le gouvernement égyptien, de 20,000 à 6000 ; 2° à la neutralisation du canal ; 3° à l'abandon par la Compagnie de la clause concernant le canal d'eau douce et des terrains environnants (1). »

La Compagnie protesta contre de pareilles propositions ; elle adressa le 29 octobre 1863 une pétition à l'empereur Napoléon III. Le 11 février 1864, un banquet de 1500 personnes fut organisé sous la présidence du prince Napoléon (2). Il s'en suivit un démêlé sérieux entre le gouvernement égyptien et la Compagnie. Les travaux durent être arrêtés pendant quelque temps, et la Compagnie, à la fin, fut obligée de renoncer aux contingents égyptiens, dont le nombre décroissait de plus en plus, elle les remplaça par des machines et par des ouvriers recrutés en Europe, surtout des Grecs. Le différend sur cette question et sur d'autres fut porté, d'un commun accord, devant l'empereur Napoléon III, qui rendit sa sentence arbitrale le 6 juillet 1864. En ce qui concerne les ouvriers, la sentence condamna le gouver-

(1) V. A. GUILLEMIN. — Ouv. *loc. cit.*

(2) Henri PENSA. — Ouv., *loc. cit.*, p. 190.

nement khédivial à indemniser la Compagnie pour la suppression des contingents indigènes. Cette condamnation était fondée sur ce fait que la fourniture des ouvriers égyptiens constituait un engagement formel que prenait le gouvernement égyptien vis-à-vis de la Compagnie contre d'autres engagements pris par celle-ci ; c'était donc bel et bien un contrat bilatéral par lequel chacune des parties se trouvait liée. Cela résultait implicitement en particulier de l'article 2 du deuxième firman de concession, qui, en laissant à la Compagnie la faculté d'exécuter les travaux dont elle était chargée par elle-même ou par des entrepreneurs, exigeait que les $\frac{4}{5}$ au moins des ouvriers employés à ces travaux fussent égyptiens. Or, il devait être implicitement entendu que les ouvriers égyptiens nécessaires pour composer ces $\frac{4}{5}$ seraient mis par le vice-roi à la disposition de la Compagnie ; car cette dernière ne se serait pas soumise à cette condition si le vice-roi ne lui avait pas assuré les moyens de l'accomplir. D'ailleurs, cette pensée, sous-entendue dans le deuxième firman de concession, a été formellement exprimée dans l'article 1^{er} du règlement du 20 juillet 1856, portant : « Les ouvriers, qui seront employés aux travaux de la Compagnie, seront fournis par le gouvernement Egyptien d'après les demandes des ingénieurs en chef et suivant les besoins. »

En rapprochant cet article des stipulations des deux firmans de concession dont il est le corollaire, on aperçoit clairement son caractère d'engagement obligatoire. Ce

règlement, malgré son intitulé, a, sans conteste, un caractère conventionnel, d'abord parce qu'il y est dit « qu'il a été arrêté d'accord avec la Compagnie », et ensuite, parce qu'il met à la charge de celle-ci des obligations multiples, qui ne peuvent résulter que d'un accord formel. La sentence arbitrale, en ce qui concerne le point qui nous occupe, est donc bien fondée et c'est à tort qu'on lui a adressé des critiques.

L'indemnité quoiqu'élevée (38 millions de francs pour la substitution des machines et des ouvriers européens aux ouvriers indigènes) ne put atténuer entièrement la suppression des contingents, car les études nouvelles, le surcroît de dépenses et le temps perdu par suite de cette modification, coûtèrent très cher à la Compagnie. On ne remplace pas aisément, dans le désert, le travail d'hommes facilement obtenus et peu payés par des machines ou par des ouvriers européens.

Nous avons dit qu'Ismaïl pacha avait décrété, à son avènement au trône, la suppression de la corvée, en échange d'un impôt qui devait, pensait-on, servir à payer désormais les travaux publics nécessaires. La suppression resta, en fait, lettre morte et le nouvel impôt, venant se superposer à la corvée, devint encore plus odieux et plus impopulaire.

La corvée fut remplacée par la réserve de l'armée. On recrutait pour l'armée un grand nombre de fellahs qui formaient la réserve et c'étaient eux qui exécutaient les travaux publics. D'ailleurs, la corvée fut rétablie

en 1879 et étendue à tous les contribuables, en proportion de l'importance de leur propriété. Mais on y introduisit une mesure de nature à la rendre moins odieuse : les corvéables eurent le droit, comme pour la prestation en France, de se faire exempter au moyen du remplacement. En 1880, une assemblée générale composée de plus de 300 notables Omdehs et Cheiks, de tous les Moudirs (gouverneurs de province), d'un grand nombre de hauts fonctionnaires et des membres du cabinet, se réunit au ministère des travaux publics, dans le but de remplacer la corvée par un système moins onéreux et plus avantageux. Après de longues discussions et de mûres études, on décida que le maintien de cet odieux système était inévitable ; d'abord parce qu'il était impossible de trouver alors des entrepreneurs qui pussent exécuter tout ou partie des travaux exigés, et ensuite parce que l'usage des machines et des appareils mécaniques n'était pas à cette époque très familier. Le gouvernement s'arrêta à un système établi par le décret du 25 janvier 1881, d'après lequel tous les indigènes, sauf quelques exceptions peu importantes, doivent personnellement ou la prestation en nature ou le rachat tarifé tous les ans par chaque province. Cependant, une série de décrets postérieurs à celui de 1881 adoucirent les rigueurs de la corvée, en accordant la somme de 250,000 L. E. pour servir à une abolition partielle de cette charge aussi lourde qu'anti-économique.

Ce n'est pas sans peine que le gouvernement égyptien

a pu obtenir des Puissances leur adhésion à l'affectation des 250,000 L. E. pour abolir partiellement la corvée; et la correspondance échangée entre les divers cabinets, le gouvernement égyptien et la caisse de la Dette, montre à quel point l'Egypte se trouve à la merci de l'Europe et combien de temps doivent attendre les réformes urgentes et humanitaires, jusqu'à ce que les interminables négociations diplomatiques puissent aboutir. Saisies de la question par une circulaire de Nubar pacha en date du 13 décembre 1885, ce n'est qu'en 1888 que les Puissances signataires de la convention de Londres y donnèrent leur approbation, et c'est le 2 avril de cette année que le décret abolissant partiellement la corvée fut rendu. En fait, le gouvernement égyptien, sans attendre l'adhésion de toutes les Puissances avait, à partir de 1886, appliqué la somme de 250,000 L. E. à l'exécution de certains travaux faits précédemment en corvée (1).

Malgré cela « la prestation n'a pas été réglée d'une façon équitable, elle porte toujours en elle le germe de l'arbitraire, les empreintes de l'inégalité et de l'injustice... Tandis qu'en effet, la majeure partie du peuple supporte le lourd et humiliant fardeau de la corvée, ce sont les riches et les propriétaires des vastes domaines qui profitent réellement des avantages résultant soit des travaux

(1) P GELAT. — *Répertoire*, période 1894-98.

exécutés par les pauvres malheureux, soit du rachat que ceux-ci payent (1). »

Un décret du 19 décembre 1889 supprima la corvée dans toute l'Egypte et la remplaça par une surtaxe spéciale sur les terrains ne dépassant pas 4 P. 1/2. Cette surtaxe elle-même fut supprimée par un décret du 28 janvier 1892. Le gouvernement égyptien, avec l'autorisation des Puissances préleva sur ses disponibilités la somme de 150.000 L.E., nécessaire pour un dégrèvement de l'impôt du sel et pour l'abandon de la taxe votée, en vue de la suppression totale de la corvée.

L'abolition de la corvée qui pesa sur le peuple égyptien depuis la plus haute antiquité, inaugura très heureusement le règne d'Abbas II et attira sur ce règne les bénédictions de la population entière : « L'impression produite par les largesses khédiviales, écrit M. le marquis de Reverseaux, a été plus profonde encore qu'on ne pouvait l'espérer. Toute la population de l'Egypte, fellahs et habitants des villes, européens et indigènes, ont ensemble profité du récent décret (2). »

Actuellement, de l'ancienne corvée, il ne reste plus à la charge de la population que le gardiennage et la surveillance des digues et autres ouvrages, ainsi que les

(1) Rapport adressé à S. A. le Khédive par le président du Conseil des ministres relativement à la suppression de la corvée, en 1889. PH. GÉLAT, *Répertoire*, supplément de la période 76-87.

(2) Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, Ministre des affaires étrangères, le 31 janvier 1892. GÉLAT, *Rép.*

travaux d'urgence en cas de danger pendant la crue du Nil. C'est là une charge très légère et qui tend à disparaître entièrement en fait, à mesure que l'on améliore les digues du Nil et qu'on établit de nouveaux épieux pour protéger les points contre lesquels le courant exerce une action dangereuse. Cette charge est, d'ailleurs, la même que celle qui incombe aux populations dans les contrées d'Europe qui, comme notre pays, sont sujettes aux inondations, telles qu'en Hollande, en Italie, etc.

DEUXIÈME SECTION

LES ENTREPRISES

Les travaux d'utilité publique sont aujourd'hui donnés à des entrepreneurs. Tous les ans, les conseils provinciaux se réunissent dans chaque Moudirieh et déterminent, de concert avec l'ingénieur en chef des irrigations, les travaux à faire dans la province. Leur décision est soumise au Ministère des Travaux publics, qui met ces travaux en adjudication.

Les avantages que le système des entreprises procure aux populations agricoles sont trop évidents pour qu'on y insiste. Outre que les fellahs ne travaillent plus gratis, ils conservent leur liberté pleine et entière, ils ne sont plus menés à la corvée comme des troupeaux de moutons. Ceux qui ne sont pas retenus aux champs suivent les entrepreneurs ; les autres restent à leurs travaux

agricoles, qui ne sont plus délaissés comme par le passé. Le progrès agricole et économique du pays a donc beaucoup gagné à l'abolition de la corvée. Mais le fellah trouve-t-il dans les entreprises une rémunération suffisante et en rapport avec le travail qu'il fournit ? Malheureusement non. La baisse générale des salaires, dont nous avons déjà eu occasion de parler, se fait sentir ici plus que partout ailleurs. Les ouvriers embauchés par les entrepreneurs sont ordinairement dans le besoin et ils acceptent de fournir un travail écrasant pour une paye dérisoire. Pour se procurer une main-d'œuvre à bon marché, les entrepreneurs vont chercher leur personnel ouvrier dans la Haute-Egypte. Ces malheureux viennent à pied ou en barque, du fond du Saïd jusque dans la Basse-Egypte. S'ils prennent le chemin de fer, le prix du transport est retenu sur leur salaire. Quand l'ouvrier travaille à la journée, il est surmené et ne reçoit guère plus de 0 fr. 75 centimes ; ceux de la Haute-Egypte sont payés moins cher. S'il travaille à la tâche, et c'est le mode de travail le plus usité, on le vole impudemment. L'entrepreneur paye une somme déterminée par mètre ; quand on vient à mesurer l'ouvrage fait, le pauvre ouvrier n'y comprend rien, est plus ou moins spolié, suivant que celui qui mesure est sans conscience ou seulement peu consciencieux. Rarement, tout le travail de l'ouvrier lui est payé.

Sur sa paye déjà bien rognée, l'ouvrier doit aussi une contribution au contre-maître qui l'embauche. Cette

industrie des intermédiaires est un des maux les plus grands dont souffrent nos classes ouvrières. En Suisse, notamment dans le canton de Zurich, ce mal sévissait également ; les intermédiaires qui procuraient de l'ouvrage aux ouvriers en chambre faisaient des prélèvements indus sur leurs salaires. Dès l'année 1650, une ordonnance détaillée réglementa l'industrie à domicile et protégea les ouvriers contre l'exploitation des intermédiaires. En 1717, une autre ordonnance généralisa cette protection et l'étendit également aux manufactures et aux fabriques. Aucune mesure protectrice de ce genre n'est malheureusement prise chez nous pour défendre les ouvriers contre les multiples spoliations dont ils sont l'objet de la part des intermédiaires.

Voilà comment s'exécutent aujourd'hui les travaux d'utilité publique. Nous n'avons fait que signaler quelques abus qui rendent pitoyable la situation des ouvriers des entreprises. Le gouvernement ne pourrait-il pas, au moment où il fait une concession d'entreprise, stipuler certaines conditions de nature à protéger un peu les classes ouvrières si malheureuses ? A ceux qui arguent de la liberté des conventions pour interdire à l'État toute intervention dans le contrat de travail, nous ferons la réponse qui a toujours été faite, fort judicieusement, par les défenseurs de l'ouvrier ; la liberté pour lui est un véritable leurre, quand le besoin l'aiguillonne et le tenaille, il n'est plus libre d'accepter ou non les conditions auxquelles on veut le soumettre, pour lui

donner le morceau de pain nécessaire ; un homme affamé n'est plus un homme libre. D'autre part, empêcher la spoliation et les vols faits au préjudice des êtres faibles et ignorants, est un des devoirs les plus sacrés de l'État, auquel il ne peut pas et ne doit pas se dérober.

CHAPITRE VI

LE FELLAH DEVANT LES TRIBUNAUX.

Nous ne pouvons terminer cette étude, sans dire un mot de la façon dont la justice est administrée, lorsque le fellah est en cause ; car les décisions des tribunaux exercent une influence considérable sur la situation économique et sociale des justiciables. En effet, si ces décisions favorisent les classes laborieuses, simples et ignorantes des ressources inépuisables que la rigidité et le formalisme de la procédure offrent aux chicaneurs sans foi ; elles stimulent le zèle de ces classes et influent très heureusement sur leur situation économique et sociale. Que si le juge se montre au contraire, trop rigoriste, et, refusant de jouer le rôle de prêteur romain, il s'attache exclusivement à la forme ; alors les simples, qui deviennent la proie des procéduriers retors, finissent par se décourager, au grand détriment de la prospérité économique ; bien souvent aussi, ils se révoltent d'être joués par des êtres sans

aveu, dont le juge s'est fait inégalement le complice ; et l'ordre et la paix sociale se trouvent menacés.

Empressons-nous de dire que le fellah jouit aujourd'hui, devant les tribunaux, de toutes les garanties désirables, et que la jurisprudence égyptienne, aidée par des lois récentes, le favorise, même, quelquefois, d'une façon exagérée. Mais il n'en a pas toujours été ainsi, et, avant d'en arriver là, le fellah a dû connaître, sous le rapport de l'administration de la justice, toutes les spoliations et toutes les avanies que, dans un pays désorganisé, le plus fort fait subir aux êtres faibles et sans défense.

Examinons rapidement la période antérieure à la création des tribunaux mixtes et indigènes, et ensuite, la période postérieure à la création de ces tribunaux, jusqu'à ce jour.

PREMIÈRE SECTION.

PÉRIODE ANTÉRIEURE A LA CRÉATION DES TRIBUNAUX MIXTES ET INDIGÈNES.

Avant la création des tribunaux de la réforme et la réorganisation des tribunaux indigènes, la situation du fellah, au point de vue de l'exercice de ses droits en justice, était loin de présenter les garanties que les pays civilisés assurent à tous leurs nationaux, dans l'administration de la justice. Nous ne voulons pas dire que les textes de loi lui fussent défavorables ; car les lois qui

régissaient le territoire égyptien, si tant est qu'il y eût des lois, étaient uniformes pour tous les indigènes. C'est en fait que le fellah était lésé dans ses droits et trouvait fermées pour lui les portes de presque tous les tribunaux. Celles qui lui étaient parfois ouvertes se refermaient après l'introduction de son action, mais avant la solution du litige ; de sorte qu'il ne pouvait jamais obtenir une solution définitive. Les tribunaux de son statut personnel (les *Mehkémés*) étaient, on peut le dire, les seuls auxquels il pouvait avoir accès, dans la pratique ; ils n'offraient pour lui, d'ailleurs, aucun intérêt sérieux.

Nous suivrons, dans deux paragraphes séparés, le fellah dans ses litiges avec les indigènes et avec les sujets étrangers.

§ I. — Litiges avec les indigènes.

Les tribunaux qui fonctionnaient avant la réforme de 1876 appliquaient, en matière purement civile, une ancienne loi, presque copiée sur le Code ottoman. Ces tribunaux se composaient d'un *Méglis Ibtidāi* (tribunal de 1^{re} instance), d'un *Méglis Istignaf* (cour d'appel) et d'un *Méglis Ahkam* (cour de revision des arrêts, sorte de pourvoi de 2^{me} degré, accordé en toutes matières).

Ce n'était pas sans peine que le fellah arrivait au bout de ces trois degrés de juridiction. D'abord, pour être admis au forum, il avait plus d'une difficulté à vaincre. Encore quand il plaidait contre les simples particuliers,

pouvait-il espérer y avoir accès ? Mais, quand il était dépouillé par l'*Omdeh* (chef du village) ou par un fonctionnaire quelconque de l'Etat, sa plainte ne lui rapportait que des coups de courbache ou quelques semaines de prison ; aucune voie de recours efficace contre la rapacité et l'arbitraire administratifs.

Or, c'était surtout contre les Turcs, alors très nombreux et très influents, puisqu'ils accaparaient toutes les hautes fonctions administratives, que le malheureux fellah avait à se défendre ; dans cette lutte inégale contre des tyranneaux impitoyables, pour qui tout fellah est une créature vile et méprisable, que pouvait espérer cette malheureuse victime ? Le Ture n'avait rien à respecter ; il était, nous l'avons déjà dit, à la tête des hautes fonctions du gouvernement, il avait en mains tous les pouvoirs qu'il employait à se faire, par n'importe quels moyens, une fortune colossale.

Le fellah avait-il réussi à franchir le seuil du forum ? il rencontrait des obstacles non moins grands que ceux qu'il avait eu à surmonter pour introduire son instance. La procédure était sans fin ; elle se faisait par écrit. C'étaient des requêtes, des répliques, des dupliques et des tripliques à n'en plus finir, que les parties s'envoyaient. Les jugements, d'ailleurs, n'en étaient pas mieux soignés ; ils étaient rendus par des juges n'ayant aucune notion du droit : des anciens officiers de l'armée turque, ne connaissant souvent pas la langue arabe et qu'on nommait juges parce qu'il fallait les employer, à tout

prix, au service du gouvernement. On a eu occasion de soumettre aux tribunaux de la réforme certains de ces jugements; les honorables magistrats de ces tribunaux étaient ahuris de l'incohérence et de l'ignorance dont ces anciennes décisions portaient la marque; parfois, ils rappelaient à l'ordre des avocats, qui en donnaient une simple lecture, croyant que ceux-ci en altéraient la teneur. Donnons un spécimen véridique de ces incroyables jugements. Dans un litige entre Primus, demandeur et Secundus, défendeur, en paiement d'une somme d'argent, Secundus soutient que c'est Tertius, non partie au procès, qui a reçu la somme réclamée.

Le tribunal, en l'absence de Tertius, non mis en cause, le condamne à payer !!

Le défaut de séparation entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire mettait le comble à cet inextricable chaos. Lorsqu'il s'agissait de l'exécution d'une sentence, le gouverneur dans les villes, ou le Moudir dans les provinces, s'arrogeaient, à leur tour, le droit de reviser le jugement à exécuter. Si leur manière de voir n'était pas conforme à celle du juge, ils refusaient d'exécuter et soumettaient le cas au Ministère de l'Intérieur. De là, nouvelle phase à suivre, correspondance interminable entre les ministères approuvant ou désapprouvant le jugement, lequel pendant ce temps-là, restait lettre morte entre les mains de celui qui avait eu tant de peine à l'obtenir.

§ II. — Litiges avec les étrangers.

Si, pour les procès des fellahs avec les indigènes, la justice marchait d'un pas bien boiteux, quand il s'agissait d'un litige entre eux et des sujets étrangers, elle était complètement inerte. Les étrangers ne relevaient que de leurs consulats qui, forcément, au milieu de ce désarroi général, devaient protéger leurs administrés. Cette protection, poussée au dernier degré de l'exagération, arrivait à l'impunité ; sous cette puissante égide, les spoliateurs de tous pays pouvaient exploiter à leur aise le fellah et ils ne s'en faisaient pas faute ; ils se trouvaient placés, pour ainsi dire, au-dessus de la loi et les procès des demandeurs indigènes étaient, la plupart du temps, classés dans les archives des consulats, sans qu'on leur donnât aucune suite.

De leur côté, les consuls et vice-consuls dans les villes, jouissant des mêmes immunités que les agents diplomatiques, ont largement profité de cette situation privilégiée. Ils imposaient leur volonté aux autorités locales, pusillanimes et débonnaires avec les étrangers, autant que tyranniques avec les indigènes ; il chassaient le fellah et prenaient possession de sa terre, de vive force. Le fellah ainsi dépouillé ne savait à qui s'adresser. Il est vrai qu'il y avait la voie diplomatique ; mais, à supposer qu'il y songeât, elle ne pouvait lui rapporter grand'chose ; les négociations diplomatiques avec leur désolante lenteur,

n'aboutissaient le plus souvent, dans ces sortes d'affaires, qu'au triomphe du consul, énergiquement soutenu par son consul général et par les autorités locales. Le fellah plaignant était convaincu d'imposture et puni avec une sévérité qui lui enlevait le goût de se plaindre à l'avenir.

DEUXIÈME SECTION

PÉRIODE POSTÉRIEURE A LA CRÉATION DES TRIBUNAUX DE LA RÉFORME ET DES NOUVEAUX TRIBUNAUX INDIGÈNES.

Par la création des tribunaux de la réforme, le prétoire devint facilement accessible à tout le monde, sans distinction ; la confusion des pouvoirs judiciaire et exécutif qui enlève aux jugements tout caractère d'indépendance et d'impartialité, cessa d'exister et l'égalité de tous devant la loi civile fut assurée.

Mais le fellah, habitué à la servilité, n'ayant aucune notion de ses droits et ignorant la nouvelle et bienfaisante organisation judiciaire qui venait de naître, fut, dans les premiers temps, la victime de la plus infâme exploitation.

En effet, dès que les nouveaux tribunaux furent installés dans le pays, certains spéculateurs trouvèrent l'occasion excellente pour exploiter la bonne foi naïve qu'ils rencontraient dans la population agricole de l'Egypte.

Cette exploitation systématique a eu lieu, à telles enseignes que nous pouvons affirmer que certains petits

propriétaires ont été expropriés sans avoir reçu aucun acte de procédure. L'huissier porteur de l'assignation mentionnait qu'elle avait été remise au défendeur, *parlant à sa personne*, alors qu'en réalité elle avait été remise à un compère du demandeur. Ce dernier prenait défaut contre le défendeur qui, non averti, ne pouvait comparaître ; il obtenait une hypothèque judiciaire sur ses biens, sans avoir, au préalable, demandé au président du tribunal l'affectation hypothécaire qu'on exige aujourd'hui et le tour était joué. Le pauvre défendeur ne se doutait de l'expropriation que lorsqu'il était dépossédé. De telle sorte qu'on peut dire, sans être taxé d'exagération, que la réforme fut, dans les commencements, entre les mains des spéculateurs, un instrument merveilleux de spoliation et de vol. Ainsi donc ces tribunaux, créés pour distribuer équitablement la justice et pour protéger les petits et les faibles, ont été déviés de leur destination, pareils à ces armes créées pour défendre la vie humaine et qui sont un danger pour elle, quand on les met entre les mains des malfaiteurs.

On ne tarda pas à s'apercevoir de ces abus et à y porter remède. Mais ils avaient assez longtemps duré pour gâter le fellah et pour détruire en lui la bonne foi et l'honnêteté natives. Par un sentiment de défense bien naturel, il est devenu, à son tour, très chicaneur et d'une mauvaise foi insigne.

La création des tribunaux mixtes avaient assuré au fellah justiciable toutes les garanties judiciaires voulues.

Mais il ne pouvait avoir accès devant ces tribunaux quand il s'agissait d'un procès entre indigènes. Dans ce cas, il devait introduire son instance devant les tribunaux indigènes, qui avaient conservé leur organisation défectueuse de jadis. Le décret de 1883 est venu réorganiser ces tribunaux et les a mis au niveau des exigences de la civilisation moderne. Nous avons déjà signalé les progrès considérables faits par ces tribunaux, dans le chapitre intitulé : « Progrès généraux et misère du fellah. »

Aujourd'hui, le fellah, qu'il plaide devant les tribunaux mixtes ou indigènes, est assuré d'obtenir bonne justice.

D'autre part, le juge tenant compte de l'ignorance du fellah se montre, en certaines matières, moins rigoureux pour lui dans l'application de la loi, et la loi elle-même le favorise quelquefois d'une protection spéciale. Cette double protection lui est assurée :

1° pour les formalités des actes synallagmatiques, notamment des actes de vente ;

2° pour les ventes à réméré ;

3° pour la preuve par acte sous seing privé ;

4° enfin, la législation égyptienne le favorise spécialement en matière de billets à ordre et de lettres de change ;

5° elle vient également de le favoriser récemment, comme indigène, en matière de cession.

Passons brièvement en revue ces différentes questions.

§ I. — Formalités des contrats synallagmatiques.

Le consentement des parties étant de l'essence même de tous les contrats, l'art 301 du Code Civil mixte (correspondant à l'art 1583 du C. C. français) dispose que « la vente n'est parfaite que s'il y a consentement des deux parties, l'une pour vendre, l'autre pour acheter. » Or, dans nos villages, les ventes se font fréquemment par actes sous seing privé signés du vendeur seul ; l'acceptation de l'acquéreur n'y figure nullement et ces actes sont transcrits ainsi, d'une manière informe et incomplète. Les tribunaux mixtes, imbus de la rigueur des lois européennes, n'accordaient à ces actes que la valeur d'une simple pollicitation. C'est dans ce sens qu'a jugé la Cour d'appel mixte jusqu'au mois de janvier 1896 (arrêts 12 février 1890, 4 février 1891 et 23 janvier 1896) (1).

Cette jurisprudence jetait la plus grande perturbation dans l'assiette de la propriété du fellah ; toutes les ventes sous seing privé étaient ainsi annulées, car, nous l'avons déjà dit, toutes étaient dépourvues de l'acceptation de l'acquéreur. Devant cet état de choses, la Cour d'appel mixte conformant ses décisions aux usages du pays,

(1) V. ces arrêts dans le *Bulletin de législation et de jurisprudence égyptiennes*, fondé par MM. Lebsohn, A. de Rensis, Palagiet Schiarabati. On trouvera le 1^{er} arrêt dans le t. II, page 373, le 2^e dans le t. III, p. 194 et le 3^e dans le t. VIII, p. 99.

revint sur son ancienne jurisprudence et admit la validité, à l'égard des tiers, de la transcription des actes de vente ne portant pas l'acceptation de l'acquéreur. Cette jurisprudence nouvelle admet que son consentement résulte suffisamment, même à l'égard des tiers, de la transcription de la mutation de la propriété faite en son nom, et du fait d'avoir payé les impôts (1).

Voilà la première faveur dont jouit le fellah, grâce à l'interprétation plus équitable que stricte de la loi.

§ II. — Vente à réméré.

En Egypte, le réméré est le contrat le plus usité dans les villages comme acte de nantissement. Le fellah tient avant tout à conserver la détention matérielle de sa terre; pour ce motif, l'antichrèse, qui n'est valable que tout autant que le créancier antichrésiste est en possession effective de l'immeuble donné en nantissement, ne saurait lui convenir. D'un autre côté, l'hypothèque est, pour lui, un moyen de crédit très coûteux. Elle exige la passation d'un acte notarié au greffe d'un des trois tribunaux mixtes existant à Alexandrie, au Caire ou à Mansourah. De là, obligation pour le fellah emprunteur de voyager, de s'adresser à un avocat et d'abandonner pour un certain temps ses cultures, afin de passer l'acte

(1) V. Arrêt 30 janvier 1896. *Bullet. de législation et jurisprudence*, t. VII, p. 103 ; arrêt du 24 février 1897, t. IX, p. 305, et arrêt du 21 août 1897, t. IX, p. 310.

d'hypothèque dont les frais ($3/4$ %), honoraires d'avocat et autres, s'élèvent à une somme assez considérable. Un pareil mode de garantie ne peut donc être utilement employé que pour les prêts importants ; il ne saurait convenir quand il s'agit de petites sommes. Nous avons eu déjà l'occasion de dire que le Crédit foncier égyptien ne consent pas de petits prêts et que le minimum de 100 L. E. qu'il a fixé dernièrement, reste souvent bien au-dessus des besoins des petits emprunteurs. Ceux-ci ne peuvent donc recourir à l'hypothèque, à moins de payer des intérêts exorbitants aux usuriers qui accepteraient de faire de petites avances sur hypothèque.

Le fellah, pour avoir plus facilement la petite somme qu'il lui faut, vend ses terres à réméré, espérant pouvoir se libérer dans le délai prévu. Le créancier lui laisse la possession de l'immeuble ainsi vendu, en le lui donnant fictivement en fermage, et le moyen paraît simple et satisfaisant pour les deux parties.

Or, le délai maximum accordé par le législateur égyptien au vendeur pour l'exercice du réméré n'est que de deux ans : Art 426 Code civ. mixte : « Le vendeur ne
« peut stipuler un délai de plus de deux années à partir
« de la vente pour l'exercice du droit de réméré ; le délai
« est réduit à deux années s'il a été stipulé plus long. »

Dans un délai aussi bref, l'emprunteur se trouve souvent dans l'impossibilité de restituer le prêt ; il encourt par suite la déchéance d'exercer le réméré, et l'acheteur reste propriétaire définitif du fonds.

Il est certain que le fellah, en recourant à ce moyen de se procurer de l'argent, n'a pas eu l'intention de vendre, en se réservant le droit de revenir sur sa décision s'il vient à se repentir d'avoir vendu. Il a voulu simplement se procurer de l'argent, et, aiguillonné par le besoin, il a mis entre les mains de son prêteur un pouvoir excessif : celui de le déposséder, si au bout de deux ans, il n'arrive pas à se libérer. Ce que nous avons dit du fatalisme, de l'imprévoyance du fellah et de son mépris des délais fixes et des échéances (v. le chap. Le fellah petit propriétaire), donne une idée de la facilité avec laquelle on peut, au moyen de cette clause dangereuse, le déposséder de ses biens.

Le réméré, fait dans ces conditions, n'est donc qu'un nantissement immobilier déguisé, ce que les tribunaux découvrent toutes les fois que les circonstances de la cause établissent d'une manière certaine, la véritable intention des parties.

Le législateur égyptien a senti le besoin d'établir une distinction entre ce réméré fictif, qui ruine la petite propriété, et le réméré réel, et d'imposer cette distinction au juge, pour l'empêcher d'appliquer strictement contre le fellah, toutes les rigueurs d'un contrat consenti dans les circonstances que nous venons d'indiquer.

L'art. 421 Cod. civ. mixte (correspondant à l'art. 338 C.C. indigène) a donc distingué deux ventes à réméré :
« 1° celle qui n'est faite que pour donner à l'acheteur
« l'immeuble ou la chose vendue à réméré en gage de la

« dette du vendeur ; 2^o celle qui est faite avec réserve
 « pour le vendeur de reprendre la chose vendue en réta-
 « blissant les choses en leur état primitif, s'il vient à se
 « repentir d'avoir vendu. »

Remarquons que c'est improprement que la loi appelle
 « *vente à réméré* » celle qui est faite pour donner la chose
 vendue en gage. Cette vente n'a duréméré que la forme
 et l'apparence, elle est en réalité un nantissement régi
 par les règles spéciales du nantissement (art. 422 C. c.
 mixte correspondant à l'art. 339 c. c. indigène). Art. 423
 C. c. mixte : « Dans le deuxième cas, la vente à réméré
 « sera régie par les règles suivantes :

« Dans le doute, la présomption sera qu'il s'agit d'un
 « nantissement si le prix est payé comptant ou compensé
 « avec une dette antérieure, s'il est stipulé que le prix
 « sera remboursable avec intérêts, ou si la chose reste
 « dans la possession du vendeur à un titre quelconque,
 « et qu'il s'agit d'une vente réelle dans le cas contraire.
 « Toute preuve contraire sera admise sans qu'il soit
 « tenu compte des termes de la convention. »

Le législateur égyptien a donc simplement voulu dire
 qu'en fait de réméré, c'est l'intention des parties et non
 les termes employés qu'il faut rechercher dans les
 actes.

C'est là, du reste, le principe général qui gouverne l'in-
 terprétation de tous les actes.

Ce texte spécial pour l'interprétation de réméré n'était
 donc pas de toute nécessité ; on ne peut se l'expliquer

que par le désir du législateur de protéger le fellah ici d'une façon toute spéciale.

Ajoutons enfin que, pour comble de faveur, la jurisprudence mixte décide qu'en cas de doute, la vente à réméré doit être considérée comme un simple nantissement. Ainsi donc, la présomption est le simple nantissement, c'est à l'acheteur à prouver qu'il s'agissait d'une vente véritable.

§ III. — Preuve par acte sous seing privé.

La législation égyptienne accorde aux actes sous seing privé la même force de preuve que leur accordent les législations européennes ; mais le fellah, presque toujours illettré, ne peut se servir, pour signer ces actes, que d'un cachet portant son nom, lequel cachet il appose sur l'acte qu'il s'agit de reconnaître. De là, des difficultés multiples sur la preuve. Le porteur du cachet reconnaît-il que c'est lui qui l'a apposé sur l'acte ? Cet acte fait preuve contre lui. Mais voilà qu'il nie l'avoir cacheté : son cachet a été égaré et retrouvé plus tard, on l'a apposé à son insu. Quelle sera, pour lui, la valeur d'un acte cacheté dans de telles circonstances ? Faut-il qu'il s'inscrive en faux ? Mais quels faits articulera-t-il ? Toutes les preuves qu'il a consistent en une simple négation : il n'a pas cacheté, voilà sa défense ; comment l'établira-t-il ? Est-ce à lui ou au demandeur à établir le fait de l'apposition du cachet ? et quel est le mode de preuve à

admettre pour établir ce fait ? sera-ce la preuve testimoniale ou par écrit ? Voilà une foule de difficultés qu'on ne rencontre pas en France où l'usage du cachet n'est pas admis ; le législateur français exigeant la passation d'un acte notarié ou sous *signature* privée de toutes choses excédant la somme ou valeur de 150 francs (Art. 1341, C. c. français).

Or, la signature ne pouvant émaner, quand elle est sincère, que de la main même de celui à qui elle est attribuée, établit à n'en pas douter, que ce dernier en est bien l'auteur. Il n'en est pas de même du cachet qui peut être apposé par tout porteur. Doit-on lui accorder la même force de preuve qu'à l'écriture et à la signature ?

Le législateur égyptien ne tranche pas nettement la question. L'art. 292 du Cod. Civ. Mixte (227 C. c. indigène) semble bien n'attacher la preuve qu'à l'écriture et à la signature, à l'instar du législateur français.

« Les écrits sous seing privé, y est-il dit, font la même preuve entre les parties, tant que l'*écriture* ou la *signature* n'est pas déniée. »

Mais l'art. 290 du Code de procédure civile et commerciale mixte (art. 251 Cod. Procéd. indigène), a assimilé le cachet à la signature, au point de vue de la preuve :

« Le bénéficiaire d'un titre sous seing privé peut
« citer devant le tribunal, par action principale et dans
« les formes ordinaires, celui dont ce titre implique une
« obligation même non échue, pour lui faire déclarer

« qu'il reconnaît son écriture, sa signature ou *son cachet*. »

De cette assimilation, résulte la difficulté qui nous occupe, au point de vue de la dénégation faite par le débiteur d'avoir cacheté l'acte qu'on lui oppose.

La première jurisprudence de la Cour d'appel mixte refusait au simple cachet la force d'une preuve entière. Il a été jugé que l'écrit sous seing privé muni du cachet d'un débiteur et *d'un seul témoin* constituait une preuve insuffisante, demandant à être complétée par le serment supplétoire (1) ; et que l'obligation munie du cachet du débiteur et de celui de *deux témoins*, faisait preuve en justice, à défaut de preuves concluantes contraires (2).

Pour bien nous pénétrer de l'esprit de cette jurisprudence, nous devons faire remarquer qu'elle est inspirée des principes du Droit musulman où la *preuve testimoniale est la seule* admise. La Cour, en exigeant pour la preuve par simple cachet, l'approbation de deux témoins, reconnaît, par le fait, que le cachet ne peut, à lui seul, constituer une preuve entière.

Cette théorie répond le mieux aux mœurs du pays ; elle a, néanmoins, l'inconvénient de rendre sans limites la preuve testimoniale.

La jurisprudence actuelle est indécise.

Il a été d'abord jugé, en ce qui concerne la dénégation

(1) Arrêt 14 juin 1876. *Bulletin de législation et de jurisprudence* t. i, page 115.

(2) Arrêt 14 juin 1876. *Bulletin*, t. i, p. 105 et 114.

du fait d'avoir apposé le cachet et en ce qui concerne le fait de savoir à qui incombe la preuve de la validité du titre : 1^o que celui qui dénie avoir apposé son cachet n'a pas besoin de s'inscrire en faux contre l'acte qu'on lui oppose, étant donné que les actes ne font foi jusqu'à inscription de faux que tout autant qu'ils ne sont pas contestés, quant à leur matérialité (1) ; 2^o que c'est au demandeur à prouver la sincérité du titre qu'il invoque (2).

Mais cette jurisprudence n'est pas bien assise et l'on voit, quelquefois, les tribunaux exiger l'inscription en faux et mettre ainsi la preuve à la charge du défendeur (3).

Quant à la question de savoir quel est le mode de preuve admissible pour établir le fait de l'apposition du cachet, il nous semble qu'à défaut de titres, il n'y a, en dehors du serment, que la preuve testimoniale, preuve très périlleuse étant très incertaine. Mais cette preuve est rejetée par le législateur égyptien qui ne l'admet en matière dépassant 1000 piastres égyptiennes (260 fr.) que s'il y a un commencement de preuve par écrit. Or, pour servir de commencement de preuve, l'écrit doit être reconnu. Le titre que le débiteur nie avoir acheté ne sau-

(1) V. Arrêt du 21 mai 1896, *Bulletin*, t. VIII, p. 287.

(2) V. Même arrêt.

(3) Jugement du tribunal mixte du Caire, 2^{me} ch. civile, 5 décembre 1899, n^o 544, 22^{me} année judiciaire.

rait donc constituer un commencement de preuve et autoriser l'audition des témoins.

Enfin, dans l'hypothèse même où le débiteur reconnaît avoir cacheté lui-même l'acte litigieux, la preuve n'est pas encore entière. Le débiteur illettré n'a pas été à même de vérifier le contenu du titre qu'on lui donne à cacheter. Il l'a cacheté de bonne foi, ignorant forcément sa teneur. Il a été trompé peut-être; on lui a lu ce qui n'était pas écrit dans l'acte. Comment le prouvera-t-il ? Et de quel droit lui opposer un acte dont il n'a pas pu connaître exactement la teneur, à moins qu'on ne suppose à son cocontractant la sincérité et la bonne foi d'un notaire désintéressé ?

De tout cela, il résulte que le système suivi est lui-même vicieux. On devrait, pour les gens illettrés, n'admettre que la preuve par acte notarié. Malgré toute la protection et la bienveillance que lui témoignent les tribunaux, le fellah, qui s'oblige par le simple fait d'apposer son cachet sur un acte dont il n'a pu prendre connaissance par lui-même, court le risque d'être la dupe des individus sans foi qui cherchent toujours à l'exploiter et qui spéculent avec succès sur son ignorance et sa confiance naïve.

§ IV. — Lettres de change et billets à ordre.

Le Code de Commerce mixte ne faisait aucune distinction entre les billets à ordre et les lettres de change

souscrits par les cultivateurs indigènes et ceux qui sont souscrits par toute autre personne. Les articles 114 et 196 du Code de Commerce combinés faisaient exception seulement pour les effets souscrits par les femmes et les filles non commerçantes : ces effets étaient les seuls qui ne fussent pas considérés comme des actes de commerce, mais des obligations purement civiles.

Le fellah, n'ayant aucune pratique des affaires, était ainsi obligé commercialement par les effets qu'il signait : il subissait la célérité de la procédure des tribunaux de commerce et l'exécution provisoire des jugements de premier degré rendus contre lui ; il était privé des délais de grâce que le tribunal civil peut accorder ; enfin, il payait le taux commercial des intérêts moratoires, plus élevé qu'en matière civile.

Ces rigueurs ont disparu avec le Décret du 5 décembre 1886, qui classa, « les simples cultivateurs indigènes » par rapport aux effets souscrits par eux, dans la catégorie des femmes et des filles non commerçantes, et décida que ces effets ne seraient pas réputés actes de commerce en ce qui les concerne.

Depuis ce décret, auquel le texte du Code indigène est conforme (art. 109), tous les effets (billets à ordre et lettres de change) souscrits par le fellah sont donc des actes purement civils. C'est au tribunal civil que le fellah est soumis et ce tribunal peut lui accorder des délais de grâce ; il n'est plus exposé à l'exécution provisoire et il paie le taux d'intérêt prévu en matière civile.

Sur ce dernier point cependant, le fellah n'est pas aussi favorisé que pour les autres matières civiles ; car, malgré la non commercialité des effets qu'il souscrit, les intérêts courent contre lui, non pas du jour de la demande en justice, mais à partir du protêt, conformément à l'art. 194 du Code de Commerce. D'ailleurs, ce n'est qu'au point de vue de la commercialité que les effets souscrits par le fellah échappent aux conséquences de la clause à ordre ; ainsi, ces effets sont toujours transmissibles par voie d'endossement, et le débiteur ne peut pas opposer au porteur les exceptions qu'il aurait pu opposer au bénéficiaire originaire, telles que la compensation, le paiement, etc. (1).

§ V. — Cession.

Suivant la tradition du droit musulman, un créancier n'a pas le droit, sans le consentement de son débiteur, de lui imposer un autre créancier en son lieu et place, lequel pourrait être plus exigeant que lui-même.

Conformément à ce principe, le Code civil indigène dispose (art 349), que « la propriété de la créance ou du droit cédé n'est transmise, et la vente n'est valable que s'il y a consentement du débiteur cédé. »

Le Code mixte s'était écarté de cette tradition du droit musulman et l'art. 436 du Code civil portait : « la

(1) Arrêt 19 décembre 1895 *Bulletin de législat. et jurispr.*, t. VIII p. 46.

« propriété de la créance cédée est transmise, vis-à-vis
« des tiers, par la notification du transport au débiteur
« cédé. »

L'acceptation de ce dernier n'était donc pas nécessaire. Ainsi, le débiteur indigène subissait la cession qui était consentie généralement à des étrangers. Il était alors assigné devant les tribunaux mixtes dont le siège est éloigné de son village, alors qu'à défaut de cette cession, son créancier primitif l'aurait assigné devant les tribunaux indigènes qui sont très nombreux et plus à proximité des justiciables.

Le décret promulgué, avec l'accord des Puissances, le 26 mars 1900 modifie l'art. 436 du Code civil mixte et fait retour aux dispositions du Code indigène et du droit musulman. L'alinéa 2 du paragraphe 2 du nouvel art. 436 est ainsi conçu : « Néanmoins, les obligations purement
« civiles nées entre indigènes ne pourront être cédées
« qu'avec le consentement du débiteur, lequel ne pourra
« être établi que par écrit ou par délation de ser-
« ment. »

La modification apportée par ce décret est, évidemment, une grande protection pour le fellah, au préjudice du créancier, qui est ainsi mis dans l'impossibilité de négocier sa créance si le débiteur s'y refuse.

CONCLUSION

Nous avons essayé de donner une idée exacte de la situation économique et sociale du fellah égyptien à l'heure actuelle. Pour atteindre ce but, il a fallu quelquefois insister sur des questions se rattachant plutôt à l'état général de l'Egypte, au point de vue financier ou politique. Ces développements étaient nécessaires, nous l'avons cru du moins ; ils ont servi à projeter une lumière complète sur notre sujet. La situation économique et sociale d'un peuple n'est-elle pas étroitement liée, en effet, à celle du pays où il vit, et sa prospérité ne dépend-elle pas des institutions politiques de ce pays et de la prospérité de ses finances ? L'embarras du Trésor égyptien, au temps d'Ismail pacha, a eu un contre-coup funeste sur la situation du fellah, qu'on dépouilla et qu'on brutalisa avec la dernière rigueur. Cependant, il serait déraisonnable de prétendre qu'Ismail pacha en voulût à son peuple, ou qu'à l'exemple d'un Néron ou d'un Tibère, il eût des désirs inassouvis de persécution

et de cruauté. C'est uniquement pour remédier au déficit du Trésor que l'on arracha au fellah, par la force et les mauvais traitements, le maigre produit de son travail.

En jetant un coup d'œil d'ensemble sur ce que nous avons dit de l'état du fellah et de l'Égypte en général, avant Mohamed Ali et à l'heure actuelle, on ne peut qu'être émerveillé des progrès généraux qui ont été accomplis. La tyrannie des Mamelouks avait plongé le pays dans un engourdissement tel qu'on pouvait se demander si le réveil serait encore possible. Mais il faut croire qu'un peuple ne peut mourir aussi facilement qu'un seul homme et que, malgré les symptômes de décomposition qui font craindre pour son existence, il garde en lui, comme à l'état latent, une énergie et une vitalité que rien ne peut détruire. Ainsi, il a suffi qu'un seul homme employât sa volonté et son génie à relever l'Égypte, pour qu'immédiatement elle secouât sa torpeur et prît son essor vers le progrès. Aujourd'hui, on peut dire que ce pays, où les réformes sont cependant contrariées par un cosmopolitisme étrangement bigarré, et par une situation internationale tellement anormale qu'on ne sait au juste où réside la souveraineté, ce pays, disons-nous, malgré ces obstacles puissants, a atteint un haut degré de civilisation. Il n'est pas jusqu'aux classes les plus pauvres qui ne jouissent maintenant de la liberté individuelle et de la paix sociale, auxquelles, sous l'ancien régime, il leur était défendu même de penser.

Mais ces classes n'ont pas encore obtenu la somme de bien-être à laquelle leur donnent droit leur travail et leurs besoins d'hommes civilisés : ni l'ouvrier des champs ni même le petit propriétaire ne recueillent les fruits de leurs peines ; les ouvriers surtout vivent d'une vie profondément misérable. Nous avons démontré tout cela et nous avons appuyé notre démonstration de l'opinion de gens impartiaux et désintéressés, toutes les fois qu'il a été possible de le faire. Si les témoignages et les documents ne sont pas aussi nombreux que nous l'eussions voulu, c'est que jusqu'à présent on ne s'est guère occupé du fellah que pour décrire son habitation, son habillement et son genre de vie, et pour répandre sur son compte les histoires les plus fantaisistes, par exemple son aptitude à recevoir des coups (1), etc. Nous nous sommes appliqué cependant, à ne consigner dans ces pages que des vérités et des faits certains que la vie parmi les fellahs nous a permis de connaître par nous-même. Si nous y avons réussi, comme nous voulons l'espérer, il faut tirer de tout ce que nous avons écrit cette conclusion qu'il est urgent d'apporter un remède efficace au mal économique et social dont souffrent la population de nos campagnes et les classes pauvres en général. Il faut d'abord répandre les lumières de l'instruction parmi ces classes. C'est ainsi qu'on leur permettra de contribuer elles-mêmes, dans une large mesure, à l'amélioration de leur sort. Quand le

(1) V. Duc d'HARCOURT : *L'Égypte et les égyptiens*.

peuple sera pourvu d'une instruction suffisante, l'État pourra se débarrasser d'une tutelle trop lourde pour lui, mais dont il ne peut pas se décharger, tant que ce peuple est, comme un mineur, incapable de se diriger lui-même dans la vie. Jusque-là, l'État a forcément des obligations bien plus grandes que les États où les peuples sont suffisamment instruits pour trouver quelquefois gênante une semblable tutelle.

Le gouvernement égyptien doit aussi réprimer efficacement l'usure qui, si elle continuait à sévir, compromettrait de plus en plus la prospérité économique du pays. Nous avons signalé les essais tentés dans ce sens, mais ils ne nous paraissent pas suffisants. Il faut établir solidement et développer les institutions de crédit agricole, et ne pas se contenter d'essais timides, qui n'ont pas donné et ne peuvent donner rapidement de bien appréciables résultats.

Ce sont surtout les classes ouvrières qui méritent toute la sollicitude du gouvernement. Dans les pays les plus civilisés, le législateur ne craint pas de s'interposer entre le patron et l'ouvrier, pour atténuer l'inégalité de fait, qui existe toujours dans le contrat du travail. Cette intervention est nécessaire chez nous bien plus qu'ailleurs, car nous n'avons pas les syndicats ouvriers qui peuvent opposer une force souvent imposante à celle du patron.

Enfin l'initiative privée, qui a déjà produit d'excellents résultats, doit aussi contribuer au relèvement du fellah.

Déjà S. A. le Khédive a donné l'exemple de ce noble dévouement à la cause des petits et des faibles, en créant, avec les fonds de sa cassette privée, des écoles pour instruire la jeunesse; ces écoles fournissent chaque année de très bons résultats. Son Altesse s'intéresse aussi vivement aux progrès agricoles du pays et lui-même, grand propriétaire terrien, il s'applique à améliorer le sort de ses nombreux ouvriers.

Nous avons signalé aussi, dans le cours de ce travail, la création, due à S. A. le prince Hussein, oncle du Khédive, d'une société agricole, destinée à introduire de meilleurs systèmes de culture et à aider les petits cultivateurs, en leur prêtant les semences nécessaires.

La dernière exposition agricole, inaugurée au Caire le 26 janvier 1901, a démontré que l'agriculture égyptienne s'est engagée résolument dans la voie du progrès. « Nos cultivateurs, renonçant à l'antique routine, adoptent les procédés dont ils ont enfin pu apprécier la supériorité. L'usage des machines, l'emploi des chemins de fer agricoles surtout, se vulgarisent de plus en plus; aussi, dans cette exposition qui synthétise le progrès annuel accompli par l'agriculture, une large place, la place d'honneur, est-elle réservée à cette industrie (1). »

On ne saurait douter des heureux effets que produiront nécessairement, dans un prochain avenir, ces efforts persévérants et ces nobles exemples.

(1) V. « *La Bourse Egyptienne* », n° du 26 janvier 1901.

C'est par la collaboration de tous, que le fellah pourra accéder à un certain bien-être et espérer une rémunération plus équitable de son pénible labeur. C'est alors seulement que cette belle et féconde terre d'Egypte, cultivée avec amour et intelligence, donnera des résultats économiques merveilleux.

Vu : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
L. RENAULT.

Vu : LE DOYEN,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :
LE VICE-RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — SITUATION DU FELLAH AUX DERNIERS TEMPS DE LA DOMINATION DES MAMELOUKS....	9
CHAPITRE II. — SITUATION DU FELLAH SOUS MO- HAMED ALI PACHA.....	24
CHAPITRE III. — SITUATION DU FELLAH SOUS LES SUCCESEURS DE MOHAMED ALI.....	41
PREMIÈRE SECTION — LE FELLAH SOUS ABBAS 1 ^{ER}	41
DEUXIÈME SECTION. — LE FELLAH SOUS MOHAMED SAÏD PACHA.....	42
TROISIÈME SECTION. — LE FELLAH SOUS ISMAIL PACHA...	46
QUATRIÈME SECTION. — LE FELLAH SOUS MOHAMED TEW- FICK PACHA.....	63

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — LE FELLAH DANS SA VIE PRIVÉE.....	67
PREMIÈRE SECTION. — LE FELLAH DANS LA FAMILLE.....	72
DEUXIÈME SECTION. — LE FELLAH DANS LA SOCIÉTÉ.....	76
CHAPITRE II. — PROGRÈS GÉNÉRAUX ET MISÈRE DU FELLAH.....	83

CHAPITRE III. — LE FELLAH PETIT PROPRIÉTAIRE.....	96
PREMIÈRE SECTION. — LA PETITE PROPRIÉTÉ EN ÉGYPTÉ..	96
DEUXIÈME SECTION. — LES BESOINS D'ARGENT DU PETIT PROPRIÉTAIRE.....	100
TROISIÈME SECTION. — LE PETIT PROPRIÉTAIRE ET LES USURIERS.....	113
QUATRIÈME SECTION. — REMÈDES À LA SITUATION DU PETIT PROPRIÉTAIRE.....	119
CHAPITRE IV. — LE FELLAH OUVRIER AGRICOLE....	130
PREMIÈRE SECTION. — OUVRIERS AGRICOLES ATTACHÉS A UN DOMAINE.....	133
§ I. — Ouvriers agricoles à la part.....	134
§ II. — Journaliers attachés au domaine.....	140
DEUXIÈME SECTION. — JOURNALIERS NON ATTACHÉS A UN DOMAINE.....	144
CHAPITRE V. — LE FELLAH ET LES TRAVAUX D'UTI- LITÉ PUBLIQUE.....	150
PREMIÈRE SECTION. — LA CORVÉE.....	150
DEUXIÈME SECTION. — LES ENTREPRISES.....	169
CHAPITRE VI. — LE FELLAH DEVANT LES TRIBUNAUX.	173
PREMIÈRE SECTION. — PÉRIODE ANTÉRIEURE A LA CRÉATION DES TRIBUNAUX MIXTES ET INDIGÈNES.....	174
§ I. — Litiges avec les indigènes.....	175
§ II. — Litiges avec les étrangers.....	178
DEUXIÈME SECTION. — PÉRIODE POSTÉRIEURE A LA CRÉA- TION DES TRIBUNAUX DE LA RÉFORME ET DES NOUVEAUX TRIBUNAUX INDIGÈNES.....	179
§ I. — Formalités des contrats synallagmatiques.....	182
§ II. — Vente à réméré.....	183
§ III. — Preuve par actes sous seing privé.....	187
§ IV. — Lettres de change et billets à ordre.....	191
§ V. — Cession.....	193
CONCLUSION.....	191
TABLE DES MATIÈRES.....	201



BUZANÇAIS (INDRE), IMPRIMERIE F. DEVERDUN.
